Montréal samedi 23 avril 2005 Le plus grand quotidien français d'Amérique 121e année no 180 220 pages 11 cahiers Pluie, Max. 9 Min. 9 2 $ taxes en sus - Édition provinciale 2,10 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

SÉRIE
LE NOUVEAU TEMPLE DU LIVRE OUVRE SES PORTES

NAISSANCE D'UNE GRANDE BIBLIOTHÈQUE

PAGES A31 À A35

THE ARCADE FIRE
L'ENTREVUE DE NATHALIE PETROWSKI

ARTS ET SPECTACLES
PAGES 1 ET 2

LE CAHIER CINÉMA PREND DU MUSCLE

DÉCOUVREZ LE SUPPLÉMENT BANDE-ANNONCE

LE GUIDE HORAIRE À CONSERVER : ACTUALITÉS > STARS > DVD

TOUT LE CINÉMA DE LA SEMAINE DU 22 AU 29 AVRIL
bande-annonce
CE QU'EN PENSENT NOS CRITIQUES
PRIMEURS
DVD
TOURNAGES
L'ENVERS DU DÉCOR
PALMARÈS ÉTRANGER > FRANCE

ÉTOILES SUR GLACE

Porter la vie d'une légende à l'écran est un sport dangereux au Québec. Pourquoi alors le scénariste Ken Scott et le réalisateur Charles Binamé ont-ils accepté de tourner un film sur Maurice Richard ?

EMBOUTEILLAGE AU BLOC

Les candidats se bousculent dans plusieurs endroits, y compris les forteresses libérales

NATHAËLLE MORISSETTE

Désireux de se joindre à l'équipe de Gilles Duceppe en vue des prochaines élections, les candidats se bousculent aux blocs de départ dans plusieurs circonscriptions du Québec, jusque dans les forteresses libérales.

En mode électoral depuis quelques semaines, le Bloc québécois n'éprouve visiblement pas de problèmes de recrutement : plusieurs candidats souhaitent se porter volontaires dans des circonscriptions comme Jeanne-Leber (Liza Frulla), Papineau (Pierre Pettigrew), Brome-Missisquoi (Denis Paradis), Bourassa (Denis Coderre) et Brossard (Jacques Saada), toutes des châteaux forts libéraux.

›Voir BLOC en page A10

Un tricherie présumée met le collège Charlemagne dans l'embarras

LOUISE LEDUC

Premier de classe au dernier palmarès des écoles publié par le magazine *L'actualité*, le collège Charlemagne, situé à Pierrefonds, est sous le coup d'une enquête au ministère de l'Éducation et risque d'être poursuivi. À la source de ses malheurs : une tricherie présumée dans sa correction des examens du ministère de l'Éducation.

« Une partie de la correction des épreuves du Ministère est faite par les établissements et nous avons été informés de la possibilité de certaines irrégularités, a déclaré Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Le dossier a été déféré au Procureur général du Québec, qui est en train de l'étudier. »

La direction du collège Charlemagne a refusé d'accorder quelque entrevue que ce soit, hier. Dans un communiqué signé par la directrice générale par intérim, Julie Beaudet, le Collège assure qu'il « collabore activement à l'enquête du ministère de l'Éducation » et qu'une enquête indépendante a été instituée.

›Voir COLLÈGE en page A8

90e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN

La blessure qui ne guérit pas

Demain, 24 avril, les Arméniens du monde entier commémoreront le 90e anniversaire du génocide de 1915. Cette année-là, entre 800 000 et 1,5 million d'Arméniens ont péri aux mains des autorités turques de l'Empire ottoman. Toutefois, seule une toute petite poignée de survivants peut encore témoigner à la première personne des atrocités subies par leurs proches. La Presse *en a rencontré une à Montréal.*

LAURA-JULIE PERREAULT

Aroussiak Aghazarian a 99 ans. Ses yeux ont cessé de voir depuis près de 20 ans. Ses oreilles lui jouent des tours. Mais sa mémoire, elle, n'a jamais flanché. L'Arménienne, qui vit à Montréal depuis l'âge de 62 ans, raconte encore en détail l'histoire de sa famille, victime du génocide arménien auquel elle a réussi à échapper.

« Encore aujourd'hui, quand je pense à ça, je revois tous ceux qui ont été assassinés. Je me demande encore pourquoi tant de malheur a eu lieu », dit aujourd'hui la grand-mère et arrière-grand-mère.

À Montréal, la vie l'entoure, mais l'image de la mort la tenaille depuis l'enfance. « Je n'ai oublié aucun visage », affirme la dame aux cheveux blancs et à la posture fière, assise dans son appartement d'Ahuntsic, à un jet de pierre du monument montréalais commémorant le génocide arménien.

›Voir GÉNOCIDE en page A6

LA ROUTE DES BBQ
SUIVEZ LE GUIDE AU TEXAS

VACANCES VOYAGE
PAGES 1, 10 ET 11

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Avec les baisses d'impôts de Charest, on va pouvoir s'acheter un gratteux.

CONGESTION SUR LES QUAIS
LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES	20
Avis et encans	PETITES ANNONCES	14 et 15
Bridge	VACANCES	21
Décès	P. ANNONCES	12 à 14
Feuilleton	VACANCES	20
Forum	A	25 à 27
Grille des mordus	VACANCES	14
Horaire cinéma	CINÉMA	7 à 10
Horaire télévision	ARTS	16
Loteries	A	30
Mots croisés	VACANCES	20
Mot mystère	VACANCES	20
Observateur	VACANCES	20
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES	4
Trait d'union	VACANCES	19
Jardiner	MON TOIT	17

Météo
Pluie. Vents du nord-est augmentant à 40 km/h, maximum 9, minimum 9, plus de détails en page CARRIÈRES 15

6 21924 45678 2

ENREGISTREZ-VOUS EN LIGNE ET EXPLOREZ LE MONDE.

Notre service d'enregistrement aircanada.com est maintenant plus étendu. Vous pouvez désormais vous enregistrer en ligne pour tous les vols intérieurs de même que pour nos destinations américaines et internationales, au départ du Canada. C'est simple : rendez-vous sur **aircanada.com,** choisissez votre siège, imprimez votre carte d'accès à bord, et présentez-vous à votre porte d'embarquement. Tout cela en un rien de temps.

Obtenez tous les détails sur aircanada.com, votre boutique d'achats centralisés ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour vos besoins en matière de voyages aériens.

AIR CANADA
MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

3302341A

ÉCOLES PUBLIQUES DES DÉFIS À RELEVER

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Le déménagement de l'école Pierre-Dupuy dans l'école primaire Garneau ne devrait pas se faire avant septembre 2006.

Pierre-Dupuy ne fermera pas en septembre

MARIE ALLARD

Contrairement aux rumeurs, l'école Pierre-Dupuy ne fermera pas à la fin de l'été. Son déménagement éventuel dans l'école primaire Garneau « ne sera certainement pas avant septembre 2006 », a dit à *La Presse* Paul Trottier, vice-président du conseil des commissaires.

Encore là, rien n'est sûr. Réuni lundi dernier, le comité de quartier mis sur pied pour étudier la question s'est prononcé contre le déménagement. Sur 15 membres, un seul a voté en faveur du changement, soit... M. Trottier. Les autres — directions d'école, professeurs, représentants politiques ou communautaires — s'y sont opposés.

Il reste que la situation de Pierre-Dupuy n'est pas rose. La mauvaise réputation de l'école, qui n'accueille que 521 élèves, fait fuir la clientèle. Environ 645 jeunes du Centre-Sud sont inscrits dans une autre école de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et d'autres encore vont au privé. Pour faire changer les choses, M. Trottier a proposé une idée audacieuse : déménager Pierre-Dupuy pour en faire un pensionnat public.

Jugeant cette proposition farfelue, ses opposants font valoir que l'école perdrait ses gymnases, auditorium et cafétéria en s'installant ailleurs. La question sera tranchée en décembre par le conseil des commissaires de la CSDM, qui n'est pas tenu de respecter l'avis du comité de quartier.

L'école publique à Saint-Henri

MARIE ALLARD

La première fois que le réalisateur Denys Desjardins s'est rendu à l'école secondaire Saint-Henri, il a eu peur. « J'ai craint de passer un an dans une école violente, où je me ferais frapper et où je vivrais la hargne, se souvient-il. Mais la violence, c'est un mythe. À Saint-Henri, les jeunes sont d'abord durs, mais après, ils sont tendres. »

À la demande de l'Office national du film (ONF), le réalisateur a passé 10 mois — soit toute l'année scolaire 2003-2004 — dans cette école du quartier ouvrier rendu célèbre par Gabrielle Roy. Le film qu'il a tiré de cette expérience, *Histoire d'être humain*, prend l'affiche demain au cinéma Beaubien.

Il ne cache rien : ni les bagarres qui éclatent à la sortie des cours, ni les chiens policiers qui reniflent les casiers à la recherche de drogue, ni les barrières de métal qui bloquent l'accès des corridors. Ni même la présence de caméras de sécurité jusque dans les toilettes de cet établissement, classé en 427e position sur 457 au *Palmarès des écoles*. « En plus d'être défavorisés, ces jeunes sont mis en compétition avec les élèves du privé et rabaissés publiquement par le palmarès de *L'actualité*, dénonce M. Desjardins. En réalité, ils sont très brillants. »

« Entrer en relation avec les jeunes, c'est long et ardu, il faut arrêter de faire rentrer ça dans des colonnes comptables alors que ça n'a rien à voir », plaide un enseignant.

Un professeur sert de *punching-bag*

Le film s'attarde particulièrement à la vie de quelques-uns des 1100 élèves de l'école, dont l'attachant Gerry Thibert, 13 ans, issu d'une famille de sept enfants. Ou encore Kym Palma, 14 ans, jeune rebelle qui écrit un poème racontant qu'elle se tranche les veines « avec une lame sale pleine de poils ». « Ce n'est pas de la fiction, c'est la réalité, ça aurait pu être tourné hier », a dit Sylvain Auger, directeur de Saint-Henri, lors d'une projection dans l'auditorium de l'école.

Aux examens de juin 2003, les résultats de l'école ont été très inégaux. Si 91 % des élèves ont réussi l'épreuve d'anglais et 68 % celle de français, à peine 13 % ont passé avec succès celle de maths 514. « Enseigner ici, c'est complexe, témoigne Louis-Ambroise Paré, professeur de musique. Les élèves qui vivent dans des maisons de six enfants, où il n'y a pas de papa ni de bouffe lors des fins de mois, sautent souvent leur coche sans dire pourquoi. »

Lui-même dit avoir « servi deux fois de *punching-bag* » à des élèves et il réclame du gouvernement une vision à long terme de l'éducation. « Entrer en relation avec les jeunes, c'est long et ardu, il faut arrêter de faire rentrer ça dans des colonnes comptables alors que ça n'a rien à voir », plaide l'enseignant.

Les coupes budgétaires survenues à la fin de l'année dernière, alors que la Commission scolaire de Montréal (CSDM) avait un déficit anticipé de 27 millions, ont fait particulièrement mal à l'école. « Il faut diminuer le nombre d'élèves par classe, dit M. Desjardins. À 30 ou 35 élèves, ça ne peut pas marcher. En santé, quand les urgences remplies de patients ont fait les manchettes, tout le monde s'est mobilisé. Il faut maintenant faire de même pour l'éducation. »

Le témoignage des jeunes

MARIE ALLARD

Après la projection du film *538 Fois la vie*, qui décrit une année scolaire à l'école Pierre-Dupuy, *La Presse* a rencontré six des jeunes vedettes. Leur verdict ? « C'est super bon et touchant, dit Steve Émond, grand bonhomme souriant malgré ses airs de dur à cuire. Ça montre bien que Pierre-Dupuy est devenue une bonne école depuis quatre ans. Ce n'est pas du tout une méchante école de BS, comme je me le suis déjà fait dire. »

Ce qui les a frappés, pendant le film de 92 minutes, c'est à quel point « les profs ont l'air d'avoir du coeur », dit Maggie Rochon, mignonne adolescente. « Vois-tu comment ils *rushent*, les profs ? Moi, je m'en irais », ajoute Steve.

C'est d'ailleurs là le principal problème de Pierre-Dupuy, selon eux : le haut taux de roulement des enseignants. Tous se souviennent d'avoir vu défiler trois ou quatre profs de maths différents au cours d'une même année. « Si les profs partent, c'est parce qu'ils ne sont pas capables de *dealer* avec nous autres », constate Claude Langevin-Bédard.

Ils aiment tout de même leur école, que leur entourage a souvent fréquentée avant eux. « Ici, les bagarres sont rares et je n'ai jamais vu quelqu'un avec un couteau », dit Steve. « On nous transmet de bonnes valeurs et on peut réussir, si on veut », renchérit Maggie.

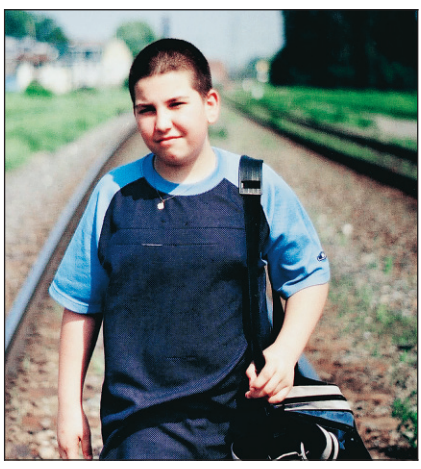


PHOTO SOPHIE SOUKAÏNE GHANEM, ONF

« Je suis fier qu'on ait fait un film sur mon école, ça m'a fait réfléchir », a dit Gerry Thibert, de Saint-Henri.

Une fille de la bande, Marie-Andrel Gustave-Marion, est fière de dire qu'elle ira l'an prochain au cégep, où elle a été acceptée dès le premier tour. Parmi les six jeunes âgés de 15 à 18 ans, trois sont encore aux études, tandis que l'autre moitié « prend un *break* ». « Il faut bien que je mange, alors je travaille », explique Claude, qui a terminé son secondaire l'an dernier.

Économisez avec les bas tarifs d'Air Canada pour les grandes villes nord-américaines.

Canada – Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

HALIFAX	TORONTO	WINNIPEG JUSQU'AU 28 JUIN 2005	CALGARY JUSQU'AU 28 JUIN 2005	VANCOUVER JUSQU'AU 28 JUIN 2005
134 $	134 $	149 $	229 $	249 $

États-Unis – Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

PHILADELPHIE WASHINGTON, D.C.	RALEIGH-DURHAM	CHICAGO	MIAMI / TAMPA FORT LAUDERDALE	SAN FRANCISCO
120 $	141 $	144 $	196 $	234 $

Réservez sur **aircanada.com** et obtenez un mille Aéroplan[MD] pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis.

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.
Gagnez du temps ! Pour tous nos vols, vous pouvez vous enregistrer et imprimer votre carte d'accès à bord sur **aircanada.com**

3305581A

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5 $ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 $, ne sont pas inclus. **Destinations américaines :** le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 26 avril 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 17 juin 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 $, ne sont pas inclus. Les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les voyages entre le 27 et le 30 mai 2005. **Destinations canadiennes et américaines :** les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz[MC]), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

ÉCOLES PUBLIQUES DES DÉFIS À RELEVER

PHOTO ALAIN TREMBLAY, ONF

Marie-Andrel Gustave-Marion, 17 ans, termine son secondaire à l'école Pierre-Dupuy. « J'ai été acceptée au premier tour au cégep, où je vais aller en septembre », a-t-elle dit fièrement à *La Presse*.

Une oasis dans un quartier difficile

Il y a quatre ans, l'école Pierre-Dupuy s'est donné un visage plus humain

En grèves tournantes depuis deux semaines, les enseignants, les professionnels et le personnel de soutien des écoles publiques du Québec crient à l'aide. Ils réclament des classes plus petites et des services — psychologues, orthophonistes, orthopédagogues — plus nombreux. Quelle est la réalité de leurs classes ? C'est ce que sont allés voir deux réalisateurs de l'Office national du film (ONF), qui ont filmé pendant une année entière la vie dans les écoles Pierre-Dupuy et Saint-Henri. « On espère que ça va changer quelque chose », a dit Denys Desjardins, l'un des deux réalisateurs.

MARIE ALLARD

À l'ombre du pont Jacques-Cartier, la polyvalente Pierre-Dupuy survit, malgré toutes les difficultés qui accablent les écoles publiques.

Exemple extrême, Pierre-Dupuy connaît très bien les élèves *poqués*, les classes remplies, les profs exténués et les budgets faméliques. Au dernier palmarès des écoles, cette polyvalente de béton s'est classée au 436e rang sur... 457. Avec un revenu familial moyen de 15 100 $ — et un taux de retard scolaire de 58 % en quatrième secondaire — ses élèves sont forcément loin de ceux de Brébeuf, même si l'école commence à remonter la pente.

« Il y a des élèves qui veulent apprendre, mais c'est vraiment minime, peut-être trois ou quatre élèves par classe. Pour les autres, l'école, ce n'est pas important, dit Ariane Lavoie, professeure de mathématiques. Je commence à me dire que ce n'est pas grave si les élèves ne réussissent pas tous. Si au moins j'ai fait passer 10 élèves sur mes 110 élèves, si j'ai juste réussi à faire ça, je me dis : oui, mon travail est fait. »

Ce témoignage, la jeune prof le livre dans *538 Fois la vie*, un documentaire de l'ONF qui prend l'affiche dimanche au cinéma Beaubien, à Montréal. Pendant toute une année scolaire, la réalisatrice Céline Baril a planté sa caméra dans les corridors et les classes de Pierre-Dupuy.

« Ici, il n'y a pas de frime, a-t-elle dit en entrevue. Les ados sont entre eux, authentiques et absolus. Ils ont tous des coupons pour manger à la cafétéria et beaucoup sont dans des foyers d'accueil. Ils n'attendent rien de personne. Pourtant, quand tu les connais, tu n'as pas envie de les laisser tomber. »

Il y a Stéphanie Yergeau, 18 ans, qui mène sa fille chez une tante avant d'aller en classe et « rêve d'avoir une maison à la campagne ». Sorya Chim, 17 ans, qui vit avec ses six frères et soeurs dans un appart situé sous une piquerie. Benjamin Boulé-Alarie, 16 ans, qui s'est « pratiquement élevé tout seul », son père alcoolique et toxicomane s'étant suicidé. Et Maryse Patry, 17 ans, qui joue des *reels* au violon avant de raconter que la DPJ est venue la chercher en pleine classe, à l'époque où elle était « sur la go »...

« On n'est pas des *freshpets* de Westmount, résume Steve Émond, 17 ans. Ici, dans le quartier Centre-Sud et Hochelaga, c'est différent. La plupart des parents ne travaillent pas, c'est dur comme quartier et ça nous apprend à être durs. »

PHOTO CÉLINE BARIL, ONF

« Il y a peut-être trois ou quatre élèves qui veulent apprendre, dit Ariane Lavoie, professeure de maths à l'école Pierre-Dupuy. Pour le reste de la classe, l'école, ce n'est pas important. »

À Pierre-Dupuy, ce virage vers l'humain s'est amorcé il y a quatre ans. Pour que l'école soit autre chose « qu'une masse de béton synonyme d'échec », le bâtiment a été rénové et un vaste programme d'activités a été mis sur pied.

Budget insuffisant

Dressant un portrait sombre malgré des lueurs d'espoir, Mme Baril s'insurge contre le fait que l'équilibre budgétaire passe souvent avant le développement des jeunes. « Il faut que le gouvernement prenne ses responsabilités face à ces adultes de demain », martèle-t-elle.

À Pierre-Dupuy, ce virage vers l'humain s'est amorcé il y a quatre ans. Pour que l'école soit autre chose « qu'une masse de béton synonyme d'échec » — l'expression est du directeur —, le bâtiment a été rénové et un vaste programme d'activités a été mis sur pied. L'école a maintenant plusieurs équipes sportives portant un uniforme neuf, une radio étudiante et une fanfare qui a joué devant 80 000 personnes, lors du dernier défilé du père Noël.

« Maintenant, on vient à 6 h 30 du matin pour jouer au basket », a dit Steve Émond à *La Presse*.

Ce *lifting* a un coût : Pierre-Dupuy a accumulé un déficit de 400 000 $ en trois ans. Si bien que cette année, « on a été obligés de réduire le personnel non enseignant pour régler le déficit », dit Raymond Lemaire, le directeur. Fils du quartier — il a grandi à l'angle des rues Sainte-Catherine et Orléans — M. Lemaire se félicite du chemin parcouru. « De 40 à 50 % de nos élèves de cinquième secondaire obtiennent leur diplôme, souligne-t-il. On est très fiers, parce qu'auparavant, c'était 10 %. »

Symbole de ce renouveau, les élèves de Pierre-Dupuy ont eu un spectaculaire taux de réussite de 81,8 % à l'examen de mathématiques 514, en juin 2003. Soit six points au-dessus de la moyenne provinciale ! Avec cette prouesse, la cote de l'école va remonter dans le palmarès, prédit le directeur. Les résultats de Pierre-Dupuy sont cependant moins glorieux en français (41,5 % de réussite), en histoire (60,6 % de réussite) et en maths enrichies 436 (33,3 % de réussite).

Par-dessus tout, l'école est devenue un havre de paix pour des jeunes souvent malmenés par la vie. « Avant les Fêtes ou la semaine de relâche, il y a toujours quatre ou cinq élèves qui font des crises, dit M. Lemaire. Ils se sentent bien à l'école et ne veulent pas partir. »

Prix CHOCS!

Vivitar

Caméra numérique ViviCam 3740
- 3.0 mégapixels
- Zoom numérique 4
- Écran ACL 1.5" • Mode vidéo
- Média SD / MMC
- 8 Mo de mémoire interne
- Flash automatique
- Sortie(s)A/V NTSC/PAL

ÉPARGNEZ 60$
88.88
Rég.: 148.88

KONICA MINOLTA

Caméra numérique DiMAGE Z10
- 3.0 mégapixels
- Zoom optique 8 x
- Zoom numérique 4 x
- Écran ACL 1.5"
- Mode vidéo sans audio
- Viseur électronique
- Média SD

ÉPARGNEZ 30$
268.88
Rég.: 298.88

Zoom optique 8x

SONY

Caméra numérique Cyber-shot® DSCV3-Pro
- 7.2 mégapixels
- Zoom optique 4 x
- Zoom numérique 8 x
- Écran ACL 2.5"
- Objectifs additionnels disponibles
- Mode vidéo haute qualité 640x480 à 30 images/sec
- Média Memory Stick® Pro, Duo, Pro Duo & CF1

ÉPARGNEZ 150$
748.88
Rég.: 898.88

Canon

NOUVEAU!

Caméscope Mini-DV
- Zoom optique 20 x
- Zoom numérique 360 x
- Résolution 680k DCC
- Écran ACL 2.4"
- **Viseur couleur**
- Mode d'aspect 16:9
- Interface compatible iEEE-1394
- Mode de nuit

ZR100

548.88

LG

Moniteur ACL 17"
- Résolution 1280 x 1024
- Ratio de contraste 450:1
- Temps de réponse 16ms
- Détail graphique 0.26mm

ÉPARGNEZ 70$
328.88
Rég.: 398.88

L1715SS

acer

Processeur Intel® Pentium® M 715 - 1.8 GHz
- Mémoire : 1.0 Go
- **Disque rigide : 100 Go**
- CD-R/RW/DVD-R/RW Multi
- Fax/Modem 56k V92
- Connexion sans fil 802.11g
- Écran de 15"
- Windows XP Professionnel

TM4504LMI

1998.88

GRATUIT
Mallette LOWEPRO
À l'achat de ce portable!
(Valeur de 50$)

Panasonic

MP3

SCAK320

Mini-chaîne avec changeur 5 DC
- Puissance audio totale de 300 watts
- Compatible CD-R / RW, MP3
- Magnétocassette double
- Syntoniseur synthétisé numérique

ÉPARGNEZ 70$
198.88
Rég.: 268.88

DENON

DHT485DV

Ensemble cinéma maison avec lecteur DVD
- Récepteur de 6 x 75 watts
- Décodeurs DTS ES, Dolby®Digital EX, Dolby®ProLogic IIx
- Lecteur DVD/DC • 5 enceintes satellites
- 1 enceinte centrale
- Caisson d'extrêmes-graves amplifié 100 watts

ÉPARGNEZ 110$
888.88
Rég.: 998.88

SAMSUNG

Téléviseur ultraplat 27"
- Tube-image plat
- Aspect d'écran 4:3
- Filtre en peigne numérique
- Entrée(s) vidéo à composants, S-Vidéo, composites

TXP2734F

ÉPARGNEZ 50$
348.88
Rég.: 398.88

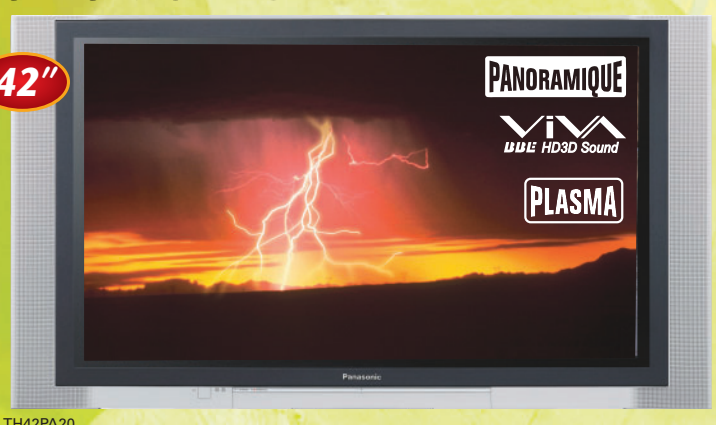
HITACHI

46F510

Projection panoramique 46"
- Compatibilité d'affichage TVHD (1080i)
- Aspect d'écran 16:9 • Entrée(s) numérique HDMI
- Convergence Magic Focus® • Image sur image
- Entrée vidéo à composants, S-Vidéo et composites
- 6 modes de visionnement

ÉPARGNEZ 600$
1398.88
Rég.: 1998.88

Panasonic



TH42PA20

Téléviseur plasma écran panoramique 42"
- Aspect d'écran cinéma 16:9 • Moniteur TVHD (1080i)
- Rapport de contraste 4000:1 • Résolution 852 x 480
- Compatibilté d'affichage 480p • Interface DVI
- Balayage progressif • Entrée(s) vidéo + PC (RGB)

ÉPARGNEZ 1000$
2998.88
Rég.: 3998.88

SONY GRAND WEGA

KF50WE620
Meuble non inclus.

Projection ACL écran panoramique 50"
- Aspect d'écran 16:9
- Compatibilité d'affichage TVHD (720p)/1080i
- Entrée(s) numérique DVI • Syntoniseur NTSC double
- Filtre en peigne numérique 3D
- Entrée vidéo à composants, S-Vidéo et composites
- Image sur image

ÉPARGNEZ 1100$
2888.88
Rég.: 3988.88

MP3

iPod shuffle
- 512 Mo de mémoire
- Jusqu'à 120 chansons en stockage
- 12 hres d'autonomie approx.

M9724

129.88

M9787CA

iPod «Édition Spéciale U2»
- 20 Go de mémoire • Jusqu'à 5000 chansons en stockage
- 12 hres d'autonomie approx.

AFFICHE EXCLUSIVE DE U2 ET AUTOGRAPHES DES MEMBRES DE U2 AU DOS DU IPOD.

429.88

INFORMEZ-VOUS EN LIGNE!

WWW.DUMOULIN.COM

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

1-877 DUMOULIN

● **MONTRÉAL** 2050, boul. St-Laurent *(Près Sherbrooke)* ● 368, rue Ste-Catherine O. *(coin Bleury)* ● 8990, boul. l'Acadie *(Nord Métropolitaine)* ● 5485, rue des Jockeys *(Décarie/Blue Bonnets)*
● **ST-LÉONARD** 6852, rue Jean-Talon E. *(Langelier/Galeries d'Anjou)* ● **LASALLE** 7197, boul. Newman *(Près Carrefour Angrignon)* ● **WEST ISLAND** 2315, Transcanadienne *(des Sources)* ● **FAIRVIEW POINTE-CLAIRE**
● **LAVAL** 1599, autoroute 440 O. *(Voie service sortie boul. Industriel)* ● **CARREFOUR LAVAL** ● **CENTROPOLIS** *(avenue Pierre-Péladeau)* ● **PLACE ROSEMÈRE** *(entrée face à rue Le Bouthillier)*
● **BOUCHERVILLE** 582, chemin De Touraine *(près du IKEA)* ● **BROSSARD** 5705, boul. Taschereau *(Est du Mail Champlain)* ● **PROMENADES ST-BRUNO** ● **GATINEAU** 195, Bellehumeur

DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • **GRANBY** 633, rue Dufferin • **GRAND-MÈRE** 2601, 6e Avenue • **HAWKESBURY** 1404, rue Principale E. (ON) • **JOLIETTE** 404, rue St-Viateur • **LA SARRE** 31, 5e Avenue E. • **LA TUQUE** 544, rue Commerciale
MANIWAKI 149, boul. Desjardins • **ROUYN-NORANDA** 463, Larivière • **SHAWINIGAN** 4370, boul. Royale • **SHERBROOKE** 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • **SOREL-TRACY** 1815, boul. Fiset
ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne • **ST-JEAN** 391, du Séminaire • **STE-MARTINE** 789, St-Jean-Baptiste • **VAL-D'OR** 1817, 3e Avenue • **VALLEYFIELD** 1045, Mgr Langlois • **VICTORIAVILLE** 525, boul. Bois-Francs Sud • **TROIS-RIVIÈRES** 2255, boul. des Récollets

Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer. Détails en magasin.
Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

3304750A

PIERRE FOGLIA

Trêve d'événements

Un pape, un budget, une adresse solennelle à la nation dans la même semaine. Holà. On n'a plus de temps pour les choses minuscules, pour les bavardages anodins, pour le relatif, pour le silence. Je ne sais plus quel matin de cette semaine je me suis surpris à bêcher mon jardin en écoutant la radio. Ma fiancée est venue me dire quelque chose :

Hein ? Quoi ?

Ferme ton walkman, m'a-t-elle hurlé. Elle voulait me dire qu'elle allait chez sa mère, à Saint-Jean, qu'en revenant elle arrêterait pour du sirop d'érable chez les Rhicard et sûrement à la ferme des Bardo pour acheter de la graisse d'oie.

Ma fiancée est un film de Claude Sautet[1], une sociologie du quotidien à talons hauts. Qu'il arrive un pape ou un tsunami, que M. Martin s'adresse à la nation le même jour que le budget, elle en a rien à cirer. Elle a écrit dans le carnet, sur la table à côté du téléphone, qu'il n'y avait plus de graisse d'oie, et comme ce soir elle veut faire des lentilles et que des lentilles sans graisse d'oie ça goûte rien, elle va aller en chercher chez les Bardo, c'est tout. Ma fiancée est l'envers d'une névrose. En plus de soigner la mienne. Un jour, je vais l'épouser, c'est sûr, et peut-être même lui achèterais-je un vieux bijouxe qu'elle portera en sautoir sur sa robe bleue ou encore des boucles d'oreilles de romanichelle qui feront guéling-guélang, comme les rideaux de bambou en guise de portes, dans les pays chauds.

C'est rendu ici, à ce point de sa lecture, que le lecteur assoiffé de sens, dont on parle dans les sondages, s'impatiente : mais enfin, j'avais pourtant dit lors du dernier *fuckus groupe* que je voulais des articles de fond, des mises en perspective, je veux du SENS, bon ! Deux petites remarques à ce propos. La moitié des lecteurs mentent effrontément dans les sondages. Ils aiment passer pour plus intelligents qu'ils ne sont. Ils veulent des mises en perspective, mais en fait ils n'ont aucune foutue idée de ce que peut bien être une « mise en perspective ». Et moi non plus, d'ailleurs. Ce qui m'amène à la seconde remarque, qui concerne l'autre moitié des lecteurs, ceux qui savent ce qu'est une mise en perspective : à l'évidence, ils se trompent de chronique. L'étonnant, pour des gens intelligents, c'est que cela fait des années et des années et des années qu'ils se trompent de chronique. Ils sont toujours là même s'ils ne supportent pas que je leur parle de mes chats, de vélo, de mon jardin. À la rigueur, ils toléreraient que je leur parle de ma fiancée, mais il faudrait que ce soit Denise Bombardier. Oubliez ça, ça n'arrivera pas. Combien on parie que Mme Bombardier achète ses lentilles en boîte et précuites ?

Que voulez-vous que je vous dise du pape qui n'ait été dit ? Peut-être cette brève annotation : j'espère que le nouveau pape se montrera aussi réactionnaire, aussi peu ouvert aux femmes, aux homosexuels, aux avortées et aux divorcés qu'on le redoute. Plus il sera déconnecté du monde, moins il y aura de monde dans les églises, et moins il y a de monde dans les églises, mieux le monde se porte. Cela dit, a contrario, on peut juger aussi, par là, de la supériorité de notre religion sur toutes les autres, l'islam notamment. Nos intégristes chrétiens ne sont que ridicules dans leur refus de la modernité, alors que les autres lui font la guerre avec des bombes.

De Gomery j'ai tout redit cent fois, et me je sens toujours aussi isolé dans mon opinion, encore que je croie avoir trouvé un presque-allié en Jean-Pierre Charbonneau, le député péquiste de Borduas. Dans un texte qu'il m'a fait parvenir, il presse les partis politiques (surtout le sien) de sortir du paradigme de la propagande. Mon ex-confrère suggère d'utiliser les fonds publics non pas à faire la promotion d'une option, mais à organiser une grande consultation populaire au cours de laquelle les citoyens seraient appelés à s'exprimer sur le pays dont ils rêvent (quel qu'il soit), exercice sans précédent de démocratie paticipative.

Sur de hâtives élections, je n'ai point d'avis, sauf qu'au fond de moi une petite voix crie : non, non et non ! Pas quand il fait beau. Pas Liza, ses moues de petite fille, ses simagrées, ses postures mondaines, son cinéma. Pas Jean Lapierre. Pas Stéphane Dion dont on assiste — quelle ironie — au grand retour ces jours-ci, de garde (comme on le dirait d'une pharmacie ouverte le dimanche) à toutes les tribunes. On le cachait et voilà qu'on n'a plus que lui à montrer, c'est dire l'état de panique des troupes libérales. Noooooon.

Pas d'élections, merci. C'est assez d'événements. Un pape, un budget, une adresse solennelle à la nation dans la même semaine, peut-on décréter une trêve d'événements, comme le dit Gracq quelque part dans ses *Lettrines* ?

La démocratie ne souffre pas de trêve ? Vous voulez que je vous dise ? Elle est fatigante votre démocratie. J'arrive d'un pays — Cuba — où il n'y a pas de démocratie et les soirées sont beaucoup plus calmes que chez nous. J'habitais en haut d'une colline et tous les soirs je descendais au village à vélo pour le seul plaisir de remonter cette longue côte de quatre ou cinq kilomètres à la brunante, dans le cortège des charrettes à cheval et à boeufs, et dans la foule des cyclistes dont quelques-uns s'amusent parfois à « faire la course » avec le touriste. Un soir, je suis rejoint par un jeune garçon qui menait son vélo d'une main. De l'autre, il tenait par les pattes une *paloma messagera*, un pigeon voyageur, qu'il entraînait je ne sais trop comment.

Tu ne lui fais pas mal en la serrant comme cela ?

Il ouvrit son poing, me montrant qu'il ne la tenait presque pas. L'oiseau restait là, très calme. L'enfant souriait.

Vous ? Il me semble que cela fait longtemps que je vous ai vu sourire. Et je me retiens de vous le demander depuis que je suis rentré : desserreriez-vous un instant votre petit poing ?

////////////////////////////

Ma fiancée vient de rentrer de chez sa mère. Elle s'est arrêtée chez les Rhicard et les Bardo, comme elle avait dit. Elle se penche pour me donner un bec : tu sens rien ?

Si. Tu sens un peu la pute. C'est quoi ?

Nantucket Mist.

De chez Dior ?

Non du Pharmaprix. Y avait une dame qui en mettait aux clientes qui voulaient bien.

T'en as acheté ?

Non.

Je te félicite, mon amour.

(1) Claude Sautet, cinéaste (un peu plate) du quotidien des Français, parmi ses films les moins écoutables, *Vincent, Francois, Ronald et les autres*, *Mado*, et *Les Invasions barbares*.

Huit mois de prison pour l'entraîneur Guilmette

CHRISTIANE DESJARDINS

L'entraîneur de patinage de vitesse André Guilmette, 58 ans, a écopé huit mois de prison, hier, au palais de justice de Montréal, pour les attouchements et agressions sexuelles commises envers deux de ses protégées.

« Il est malheureux que la peine imposée à l'accusé atteigne indirectement les membres de sa famille. Par ailleurs, il s'est servi du succès de son fils pour gagner la confiance de ses victimes », a indiqué le juge Serge Boisvert, en imposant la peine.

André Guilmette est le père de Jonathan Guilmette, double médaillé d'or en patinage de vitesse aux jeux de Salt Lake City. L'homme a toujours été très actif dans le bénévolat sportif. Il a oeuvré dans le ski alpin, la natation et le patinage de vitesse de 1985 à 2002. Il s'est consacré plus à fond à l'entraînement d'athlètes après avoir pris sa retraite de la police, en 1998. Les victimes dans l'affaire qui nous occupe sont deux patineuses d'élite que Guilmette avait pris sous son aile. Il les dirigeait dans leur entraînement et s'occupait de leur condition physique. Il a commencé à leur donner des massages dans la pièce qu'il avait aménagée à cet effet, dans son sous-sol. Les attouchements sont survenus lors de ces séances de massages, à une trentaine de reprises, entre mars 2001 et avril 2003. L'une des jeunes filles avait 15 ans, l'autre 17 ans. Guilmette s'attardait particulièrement aux seins, aux parties génitales des victimes, allant jusqu'à leur faire des attouchements avec sa langue. À un certain moment, il s'est même servi d'un gant vibreur.

Il profitait du fort ascendant qu'il avait sur les jeunes filles, leur promettant notamment de les mener jusqu'aux jeux olympiques. « L'accusé a gagné la confiance des parents et des victimes en faisant valoir ses qualités exceptionnelles d'entraîneur et le fait qu'il avait conduit son fils au plus haut sommet de cette discipline. L'accusé menaçait même de les abandonner si elles ne voulaient plus se soumettre à ces séances de massages », a relevé le magistrat.

Pour décider de la peine, le juge a tenu compte des facteurs aggravants (absence de remords et d'empathie de l'accusé, sa position d'autorité, la durée et la fréquence des gestes, son déni, le nombre de victimes et le risque de récidive, évalué de faible à modéré), ainsi que des facteurs atténuants (il a plaidé coupable rapidement, et son état de santé est précaire). Le juge a conclu qu'une peine dissuasive s'imposait et l'a condamné à huit mois de prison. L'accusé a accueilli la peine de façon stoïque avant de prendre le chemin des cellules.

L'une des deux victimes avait du mal à retenir ses larmes en sortant de la salle d'audience. « La prison, c'est ça que je souhaitais », a-t-elle dit en signalant que, jusqu'à récemment, Guilmette *coachait* encore des filles et que certains parents lui étaient restés fidèles. Pour cette jeune femme, qui a abandonné sa carrière en patinage à cause de cette histoire, une page venait enfin d'être tournée.

Naturothérapeute reconnue coupable d'homicide involontaire

RÉGIS BOUCHARD
LE DROIT

« Pour elle, Lisanne Manseau était un objet, une matière de laboratoire. Ce traitement, l'accusée le qualifiait ainsi, c'est une recherche scientifique ».

Ce sont des mots extrêmement durs qu'a utilisés le juge Valmont Beaulieu, de la Cour du Québec, pour décrire les agissements de la naturothérapeute gatinoise Louise Lortie, reconnue coupable hier, d'homicide involontaire et de négligence criminelle ayant causé la mort, le 28 mars 1994, de Lisanne Manseau, 12 ans, une adolescente atteinte du diabète et à qui Mme Lortie avait conseillé de mettre fin aux injections d'insuline au profit de produits naturels.

La naturothérapeute de 69 ans ne recevra toutefois sa peine que sur le chef d'accusation d'homicide involontaire, en vertu du principe des condamnations multiples. Six ans après sa collègue Louise Turpin qui avait, elle aussi, reconnu Mme Lortie coupable de négligence criminelle, le juge Beaulieu a prononcé un jugement exhaustif de près de deux heures.

Selon lui, Louise Lortie ne pouvait pas ignorer les conséquences de ses gestes, étant bien au courant que Lisanne Manseau avait une dépendance totale envers l'insuline. En conseillant de ne plus injecter d'insuline, elle savait qu'il était fort prévisible que cette condition du traitement causerait la mort de Lisanne, note le magistrat.

Mme Lortie est une personne qui agissait comme un charlatan qui consultait un pendule. Elle était thérapeute de nom, a ajouté le juge en faisant référence à Michael, un pendule utilisé par Louise Lortie notamment pour déterminer les produits naturels que nécessitait le traitement appliqué à Lisanne Manseau.

L'hôpital des Shriners

Couillard blâme le PQ

PRESSE CANADIENNE

Si l'hôpital des Shriners quitte Montréal, ce sera la faute du gouvernement du Parti québécois,qui ne s'est pas montré assez attentif aux besoins de l'institution, a soutenu hier le ministre de la Santé Philippe Couillard.

« Il faut mettre le blâme là où il doit être », a-t-il insisté. Selon lui, le gouvernement Landry a tardé à confirmer le projet de Centre universitaire de santé McGill (CUSM), auquel sont associés les Shriners.

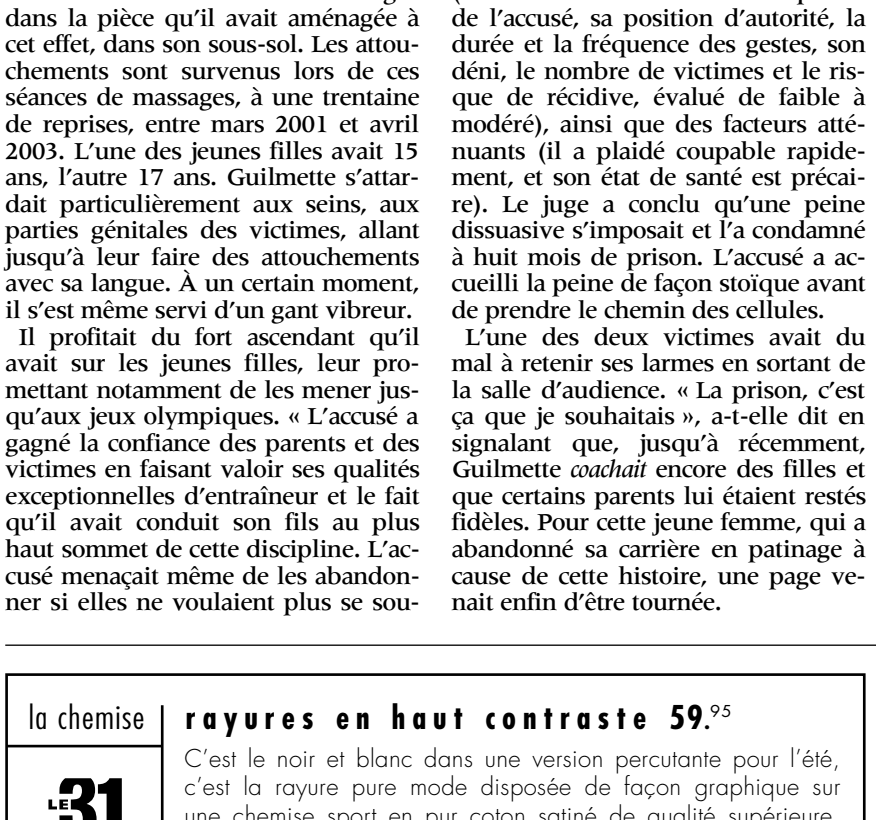
Le cabinet aurait en outre refusé de rencontrer les dirigeants de l'hôpital orthopédique pour écouter leurs doléances et répondre à leurs questions.

Philippe Couillard et le maire de Montréal avaient alors fait le voyage jusqu'à Denver (Colorado) afin de convaincre le conseil d'administration de l'institution de retarder sa décision et d'accorder un sursis à l'hôpital situé à flanc de montagne. Les membres du c.a. avaient acquiescé à cette requête.

Selon l'opposition, les choses ne se sont pas tout à fait déroulées de cette manière. Quand il était ministre, François Legault a eu de longues discussions avec les Shriners. Tout cela est documenté, a précisé la porte-parole du PQ en matière de Santé, Louise Harel.

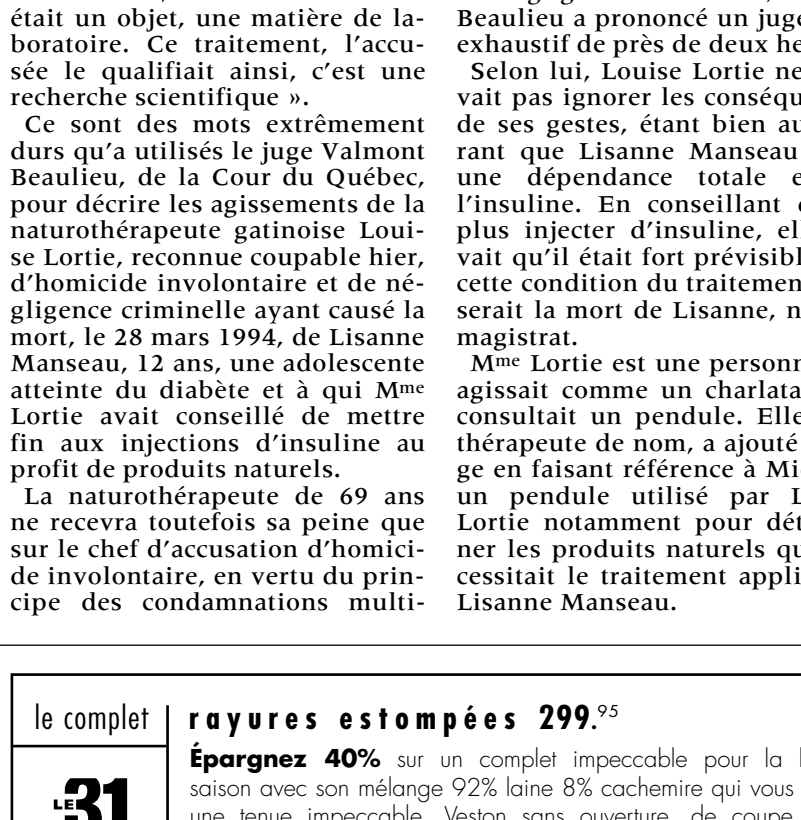
Le problème, c'est que les libéraux ont mis deux ans, après leur élection, à choisir l'emplacement du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) et du CUSM.

la chemise LE 31
rayures en haut contraste 59.95
C'est le noir et blanc dans une version percutante pour l'été, c'est la rayure pure mode disposée de façon graphique sur une chemise sport en pur coton satiné de qualité supérieure. Une exclusivité du 31. P.m.g.tg.ttg. Rég. 78.00



3311304A
simons
• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE , VIEUX-QUÉBEC, • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL, • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

le complet LE 31
rayures estompées 299.95
Épargnez 40% sur un complet impeccable pour la belle saison avec son mélange 92% laine 8% cachemire qui vous offre une tenue impeccable. Veston sans ouverture, de coupe plus ajustée, pantalon sans plis. 38 à 46. Une exclusivité du 31. Rég. 495.00 Chemise 69.95, cravate 59.95



3311305A
simons
• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE , VIEUX-QUÉBEC, • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL, • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SUITE DE LA UNE

LE CAHIER CINÉMA PREND DU MUSCLE

Chers lecteurs,

Notre cahier Cinéma du samedi prend du muscle. Ce matin, les cinéphiles noteront une couverture encore plus étoffée du septième art avec un grand nombre d'entrevues et de dossiers. Je vous invite aussi à consulter notre toute nouvelle section d'horaires de quatre pages, insérée au centre du cahier de façon à être facilement conservée. Intitulé Bande-annonce, ce supplément présente également les dernières actualités des plateaux de tournage, des informations sur les films à venir et des suggestions de DVD. Enfin, pour refléter le dynamisme du cinéma québécois et de ses artisans, une page spécifique leur sera désormais consacrée chaque semaine. Au menu : portraits, entrevues sous forme de questions-réponses et dernières nouvelles de cette industrie qui pèse de plus en plus lourd dans notre économie.

Le cinéma constitue un des loisirs préférés de nos lecteurs. Voilà pourquoi nous sommes fiers de renforcer ce cahier. *La Presse* poursuit son développement et d'autres nouveautés sont dans nos cartons.

Bonne lecture,

PHILIPPE CANTIN
VICE-PRÉSIDENT À L'INFORMATION
ET ÉDITEUR ADJOINT

La blessure qui ne guérit pas

GÉNOCIDE
suite de la page A1

L'enfance et l'horreur

Elle avait à peine 8 ans en 1915. Elle vivait à Durtyiul, un endroit superbe, pas très loin de la Méditerranée, dans l'Anatolie de l'Empire ottoman. Un endroit que le gouvernement Jeune Turc voulait nettoyer de sa population arménienne alors que la Première Guerre mondiale faisait rage.

« Tout a commencé par la disparition de plusieurs hommes de notre village, qui ne sont jamais revenus. Notre compréhension de ce qui s'en venait a été graduelle », raconte la femme en arménien, en glissant çà et là des mots de turc.

Mais quand l'ordre de quitter leur maison, leur village, leur vie est venu, il n'y avait plus de doute possible : les choses allaient mal, très mal pour les Arméniens. Sa famille a été déportée à Bijerik, où elle a été emprisonnée. Libérés, tous ont dû marcher jusqu'au village de Khoban, un voyage que son oncle, sa tante, sa cousine et sa grand-mère n'ont pu supporter. Ils ont tous péri. « Il y avait des morts partout sur le chemin, en rangées. Mon frère me disait de ne pas regarder. » La pire image qui lui est restée en tête est celle d'une femme morte, empalée. Ses enfants, nus, laissés devant elle, morts aussi.

Pour sauver sa famille, la mère d'Aroussiak se rend à Urfa pour s'y convertir à l'islam après le début des atrocités. La petite Aroussiak prend alors le nom islamique de Ehdle. « Mais dans notre coeur, nous disions toujours nos prières chrétiennes. Nous n'avons jamais cessé une seconde d'être chrétiens. »

De déportation en déportation, de massacre en massacre, sa famille est décimée. Sa mère, qui avait sept soeurs et trois frères, est restée seule survivante. Son père et tous ses frères ont aussi péri. En plus de sa mère, il est resté à Aroussiak un frère et une soeur.

Dans les années 20, période de l'exil familial vers le Liban puis vers la Palestine, plus des deux tiers de la population arménienne d'Anatolie avaient disparu. Mme Aghazarian a élevé ses enfants à Jérusalem avant de gagner le Canada avec la plupart d'entre eux en 1968.

Son histoire est celle qui relate aussi les historiens qui se sont penchés sur le génocide arménien. « Les actes génocidaires étaient planifiés par un comité central. Ils utilisaient notamment des criminels qu'ils libéraient pour assassiner les Arméniens, D'abord, ils s'en prenaient aux hommes, les plaçaient dans des bataillons de travail, les désarmaient et les faisaient sortir de la ville avant de les liquider. Seuls les enfants et les femmes étaient laissés derrière. Les déportations faisaient aussi partie du plan », explique le Dr Frank Chalk, professeur d'histoire à l'Université Concordia et directeur de l'Institut de Montréal pour l'étude des génocides et des droits de la personne. Il se fonde notamment sur les preuves divulguées au cours de procès de 1919 qui ont suivi la Première Guerre mondiale.

Il note cependant que beaucoup de traces du génocide ont été effacées. Les témoignages des survivants demeurent aujourd'hui une source vitale de reconstruction de la mémoire.

Aroussiak Aghazarian a vécu pendant des décennies sans parler de son expérience du génocide. Puis, il y a cinq ans, elle a commencé à se confier. « Avec le temps, on apprend à vivre avec les calamités. Mais il y a une blessure qui ne cicatrisera jamais », croit-elle. Son histoire, toute sa famille la connaît maintenant. Un de ses arrière-petits-fils, Shant Aghazarian, a d'ailleurs décidé de consacrer une partie de ses études universitaires à la compréhension du génocide arménien.

Aroussiak Aghazarian ne perd pas son calme quand on lui parle du fait que le gouvernement turc refuse de reconnaître le génocide. « Les gens qui ont commis ces crimes n'ont pas vécu comme moi jusqu'à 100 ans. Ceux qui sont au pouvoir maintenant n'ont pas le souvenir », concède-t-elle. Elle ne pense pas que les Arméniens pourront un jour retrouver leurs terres autour du lac Van et du mont Ararat, symbole impérissable de l'identité arménienne. En fait, elle n'a rien à faire des excuses des Turcs. « Seul Dieu peut les juger pour ce qu'ils ont fait ! »

Ce week-end, avec sa famille, elle pensera à tous les êtres chers disparus il y a 90 ans pendant que demain, à Erevan, capitale de l'Arménie, ils seront 1,5 million à se souvenir. En toile de fond se dressera le mont Ararat, que les Arméniens ne peuvent plus approcher, mais qu'ils peuvent voir les jours de beau temps.

AUTRE TEXTE
Parlons génocide, **la chronique de Rima Elkouri, page A11**

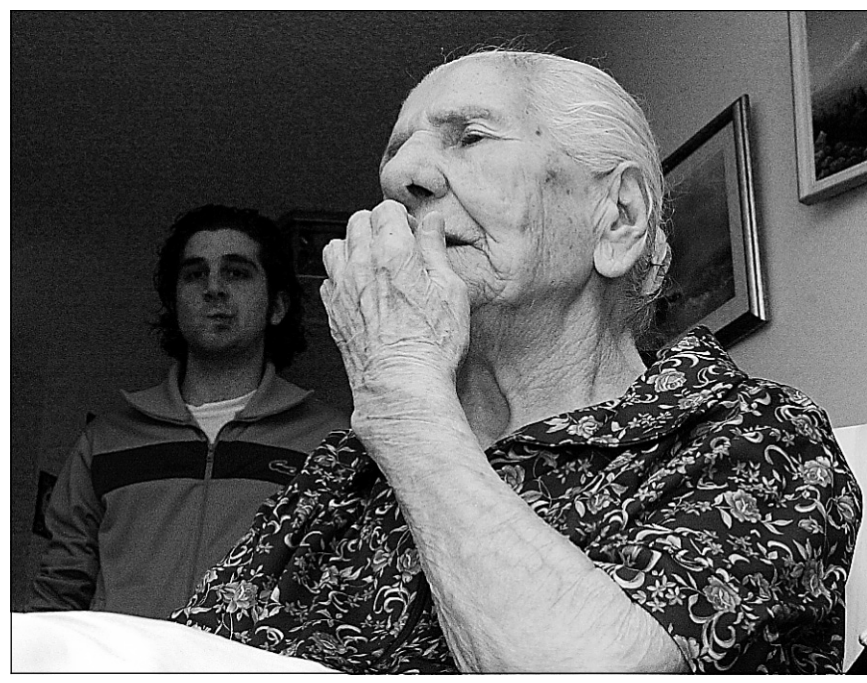


PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE ©
Aroussiak Aghazarian, 99 ans, fait partie des derniers survivants du génocide arménien de 1915.

LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN EN BREF

> Les historiens estiment que plus de 800 000 Arméniens ont perdu la vie pendant le génocide de 1915-1916. L'Arménie évalue ce chiffre à 1,5 million.

> Les Nations unies ont reconnu le génocide arménien en 1985. L'organisation internationale n'a reconnu que quatre grands génocides : celui des Arméniens, l'Holocauste, le génocide des Tutsis par les Hutus au Rwanda et le génocide des Bosniaques en ex-Yougoslavie.

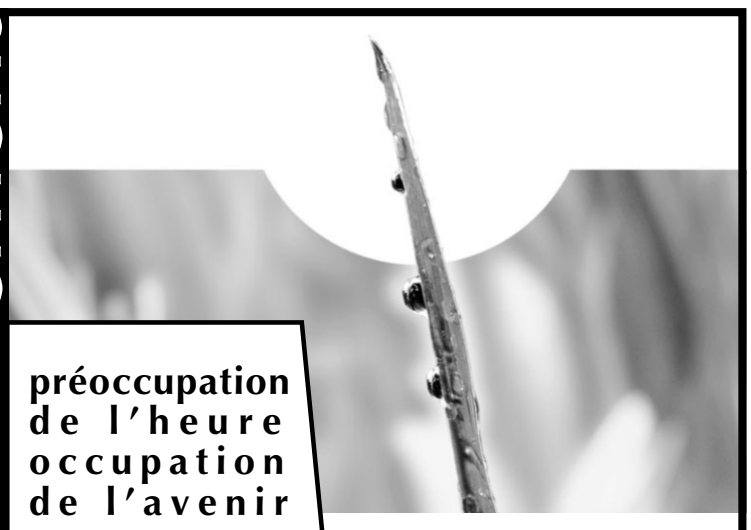
> Le Parlement canadien a reconnu officiellement le génocide arménien l'an dernier.

> Le Parlement polonais a reconnu officiellement cette semaine le génocide arménien, se joignant à huit autres pays européens. Le Parlement européen considère aussi que les autorités turques ont commis le crime de génocide.

> L'État turc nie la thèse du génocide, mais reconnaît que des massacres ont été commis, par les Turcs comme par les Arméniens, au cours d'un conflit ethnique. Cette semaine, le gouvernement turc a invité des historiens à passer ses archives au peigne fin.

> L'État d'Israël, créé aux lendemains de l'Holocauste, nie l'existence du génocide arménien.

l'environnement



préoccupation de l'heure
occupation de l'avenir

À LONGUEUIL METRO

Formations de 2e cycle en environnement

- À temps partiel, conçues pour les gens sur le marché du travail
- De courte durée
- Clientèle multidisciplinaire

Diplôme de gestion de l'environnement et maîtrise en environnement
Pour acquérir les outils pour gérer, diagnostiquer, prévenir et résoudre des problèmes environnementaux.

Microprogramme de vérification environnementale
Pour maîtriser, entre autres, ISO 14 000 et l'évaluation environnementale de site. Reconnu par l'Association québécoise de vérification environnementale.

Gestion des risques : sécurité civile et environnement
Pour répondre aux exigences de la nouvelle *Loi sur la sécurité civile* : l'identification du risque, son évaluation et sa gestion.

Gestion intégrée de l'eau
Pour obtenir les connaissances nécessaires à la gestion intégrée de l'eau à l'échelle des bassins versants.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Centre universitaire de formation en environnement
819 821-7933
1 866 821-7933
www.USherbrooke.ca/environnement
environnement@USherbrooke.ca

SOIRÉE D'INFORMATION :
(s.v.p. confirmez votre présence)
Mercredi 27 avril 2005 à 19 h
Campus de Longueuil
1111, rue Saint-Charles Ouest
Tour Ouest, local 716
Longueuil

3310780A

Des marques à votre image!

LOUBEN

Un look remarquable signé Louben,
offert au rayon femme chez

AILES
LES AILES DE LA MODE

la camisole **85 $**
le pantalon **135 $**

B3040017A

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537 www.lesailes.com

MESSE INAUGURALE DE BENOÎT XVI

Un demi-million de pèlerins attendus

PHILIPPE SAUVAGNARGUES
AGENCE FRANCE-PRESSE

CITÉ DU VATICAN – Un demi-million de personnes, dont de très nombreux Allemands et plusieurs dizaines de personnalités, sont attendues pour la messe inaugurale, demain, du pontificat de Benoît XVI. Ce dernier pourrait ensuite aller se mêler à la foule des fidèles.

« Rome se prépare avec sérénité à une autre épreuve extraordinaire », a déclaré hier le maire de la capitale Walter Veltroni, faisant allusion à la façon dont la Ville éternelle a su gérer, sans accrocs majeurs, l'afflux de plus d'un million de fidèles et de centaines de personnalités du monde entier pour les obsèques de Jean-Paul II, le 8 avril.

« Il y aura certainement des centaines de milliers de personnes », a indiqué le patron de la protection civile italienne, Guido Bertolaso, jugeant « fiables » les estimations « d'un demi-million de fidèles, dont 100 000 venant d'Allemagne ».

M. Bertolaso avait eu la lourde charge de faire face à la marée humaine qui a submergé Rome à l'occasion de la mort du pape polonais.

Il a annoncé que Benoît XVI pourrait prendre un bain de foule à l'issue de la messe de demain. « Je suis convaincu que le Saint-Père nous réservera une surprise agréable, peut-être une promenade parmi les fidèles après la messe », a-t-il dit. La cérémonie commencera à 10 h.

Aguerries par l'expérience des obsèques de Jean-Paul II, les autorités italiennes prévoient des dispositions similaires pour accueillir les pèlerins et assurer la sécurité des visiteurs et dignitaires étrangers.

L'espace aérien au-dessus de Rome sera interdit demain de 8 h GMT à 16 h. L'aéroport civil et militaire de Ciampino sera fermé à compter de cet après-midi jusqu'à demain après-midi, à tous les avions à l'exception des vols officiels ou d'urgence.

Selon la presse italienne, un avion radar Awacs, ainsi que des chasseurs et des hélicoptères, patrouilleront le ciel romain, comme lors des obsèques de Jean-Paul II, et quelque 7000 membres des forces de l'ordre seront mobilisés.

Un groupe de 2000 volontaires de la protection civile seront aussi sur place pour canaliser les pèlerins et leur fournir de l'eau. Une partie d'entre eux viendront de la région germanophone du Trentin Haut-Adige pour servir d'interprètes.

Par ailleurs, des écrans géants doivent être installés dans plusieurs endroits de la capitale afin de permettre aux fidèles qui n'auront pas accès à la place Saint-Pierre de suivre la messe inaugurale du cardinal Ratzinger, élu pape mardi sous le nom de Benoît XVI.

Des dizaines de personnalités du monde entier sont attendues pour l'événement, mais l'affluence de dirigeants de la planète sera moindre que pour les obsèques du 8 avril.

Les États-Unis, qui avaient envoyé trois présidents, dont un en exercice, pour la messe de funérailles, dépêcheront cette fois-ci une délégation dirigée par Jeb Bush, gouverneur de Floride, frère de George W. Bush et catholique, a indiqué la Maison-Blanche. La presse italienne avait annoncé la venue du vice-président Dick Cheney.

L'Allemagne sera représentée en force, avec le président Horst Koehler, le chancelier Gerhard Schroeder, une importante délégation bavaroise (région d'origine de Joseph Ratzinger) et le frère aîné du pape, Georg Ratzinger.

Le roi Juan Carlos d'Espagne et la reine Sofia ont annoncé leur présence, ainsi, notamment, que le premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, et le président colombien, Alvaro Uribe.

Outre les fidèles venus d'Allemagne, la protection civile s'attend à la venue de nombreux Italiens profitant d'un long week-end, lundi étant férié en Italie. Selon M. Bertolaso, nombre d'entre eux voudront aussi se rendre dans la crypte de la basilique Saint-Pierre, où repose Jean-Paul II. Celle-ci sera toutefois fermée demain matin pendant la messe d'inauguration de son successeur.

PHOTO MARIO LAPORTA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des boîtes en forme de rosace, au couvercle à l'effigie du nouveau pape Benoît XVI, s'empilent dans les boutiques souvenirs jouxtant le Vatican.

Méga solde de 2 jours

Sur tous les pianos en magasin. Aujourd'hui et lundi seulement

1 000 $ de rabais sur les pianos à queue

500 $ de rabais sur les pianos droits

2 étages *et plus de* ***100 pianos*** *prêts à être livrés immédiatement.*

PIANOS PRESTIGE

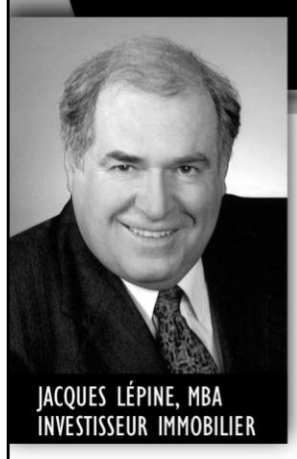
6078, rue Sherbrooke Ouest
(514) 482-5304 ou 1 877 333-3232
www.pianosprestige.ca

3311607

En collaboration avec le Groupe Forsythe international inc.

LE CLUB D'INVESTISSEURS IMMOBILIERS DU QUÉBEC

vous présente **L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER**
▸ trucs et astuces des pros



JACQUES LÉPINE, MBA
INVESTISSEUR IMMOBILIER

Durant ces 6 heures de formation, vous apprendrez comment :

- Vous contruire un plan et une stratégie d'investissement
- S'établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 30 % en dessous de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent disponibles
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier

Apprenez comment cet investisseur a réussi à faire de 0 $ à 12 000 000 $ en 5 ans

Découvrez ses techniques et stratégies d'investissement immobilier qui lui ont permis de réussir ce tour de force

3310782

LE SAMEDI 30 AVRIL DE 9 H À 16 H
HÔTEL HOLIDAY INN PLAZA
420, RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL

POUR RÉSERVATION : (450) 679-0261
PRIX : 295 $ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
CONFÉRENCIERS : JACQUES LÉPINE, M.B.A ET GINETTE MÉROZ, AVOCATE

Pour en savoir plus sur nos autres formations : WWW.CLUBIMMOBILIER.QC.CA
WWW.FORSYTHEGROUP.COM

C'EST LE TEMPS DE DONNER DES AILES À VOS CUISSES.

LE FESTIVAL DU VÉLO

DU **14 AU 24 AVRIL**
DE NOMBREUX RABAIS, DES CONSEILS D'EXPERTS ET UNE GRANDE SÉLECTION DE MODÈLES AUX MEILLEURS PRIX GARANTIS.

LA CORDÉE
www.lacordee.com

2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106

GÉNÉREUX DE NATURE

3309156A

3309170

SUITE DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 **VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?** Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Une tricherie présumée met le collège Charlemagne dans l'embarras

COLLÈGE
suite de la page A1

« La direction du Collège réaffirme son engagement à assurer des services d'éducation de qualité. Elle regrette les inconvénients que cette situation aura pu causer. »

L'Institut économique de Montréal, qui coédite le palmarès annuel des écoles avec l'Institut Fraser, ne croit pas que son classement, très médiatisé, soit éclaboussé par l'affaire. Si le cas de tricherie était prouvé, « tout le monde aurait de toute façon sa leçon et personne n'aurait envie de suivre dans cette voie ».

Le magazine *L'actualité* ne croit pas non plus que cette histoire, d'abord révélée par Info-690, entache le palmarès. Sa rédactrice en chef, Carole Beaulieu, signale qu'aucune accusation n'a encore été déposée et que, même si cela était, les examens en cause sont ceux de l'année dernière, dont les résultats ne doivent être pris en compte que pour le prochain palmarès. Or, « on n'a aucune raison de douter des informations (qui ont été transmises) pour les palmarès précédents ».

Le collège Charlemagne s'est retrouvé souvent sous les feux de l'actualité : pour ses excellents classements année après année au palmarès des écoles, mais aussi à la suite de l'expulsion en 2003 d'une élève musulmane qui voulait porter le voile en classe.

La Fédération des commissions scolaires a préféré ne pas commenter. Elle s'oppose depuis toujours à de tels palmarès, si défavorables aux écoles publiques qui, elles, admettent tous les élèves sans examen d'entrée. Le directeur des communications, Denis Pouliot, a simplement laissé tomber que la Fédération « suit le dossier avec intérêt ».

Le collège Charlemagne s'est retrouvé souvent sous les feux de l'actualité : pour ses excellents classements année après année au palmarès des écoles, mais aussi à la suite de l'expulsion en 2003 d'une élève musulmane qui voulait porter le voile en classe.

Hier, le collège Charlemagne a refusé de dire pourquoi le communiqué était signé par une directrice par intérim et ce qu'il était advenu de son ancienne directrice.

Des résultats qui font trembler

Les examens annuels du ministère de l'Éducation ont donné lieu à plusieurs controverses au fil des ans. En 2001, par exemple, le ministre d'alors, François Legault, avait déclaré à *La Presse* que des écoles privées, pour avoir de bons résultats en quatrième et cinquième secondaire (les deux années au terme desquelles des épreuves officielles sont administrées dans toutes les écoles), « font sortir beaucoup d'élèves en secondaire 3 ».

En clair : selon Legault, certains écoles privées expulseraient bon nombre d'élèves en difficulté en troisième secondaire, histoire de faire meilleure figure aux examens du Ministère.

Il est par ailleurs arrivé à plusieurs reprises que des épreuves du Ministère soient annulées parce que des examens avaient fait l'objet de fuites.

Jean-Guy Blais, professeur en mesure et évaluation à la Faculté des sciences de l'Éducation de l'Université de Montréal, signale qu'aux États-Unis des écoles de New York ont déjà fait les manchettes pour avoir incité des élèves particulièrement faibles à rester à la maison le jour des épreuves nationales. « Au Québec, les écoles restent ouvertes, qu'elles arrivent au 32e rang ou au 300e rang de quelque palmarès que ce soit. Aux États-Unis, les écoles ont des comptes à rendre et peuvent fermer à la suite de trop mauvais résultats. »

Spécial Fête des mères

Auvents pour la pluie et le beau temps... Multiples

MANUFACTURIER • D'AUVENTS • SOLARIUMS 3 SAISONS

NOUVEL AGRANDISSEMENT

SALLE DE MONTRE DE 10 000 PIEDS CARRÉS

SOLARIUM LEXAN TM

GAZEBO / ABRI SPA permanent

RIVIERA / permanent ou saisonnier

SUNSETTER rétractable

Avantages
• Pas besoin de fondations
• Toit en LEXAN TM plus solide et résistant que le verre • Fenêtres sur tous les côtés
• Toit souple permanent
• Aluminium beige ou blanc cuit - aucune rouille • Système breveté de fixation du toit
• Moteur SOMFY, avec télécommande et toile approuvée par la FONDATION AMÉRICAINE DU CANCER DE LA PEAU
• FINANCEMENT jusqu'à 180 mois / GARANTIE PROLONGÉE

Visitez-nous : sortie 109 de l'autoroute 20, ouvert 7 jours
1701, boul. De L'Industrie, Beloeil, Québec J3G 4S5
Tél. : (450) 446-4182 • Fax : (450) 446-9364
www.auventsmultiples.com • info@auventsmultiples.com
ou l'un de nos détaillants

3305724A 3305728

1 866 446-4182

Une éclosion d'idées printanières.

De nouvelles créations.
Inspirées par Birks.

Elles sont arrivées ! Venez chez Birks dès aujourd'hui et laissez vous séduire par nos nouvelles collections du printemps de bijouterie fine, de montres et de cadeaux, au design exclusif.

Une copie de notre catalogue du printemps vous attend à votre magasin Birks préféré. Vous le retrouverez aussi en ligne au www.birks.com.

BIRKS

Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1 800 682.2622.

3312386A

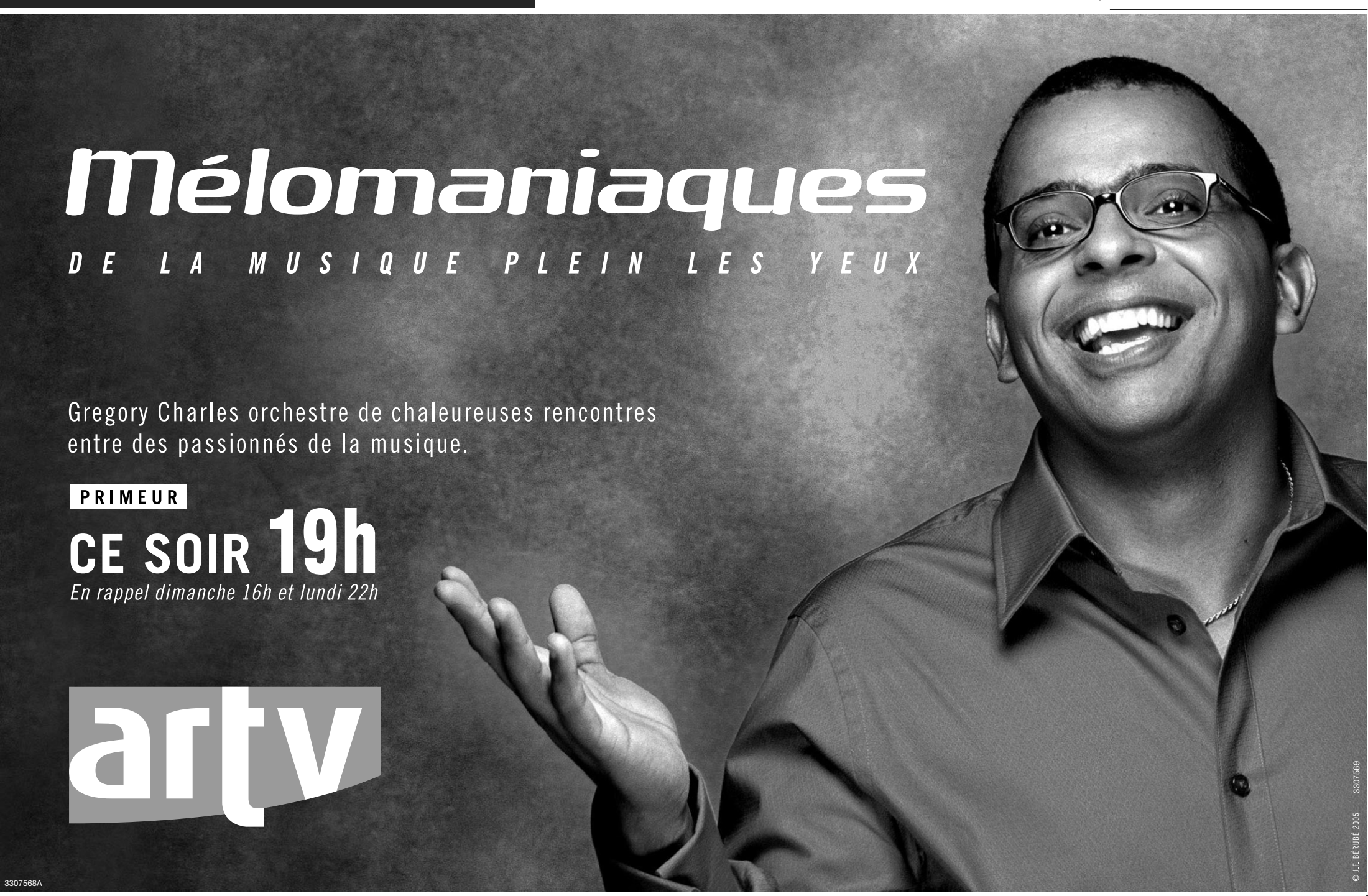
La santé publique s'organise

Les gouvernements provinciaux du pays ont grandement amélioré leur capacité de réagir à la menace d'épidémies comme celle du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), hier, grâce à la mise sur pied d'un réseau pancanadien de santé publique. « Au lieu d'avoir 13 ordres de gouvernement différents qui cherchent à composer avec la même situation et qui se réunissent de temps à autre pour voir comment on fonctionne chez le voisin, nous planifierons les choses comme s'il n'y avait qu'une seule entité composée de 13 succursales » a déclaré le Dr Perry Kendall, médecin en chef de la santé en Colombie-Britannique et coprésident du conseil qui supervisera le nouveau réseau. Presse Canadienne

Précision

Hockey mineur

Contrairement à l'impression laissée par une photo publiée en page A32 de notre numéro de samedi dernier, l'entraîneur d'une équipe de hockey de Saint-Léonard, Frédéric Marcantonio, et ses adjoints, Roberto Di Gregorio et Johnny Longo, n'enguirlandaient pas un arbitre pendant un match auquel un de nos photographes a assisté. M. Marcantonio fait valoir qu'il discutait simplement avec l'arbitre au sujet du tableau indicateur qui s'était déréglé pendant ce match. Nos excuses.



Le drame des travailleurs accros

Outre la toxicomanie, de nouvelles dépendances font leur apparition dans le monde du travail

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Les dépendances sous toutes leurs formes sont de plus en plus souvent observées en milieu de travail. C'est du moins l'impression des infirmières en santé du travail, qui ont profité de leur dernier colloque annuel pour faire le point sur la question, afin de ne pas se trouver dépassées.

Aujourd'hui, constatent-elles, les employés sont accros à des choses jadis inconnues, comme le jeu ou Internet. Et la jeune génération — qui l'emportera bientôt sur les *baby-boomers* vieillissants — est beaucoup plus encline à consommer du cannabis ou de l'ecstasy. « Les problèmes se diversifient », explique Lise Brassard, qui préside l'Association des infirmières et infirmiers en santé du travail. « L'alcoolisme est une toxicomanie qu'on connaît très bien. Mais les nouveaux phénomènes, on ne sait pas trop comment faire face à ça. »

« Les joueurs peuvent rentrer au travail épuisés parce qu'ils ont passé 36 heures devant les machines à sous. Et leur obsession peut être telle qu'ils auront hâte de quitter le bureau. Ils seront anxieux, moins concentrés, et donc moins productifs. »

Aux quatre coins du Québec, des dizaines de mordus du casino et du vidéopoker ont déjà fraudé leur employeur. Selon certaines études, jusqu'à 60 % des joueurs ont déjà « emprunté » de l'argent en cachette, en puisant dans la caisse de leur patron, dans le compte de leur conjoint ou même dans la tirelire de leur enfant.

« Chauffeurs de taxi, restaurateurs, caissiers : tous les gens qui ont les mains dans l'argent sont plus à risque parce que, dès qu'ils y ont accès, ils ont toujours l'espoir de se refaire », rapporte Magali Dufour, psychologue au Centre québécois d'excellence pour la prévention et le traitement du jeu.

Chose certaine, l'employeur paye, précise la jeune femme. « Les joueurs peuvent rentrer au travail épuisés parce qu'ils ont passé 36 heures devant les machines à sous. Et leur obsession peut être telle qu'ils auront hâte de quitter le bureau. Ils seront anxieux, moins concentrés, et donc moins productifs. »

Sans doute plus rare, la dépendance à Internet est surtout difficile à reconnaître. D'abord parce que le phénomène est encore mal défini et mal documenté, signale Mme Dufour. De plus, ce n'est pas tout de passer des heures à clavarder sur des sites de rencontre, à participer aux jeux interactifs ou à chercher des images pornographiques... Encore faut-il avoir « perdu le contrôle » et en subir de lourdes conséquences. « Au travail, on assiste plutôt à une utilisation excessive, conclut la psychologue. C'est une façon comme une autre de procrastiner. Ça ne trahit pas tant un problème de dépendance qu'un problème de motivation, de dépression ou de personnalité. »

PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE ©

La toxicomanie n'est plus la seule dépendance qu'on observe dans les milieux de travail. De plus en plus de travailleurs sont aujourd'hui accros du jeu ou d'Internet.

Tous des fumeurs de cannabis

Au Québec, l'abus de drogue et d'alcool touche déjà plus d'un travailleur sur 10, selon le Comité permanent de lutte à la toxicomanie. Mais la popularité croissante du cannabis pourrait changer la donne, croit Marie-France Maranda, qui enseigne la sociologie à l'Université Laval.

« On le voit là où les employés ne sont pas en contact avec les clients, dit-elle. Les jeunes travailleurs sortent souvent fumer du *pot* dans les aires de stationnement ou dans les voitures. Ils font comme lorsqu'ils allaient à l'école. Il existe même des réseaux dans les entreprises plus importantes. »

Alors qu'elle menait une recherche en région, Mme Maranda est tombée sur des entrepôts, ateliers et usines qui imposaient (illégalement) un test de dépistage de drogue à tous les demandeurs d'emploi. « Ces entreprises ont découvert que la majorité des candidats prenaient du cannabis. Elles n'ont pas le choix de s'adapter à la situation : si elles avaient voulu éliminer tout le monde, elles auraient manqué de main-d'oeuvre ! »

Chose certaine, les jeunes travailleurs se cachent moins, constate de son côté le Dr Michel Bouchard, de l'Association des médecins du travail du Québec. « Au début de ma pratique, jamais personne n'aurait avoué consommer du cannabis. Aujourd'hui, les gens nous l'avouent régulièrement dans les questionnaires de préemploi. »

« Mais je ne vois pas pourquoi on pénaliserait quelqu'un qui est honnête et l'avoue, dit le médecin, alors qu'un autre candidat est peut-être cocaïnomane et le cache soigneusement. »

Les patrons s'y prennent mal face aux employés à problèmes

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Quatre-vingt pour cent des patrons font fausse route lorsque vient le temps de faire face à des employés toxicomanes.

Tel est le constat d'un groupe de chercheurs de l'Université Laval à la suite d'une étude qui leur a permis de rencontrer 70 gestionnaires des environs de Montréal et de Québec au cours des trois dernières années. « La vision dominante est celle de l'employé à problèmes, qui a une faiblesse et qu'il faut éviter d'embaucher. Les gestionnaires ne veulent pas voir que l'entreprise joue un rôle dans l'apparition des symptômes », résume la sociologue Marie-France Maranda, spécialiste de la toxicomanie en milieu de travail.

Comment le boulot peut-il nuire ? Parfois, la pression est trop forte, explique Mme Maranda. Selon elle, les gens en position d'autorité ou croulant sous les responsabilités courent de trois à cinq fois plus de risques de devenir cocaïnomanes. « D'autres acceptent de faire des heures supplémentaires et ne peuvent plus arrêter. Les gens deviennent accros à la consommation. Dès qu'ils ralentissent, ils tombent dans le rouge parce qu'ils ont acheté une grosse maison. Le stress les place en profond déséquilibre. »

Ailleurs, la culture de l'entreprise et la pression du groupe peuvent jouer. « Quand le travail est trop aliénant, pénible ou dangereux, les gens vont aussi consommer pour s'évader, compenser, pour ne plus sentir », signale enfin la sociologue.

« Les gestionnaires ne veulent pas voir que l'entreprise joue un rôle dans l'apparition des symptômes. »

Malgré tout, chez huit gestionnaires sur 10, « c'est soit le déni total du problème, soit l'arbitraire : le laisser-faire suivi de répressions spectaculaires », observe Mme Maranda.

Dans quelques grandes entreprises, les programmes d'aide aux employés et les syndicats sont toutefois en train de changer les choses. « On voit plus de mesures claires, plus de gestionnaires qui tiennent compte de la complexité de la situation, dit-elle. Et presque tous ont des histoires d'employés qui étaient au bord de la porte et qui s'en sont sortis. »

Félicitations aux lauréats des prix Reconnaissance UQAM 2005

L'UQAM célèbre la réussite de sept diplômés qui contribuent de façon exemplaire à l'avancement de la société.

École des sciences de la gestion

Patrick Pichette
(B.A.A. 87)
Président, Exploitation
Bell Canada

Faculté des arts

Anne-Marie Ninacs
(B.A. histoire de l'art 93, M.A. études des arts 95, M.A. muséologie 97)
Conservatrice de l'art actuel et de la collection de prêt d'œuvres d'art
Musée national des beaux-arts du Québec

Faculté des lettres, langues et communications

Jean-François Lisée
(LL.B. 79, M.A. communication 91)
Directeur exécutif
Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal

Faculté de science politique et de droit

Yves-Marie Morissette
(B.A. science politique 72)
Juge
Cour d'appel du Québec

Faculté des sciences

Jean-François St-Arnaud
(B.Sc. informatique de gestion 88)
Directeur général
Mon mannequin virtuel inc.

Faculté des sciences de l'éducation

Chantale Richer
(B.Éd. éducation 84)
Coordonnatrice du programme de soutien à l'école montréalaise
Ministère de l'Éducation du Québec

Faculté des sciences humaines

Marie Lavigne
(B.Éd. enseignement de l'histoire 71, M.A. histoire 73)
Directrice générale
Société de la Place des Arts

UQÀM
Prenez position

13312027A

SUITE DE LA UNE

Embouteillage au Bloc

BLOC suite de la page A1

À certains endroits, trois ou quatre personnes veulent briguer l'investiture.

« Dans ces comtés-là, en plus du candidat de la dernière fois qui est intéressé à revenir, il y a d'autres candidats qui ont signifié leur intérêt », révèle le député bloquiste Michel Gauthier, organisateur en chef de la prochaine campagne. « Ça devient des comtés prenables. »

En effet, l'an dernier, dans la circonscription de Papineau, le libéral Pierre Pettigrew l'avait emporté par une mince avance sur la candidate bloquiste avec 16 892 voix contre 16 424. Une lutte serrée avait également eu lieu dans Jeanne-Le Ber, où la ministre du Patrimoine, Liza Frulla, a obtenu 18 766 voix alors que son adversaire bloquiste en a recueilli 18 694.

En tout, le Bloc convoite près de neuf circonscriptions libérales. De plus, 53 des 54 députés ont l'intention de porter de nouveau les couleurs du parti aux prochaines élections.

Seul le député de Saint-Maurice—Champlain, Marcel Gagnon, a décidé de tirer sa révérence. Âgé de 69 ans, M. Gagnon estime que l'heure de la retraite a sonné. Après qu'il eut annoncé son départ, le président de la commission scolaire de l'Énergie, Jean-Yves Laforest, a fait part de son intention de briguer l'investiture dans la circonscription de l'ancien premier ministre Jean Chrétien.

Cette vague de popularité dont jouit le Bloc ne surprend guère Louis Massicotte, politologue à l'Université de Montréal. « Quand les choses vont bien, c'est facile de trouver des candidats, mentionne-t-il. Ça va être une campagne relativement facile pour le Bloc. »

M. Massicotte note toutefois que, aux élections de 1997 et de 2000, le parti souverainiste avait eu plus de mal à recruter des candidats, alors que les candidatures affluaient au Parti libéral du Canada.

Rappelons que les libéraux, éclaboussés par le scandale des commandites, sont en chute libre au Québec selon les derniers sondages.

Mode électoral

Le Bloc a donc l'intention de profiter de cette hausse de popularité. Afin de ne pas être pris au dépourvu si des élections sont déclenchées sous peu, le comité électoral du parti s'est réuni hier matin à Montréal et une autre rencontre est prévue mercredi. « On va recevoir le slogan, le visuel, et on aura le scénario des investitures », indique M. Gauthier.

En effet, bien que le coup d'envoi de la prochaine campagne ne soit pas encore donné, un vent d'élections souffle sur la colline parlementaire. Et le discours à la nation prononcé par le premier ministre Paul Martin jeudi soir, destiné à convaincre l'opposition de ne pas précipiter le pays en élections, semble avoir eu l'effet contraire. Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, et le chef conservateur, Stephen Harper, ont balayé cette proposition du revers de la main.

PHOTO FRED CHARTRAND, ARCHIVES CP

Profitant de la chute libre des libéraux dans les sondages, plusieurs candidats frappent à la porte de Gilles Duceppe dans le but de défendre les couleurs du Bloc aux prochaines élections, même si la campagne n'est pas encore officiellement lancée.

« C'est comme si la machine électorale s'était emballée et qu'il était difficile de l'arrêter », explique Louis Massicotte.

Christian Dufour, politologue chercheur à l'École nationale d'administration publique (ENAP), abonde dans le même sens. « C'est clair qu'il y a une atmosphère qui s'installe et que les partis sont en mode électoral. »

À preuve, le premier ministre Martin et le chef conservateur ont accordé hier une série d'entrevues aux médias. De plus, trois des quatre chefs de parti seront en Ontario la semaine prochaine, là où la lutte risque d'être la plus serrée. En début de semaine, le premier ministre Martin, le chef conservateur et le chef du Nouveau parti démocratique, Jack Layton, seront tous à Toronto.

Gilles Duceppe prononcera lundi un discours à Vaudreuil-Dorion et envisage la possibilité de visiter quelques villes du Québec.

RÉSULTATS SERRÉS LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

› Papineau (Pierre Pettigrew)
PLC : 16 892
BQ : 16 424

› Jeanne-Le Ber (Liza Frulla)
PLC : 18 766
BQ : 18 694

› Brome-Missisquoi (Denis Paradis)
PLC : 18 609
BQ : 17 537

› Ahuntsic (Eleni Bakopanos)
PLC : 21 234
BQ : 20 020

Écoutez bien.

L'imbattable forfait Appels entrants illimités

25 $ par mois

- Appels locaux entrants illimités en tout temps
- Messages instantanés, images et textes entrants illimités en tout temps
- 100 minutes de jour, en semaine
- 1000 minutes, soirs et week-ends

Forfait gratuit pour 3 mois

En prime, un choix d'appareils gratuits

Nokia 3100b

Siemens CF62

Sony Ericsson T237

Composez le **1 888 945-FIDO** (3436) ou achetez sur **fido.ca**

L'offre de forfait mensuel à 25 $ prend fin le 3 mai 2005 et est valide avec toute nouvelle activation, avec ou sans Entente Fido®. L'offre de trois mois est valide jusqu'au 3 mai 2005 avec toute nouvelle activation du forfait mensuel à 25 $ avec Entente Fido. L'offre portant sur les appareils est valide jusqu'à épuisement des stocks avec toute nouvelle activation avec Entente Fido. Les appels locaux sont illimités à l'intérieur de la zone de couverture numérique de Fido. Le service de Messagerie image peut être utilisé entre abonnés Fido seulement. Appareil compatible MMS requis. Taxes, frais d'interurbain, d'itinérance, de service 911 (50 ¢ par mois), d'accès au réseau (6,95 $ par mois) et autres frais applicables en sus. Certaines restrictions s'appliquent. Sujet à la politique d'utilisation équitable de Fido. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton
- Galeries Rive Nord
- Place Vertu

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

3308360A

3308367

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE
rima.elkouri@lapresse.ca

Parlons génocide

«Est-elle arménienne?» a demandé la dame au bout du fil.

«Êtes-vous arménienne? a répété le libraire en se tournant vers moi, sourire en coin.

— Oui, vaguement, ai-je dit.

— D'accord, alors. Elle peut l'avoir.»

C'était à la librairie L'Écume des jours, l'autre jour. Je voulais mettre la main sur un livre sur l'Arménie fraîchement paru. Mais il n'y avait qu'un seul exemplaire. Et une cliente d'origine arménienne l'avait réservé avant moi.

« Je peux l'appeler pour voir si elle le veut tout de suite et en commander un autre », a gentiment proposé le libraire. La cliente a tout aussi gentiment accepté de me céder son livre.

Je suis sortie de la librairie en enfouissant un bout de génocide dans mon sac et en me posant cette question: « A-t-on le droit d'être vaguement arménien? »

Ce week-end, il vaudrait mieux pas. Plus tard, peut-être, on pourra manger nos *lahmajounes* et autres pizzas arméniennes en sifflotant. Mais pas maintenant. Car c'est la commémoration des 90 ans du premier génocide du XX^{e} siècle, qui a entraîné dans la mort 1,5 million d'Arméniens.

Mon arrière-grand-père et un de ses fils figurent dans un recoin oublié de ces funestes statistiques. Mon grand-père a réussi à se faufiler hors du charnier. Alors non. Quatre-vingt-dix ans plus tard, jour pour jour, ce n'est pas le moment d'être vaguement arménien. C'est plutôt le moment, dira-t-on, de se rappeler ce que la Turquie nie toujours. S'en rappeler non pas pour se replier sur une identité de victime. Mais en espérant — pardonnez cet élan de candeur — que la mémoire puisse un jour empêcher des tragédies semblables de se reproduire.

F. LÉVEILLÉE

Devoir de mémoire, donc. La mienne n'en demeure pas moins piteusement trouée. Je sais que mon grand-père maternel a fui Mardin, en territoire ottoman, en 1914, pour échapper au génocide. Je sais que mon arrière-grand-mère a vu son mari et son fils aîné se faire égorger sous ses yeux. Je sais qu'elle a traversé à pied le désert pour atteindre un camp de réfugiés à Alep, en Syrie.

Je sais tout ça et, en même temps, je n'en sais rien. Car dans ma famille, les témoins de cette tragédie ont disparu bien avant ma naissance. Et même de leur vivant, on me dit qu'ils ne parlaient jamais de « ces choses-là ». Pour survivre, mieux valait oublier, se taire, passer à autre chose.

« Moi, je trouve qu'on oublie trop », me dit Martine, avec qui je causais génocide, dans un café de la rue Ontario. Martine Batanian, 27 ans, est aussi une petite-fille de survivants. Je ne la connaissais pas avant de la voir à l'écran dans le touchant documentaire *Mon fils sera arménien**, qui raconte le voyage d'enfants de la diaspora sur les traces d'un génocide oublié.

Je ne la connaissais pas, mais nos arrière-grands-parents se connaissaient peut-être. Ils viennent tous de Mardin, la ville qui a connu d'horribles massacres en 1915.

Journaliste pigiste à ses heures, étudiante en création littéraire, Martine a été élevée à Victoriaville. Elle raconte que, chez elle, on parlait de l'Arménie, mais pas arménien. On mangeait des pains sucrés et des soupes au yogourt et on chantait Aznavour. Mais quand, à l'école, on lui demandait d'où elle venait, avec ses cheveux légèrement trop noirs, elle ne savait trop que répondre, hésitant entre une identité arménienne dont elle n'arrivait pas à recoller les morceaux et une identité québécoise dans laquelle elle ne se reconnaissait pas non plus.

« Dis que tu es québécoise », lui conseillaient ses parents, qui espéraient qu'elle ne souffre pas de sa différence. Mais ce n'est pas aussi facile, constate Martine. « La culture est un enfant têtu qui se transmet quoi qu'on fasse », dit-elle.

Longtemps elle a été obsédée par la quête de ses origines, par cette langue arménienne qu'elle ne parlait pas, par cette histoire qui la hantait. Pour que l'Arménie cesse d'être pour elle une vieille photo jaunie, elle tenait à y aller. Aller là même où ses parents, nés en Égypte, n'étaient jamais allés. Elle voulait fouler le sol arménien, lui demander en personne s'il la reconnaissait.

Grâce au documentariste Hagop Goudsouzian, elle a pu se rendre pour la première fois en Arménie en décembre 2002. Elle y a rencontré des survivants presque centenaires. Elle a serré leurs mains ridées, lu dans leurs yeux qui ont tout vu. Elle a salué le mont Ararat. Et puis? Et puis, elle s'est reconnue là-bas, dit-elle. Elle s'est reconnue dans ces gens qui, même au bout du monde, lui faisaient mieux comprendre sa petite maison de Victoriaville.

Elle dit qu'on ne sort pas indemne d'un voyage comme celui-là. Le changement le plus visible, c'est son nom. Elle est partie Batani, elle est revenue Batanian. Réfugiée en Égypte, sa famille avait en effet laissé tomber le « an » typiquement arménien à la fin de son patronyme pour éviter toute discrimination. De retour d'Arménie, Martine a voulu reprendre le nom de ses ancêtres. Un geste symbolique. Pour retrouver son identité, dit-elle. Et en transmettre la mémoire un jour.

Depuis, Martine a entrepris des cours d'histoire et de langue arméniennes. Elle est aussi retournée en Arménie, bourse de journalisme en poche, pour réaliser un reportage sur la traite des femmes arméniennes.

Qu'évoque pour elle ce triste 90^{e} anniversaire? « Ça fait remonter une espèce de rage », dit-elle, en serrant le poing sur son ventre. Quatre-vingt-dix ans, c'est énorme. Comme moi, elle pense aux survivants, aux témoignages si précieux qui s'éteignent peu à peu. Et elle se dit qu'il est difficile pour un peuple d'avancer avec une telle plaie ouverte.

APARTÉ

« La mort d'une personne est une tragédie, la mort de millions de personnes n'est qu'une statistique. »

(Staline)

« L'oubli et même l'erreur historique sont un facteur essentiel de la création d'une nation. »

(Ernest Renan)

***Le documentaire de l'ONF *Mon fils sera arménien* de Hagop Goudsouzian sera présenté à RDI le lundi 25 avril à 20h ainsi que le vendredi 29 à 16h, dans le cadre de l'événement *Parlons génocides* (www.parlonsgenocides.com).**

ACTUEL
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ
Tous les jours dans LA PRESSE

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif | COURS INTENSIF
matin, après-midi, soir, samedi | de jour, 25 h/semaine
1 à 7 fois/sem. • 375 $/45 h* | 165 $ à 183 $/semaine*
* matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com Laurier
3256374 3286214

3301755
Cabanons Fontaine
1976-2005
Profitez d'une promotion unique pour les modèles préfabriqués au choix.
Payez le solde 3 mois*/** après la livraison, sans frais, sans intérêt.
OU Une option au choix** dans la sélection du fabricant
1) Un ventilateur de toit translucide ou
2) Louves de pignon ou
3) Volets de PVC ou de pin à 50 % du prix courant ou
4) Jeu de tablettes de toit à 50% du prix courant (Pentacle, Polo ou Pavillon)
En plus UN RABAIS SUPPLÉMENTAIRE DE 75,00 $ ou une porte demie vitrée P-02 si la livraison prend plus de 75 jours.***
Valide jusqu'au 30 avril 2005
Licence R.B.Q. : 8240-6026-4 3301761
Montréal et banlieue .....(450) 536-3563
Autres régions 1 888 838-3563
3497, ch. de l'Industrie, St-Mathieu de Beloeil www.cabanons.com
* Sauf sur dépôt initial et sur approbation de crédit. ** Aucune promotion applicable sur modèle démonstrateur, personnalisé, multi porte et garage. Non échangeable, non monnayable. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Cette promotion peut prendre fin en tout temps, sans préavis. *** De la date de commande.

ANDRÉ PERRAULT
meubles, valeurs et découvertes
PLUS DE CHIC POUR MOINS DE FRIC
FINANCEMENT accord D Desjardins
3304255
Jaymar
Meubles du Québec
Fermé le dimanche
3960, rue Bélanger Est,
Montréal
Tél.: 514-725-5245
meublesperrault@netc.net

LA COMPOSITION À DIX CHIFFRES, C'EST POUR BIENTÔT.
Plusieurs indicatifs régionaux auront bientôt atteint leur pleine capacité. La composition à dix chiffres sera obligatoire dès le 17 juin 2006 partout sur le territoire des indicatifs 450 et 514. C'est pourquoi nous vous invitons à composer l'indicatif régional dès maintenant pour tous vos appels locaux.
De plus, un nouvel indicatif – le 438 – sera introduit graduellement sur l'Île de Montréal, s'ajoutant ainsi à l'indicatif 514. Pour plus de renseignements, consultez le www.10chiffres.ca
ALLIANCE DES TÉLÉCOMMUNICATEURS
Bell Rogers TELUS Fido Télébec Sprint Canada Allstream Vidéotron
Association des Compagnies de Téléphone du Québec (ACTQ) Ontario Telecommunications Association (OTA)
3309694A

ACTUALITÉS

Les policiers provinciaux font mal aux villes

En envoyant les constats d'infraction par la poste, ils retardent le paiement des amendes

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La décision de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ), sans contrat de travail depuis 2002, de demander à ses membres de faire parvenir les constats d'infraction par la poste aux conducteurs fautifs, au lieu de les leur remettre immédiatement, fait mal financièrement à la majorité des municipalités desservies par la Sûreté du Québec.

Ce « mouvement de sensibilisation », qui n'est pas un moyen de pression, précise le syndicat, occasionne également des débours supplémentaires à Québec.

Les amendes reviennent normalement aux municipalités où les infractions ont été commises. Ce n'est pas dévoiler un grand secret de dire que les municipalités comptent beaucoup sur cet argent pour boucler leurs budgets. Or, *La Presse* a appris que, depuis les dernières semaines, des maires font face à un sérieux manque à gagner parce que beaucoup de contrevenants tardent à acquitter leur amende. La SQ est présente dans 85 municipalités régionales de comté (MRC), ce qui comprend environ 1200 municipalités et villages.

Les contraventions sont envoyées par courrier recommandé. Beaucoup de conducteurs choisissent de ne pas aller en prendre possession afin de retarder l'inscription de points d'inaptitude à leur dossier. Le gouvernement, qui a déjà payé le courrier recommandé, doit alors faire des dépenses supplémentaires pour l'embauche d'huissiers afin d'aller porter les enveloppes en main propre.

Selon le préfet de la MRC des Pays-d'en-Haut, Charles Garnier, les policiers provinciaux, en plus de faire parvenir les constats par la poste, interviennent mois souvent. Il précise que le nombre de contraventions remises dans les localités de son territoire a sensiblement diminué au cours des mois de février et mars 2005. « En février dernier, il y a eu une baisse de 61 % par rapport à la même période l'an dernier et, en mars, la diminution a été de 57 % », a indiqué M. Garnier.

Seulement à Saint-Sauveur, a fait remarquer le maire Georges Filion, le nombre de constats d'infraction remis par la SQ est passé de 285 en février 2004 à 112 pour le même mois de 2005. En mars dernier, 85 constats ont été remis comparativement à 198 pour le troisième mois de 2004.

Pour M. Garnier, ce qui est encore plus important et inquiétant dans le comportement de la SQ, c'est la baisse du nombre des interventions à la suite d'alarmes de cambriolages : elles ont chuté de 83 % en février dernier par rapport au même mois de 2004. « Là, c'est directement la sécurité de la population qui est mise en cause », a-t-il lancé.

Il soutient que ce n'est pas seulement dans sa MRC que les élus locaux éprouvent des problèmes avec la SQ. « J'arrive de Québec et, en discutant avec des maires, j'ai constaté que c'était le bordel partout avec la SQ », a dit M. Garnier, qui est vice-président de la Fédération québécoise des municipalités.

De son côté, le président de l'APPQ, Jean-Guy Dagenais, a déclaré à *La Presse* que, au moment de déclencher ce « mouvement de sensibilisation », il avait pris le temps d'envoyer une lettre à chacun des maires dont la municipalité est desservie par la SQ. En substance, M. Dagenais les a informés de la mauvaise situation qui perdure et qu'il fallait prendre des moyens pour avoir gain de cause.

La qualité allemande à prix japonais.

Ensemble comprenant un lecteur DVD et un récepteur Harman Kardon ainsi que 6 haut-parleurs Canton. ► 1 600 $

KÉBECSON

CANTON harman / kardon

6555, rue St-Denis ► Montréal (Québec) ► (514) 270.7900

3303762A

Les policiers de Laval ratifient leur contrat

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les policiers de Laval ont ratifié en assemblée dans une proportion de 75 % l'entente de principe intervenue entre leurs dirigeants syndicaux et l'employeur pour le renouvellement de leur convention collective.

Ils ont obtenu une hausse de salaire de 7,29 % en quatre ans, ce qui portera le salaire de l'agent de première classe à 68 247 $ en 2007. Après 15 ans de service, un policier a droit à une prime hebdomadaire. Actuellement, le salaire annuel d'un agent est de 63 500 $, comparativement à 59 000 $ à la Sûreté du Québec. La convention collective des agents de la SQ est échue depuis 2002.

L'assemblée, à laquelle pas moins de 440 policiers assistaient jeudi, a été parfois très houleuse. Tenue à huis clos, elle a commencé à midi et elle n'a pris fin que quelques minutes avant 18h. « Je suis très satisfait que l'entente avec la Ville ait été acceptée », a indiqué le président de la Fraternité des policiers de Laval, Ghislain Ouellet.

Avec cette hausse, les policiers lavallois passent devant leurs collègues de Montréal, qui gagneront 66 577 $ à l'expiration de leur convention collective, en 2006.

Dans la couronne nord, les policiers de Mascouche et de la Régie Thérèse-de-Blainville ont un salaire plus élevé que ceux de Laval. Ces derniers possèdent cependant de meilleurs avantages sociaux, dont ceux contenus dans leur régime de retraite.

Cette signature de convention collective sera la dernière pour Ghislain Ouellet. Il prendra sa retraite au début de juin.

La Fraternité des policiers de Laval, qui a quitté la Fédération des policiers municipaux du Québec à la suite d'une divergence d'opinions, réintégrera bientôt ce regroupement.

50% de rabais, de quoi faire rêver

Jusqu'à 50% de rabais
sur les ensembles de matelas sélectionnés.
Latex, mousse haute densité et viscose également offerts.

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ
sur tous les articles à étiquettes bleues*

ou

PAYEZ EN 36 MOIS
sans frais, sans intérêts*

FINANCEMENT accord D Desjardins

* voir détails en magasin

3307337A

Il y en a toujours plus chez Vaillancourt MO
MEUBLES • ACCESSOIRES • DÉCORATION

LAVAL
2400, boul. le Corbusier
(angle du boul. le Carrefour)
(450) 687-5221

SAINT-LÉONARD
5860, boul. Métropolitain est
sortie Lacordaire
(côté sud du Métropolitain)
(514) 257-6001

AUCUN INTÉRÊT À PAYER JUSQU'EN

AVRIL 2008

AVEC **36** VERSEMENTS ÉGAUX

SANS FRAIS NI INTÉRÊT† SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

ACHETEZ ET RECEVEZ

À l'achat de ce réfrigérateur GRATUITE!*

Gibson

Réfrigérateur de 16,5 pi³
Tablettes coulissantes en verre, bacs à fruits et à légumes à humidité contrôlée, bac à viande.

Gibson

Cuisinière de 30 po
Four à nettoyage facile, prise pour petit appareil, éclairage à l'intérieur du four.

22 19 $ /mois
ou **799 $**
Un par client

Livraison, ramassage et service gratuits.

Cette cuisinière

Valeur de **479 $****

À l'achat de cette laveuse GRATUITE!*

HOTPOINT

Laveuse de super capacité
7 programmes, 3 niveaux d'eau, système d'équilibrage automatique.

HOTPOINT

Sécheuse de super capacité de 6,0 pi³
6 programmes, filtre à charpie amovible à l'avant, intérieur DuraDrum.

16 36 $ /mois
ou **589 $**
Un par client

Livraison, ramassage et service gratuits.

Cette sécheuse

Valeur de **409 $****

DESJARDINS PARTENAIRE OFFICIEL DE BRAULT & MARTINEAU

FINANCEMENT accord D Desjardins

BRAULT & MARTINEAU

10 GRANDS MAGASINS

Là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!
www.braultetmartineau.com

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

Livraison gratuite dans un rayon de 200 km* *Conditions en magasin.

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades de l'Outaouais)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades Saint-Bruno)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 24 avril 2005. Quantité limitée sur certains articles. †Achat minimum requis de 299 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.).*Conditions en magasin. **Valeur au détail suggérée.

3309079A

ACTUALITÉS

Les élèves de l'école Chomedey-de-Maisonneuve tiennent promesse

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Le Jour de la Terre a été l'occasion pour les élèves de l'école Chomedey-de-Maisonneuve, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, de tenir leur promesse. Après avoir vu une photo de leur école publiée dans *La Presse* pour illustrer à quel point nos cours d'école sont laides, les élèves ont écrit dans le cahier *Oups* qu'ils allaient remédier à la situation. Ils se sont retroussés les manches, hier. Les voici à l'oeuvre. Pour souligner cette journée, des actions environnementales se sont déroulées dans 184 autres pays du monde.

EN BREF

Bono « agacé » par la lenteur de Paul Martin

Le monstre sacré du rock, Bono, s'est dit contrarié de constater que M. Martin a refusé d'augmenter la contribution canadienne en matière d'aide à l'étranger. « C'est agaçant, a déclaré le chanteur du groupe U2 au cours d'une entrevue exclusive qui sera diffusée samedi à l'émission radiophonique *The House* au réseau CBC. Je suis vraiment perplexe. » M. Martin a récemment déclaré qu'il ne s'engagerait pas à consacrer 0,7 % du produit intérieur brut du Canada à l'aide étrangère d'ici à l'année 2015, parce qu'il n'était pas convaincu que le pays en avait les moyens. Pourtant, l'Angleterre, la France et l'Allemagne ont tous accepté de respecter la norme de 0,7 %. « C'est un pays béni », a dit Bono du Canada, ajoutant que les problèmes politiques de M. Martin ne devaient pas servir d'excuse pour se soustraire aux obligations envers les pays étrangers.

En ce moment, le Canada consacre moins de 0,3 % de son PIB à l'aide étrangère, soit l'équivalent d'environ 3,3 milliards $.

Ford

VÉHICULE À USAGES MULTIPLES

ET TOUT L'ESPACE DONT VOUS RÊVEZ.

FORD FREESTAR 2005

UN MINIFOURGON TRÈS SPACIEUX

19 995 $

- Moteur V6 de 4,2 L (couple de 263 lb-pi à 3 650 tr/min)
- Boîte automatique
- Volume de charge de 780 L – supérieur à celui de la Dodge Caravan
- Bancaché 3 places repliable à plat dans le plancher
- Climatisation

ford.ca

Ford

Bien pensé

1000$ DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

Photos à titre indicatif seulement. Transport (1 150 $), immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre d'une durée limitée. Votre conseiller Ford peut vendre moins cher. Tous les détails chez votre conseiller Ford.

3304904A

3304905

BLOC DANS OUTREMONT

Guy Bouthillier écarté

STÉPHANE PAQUET

L'ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB), Guy Bouthillier, devra passer son tour dans Outremont, la circonscription du ministre Jean Lapierre. Sa carte du Bloc québécois étant échue depuis 1998, M. Bouthillier ne pourra être candidat si des élections ont lieu le 27 juin.

C'est à Paris, où il est en vacances, que Guy Bouthillier a appris la nouvelle hier, de la bouche de Juan José Hernandez, le directeur de la campagne dans Outremont. « Il ne peut pas, malgré lui et malgré moi aussi », a indiqué M. Hernandez à *La Presse*.

M. Bouthillier a été pressenti aux dernières élections fédérales, mais le décès de sa femme a fait en sorte qu'il a décliné l'invitation. C'est François Rebello qui a plutôt porté les couleurs du Bloc québécois face à Jean Lapierre. Ces dernières semaines, M. Bouthillier a fait demander à M. Rebello s'il était intéressé à recroiser le fer avec M. Lapierre. La réponse a été claire : non.

Le ciel outremontais s'était d'autant plus éclairci pour Guy Bouthillier qu'un autre candidat pressenti a rendu sa décision, hier matin, à Gilles Duceppe. L'ancien maire d'Outremont, Jérôme Unterberg, a confirmé au chef bloquiste qu'il n'était pas question pour lui de faire un retour en politique à ce moment-ci. « En juin, c'est impossible pour moi », a dit à *La Presse* celui qui a été maire d'Outremont de 1995 à 2002.

Aujourd'hui âgé de 36 ans, M. Unterberg est chef de la direction financière de Horizon Sciences & Technologies. Les troupes de Stephen Harper l'ont aussi pressenti, souligne-t-il, mais dans ce cas-là aussi, il a décidé de passer son tour.

Tout allait donc bien hier pour M. Bouthillier, jusqu'à ce coup de fil lui indiquant qu'il n'avait pas renouvelé sa carte de membre depuis 1998. M. Hernandez souligne avoir fait la vérification au bureau national pour s'assurer que l'ancien président de la SSJB ne pouvait pas être candidat si l'assemblée d'investiture a lieu le 18 mai, comme prévu. « C'est un problème de bureaucratie », indique M. Hernandez. M. Bouthillier n'a pas rappelé *La Presse*.

Huit personnes se sont montrées intéressées à porter les couleurs du Bloc dans Outremont, indique M. Hernandez. Pour l'instant, les regards sont tournés vers le président de l'association locale, le psychanalyste Jean-Paul Gilson. « Je me tiens sur la réserve pour le moment », indique le principal intéressé. « On va attendre l'assemblée d'investiture. »

Aux dernières élections, M. Rebello a obtenu un score surprenant dans la forteresse libérale d'Outremont. Il a récolté 12 730 voix contre 15 675 pour le lieutenant québécois de Paul Martin, une différence de moins de 3000 votes. M. Rebello a répété hier qu'il n'est pas question pour lui de tenter sa chance une autre fois : « Je suis candidat à la vice-présidence du Parti québécois. Je ne peux pas tout faire dans la vie. »

Résultats de juin 2004 dans Outremont

- PLC : 15 675
- BQ : 12 730
- NPD : 5382
- PC : 2284
- PV : 1643

Merci de magasiner

Vous choisissez les accessoires pour votre voiture.
Vous ajoutez des logiciels à votre ordi.
Vous optez pour la chambre plutôt que la suite.

Faites de même pour les tarifs aériens.

Seul aircanada.com vous offre une gamme simple de cinq tarifs parmi lesquels vous pouvez faire votre choix pour voyager en Amérique du Nord. Ainsi, vous obtenez le prix que vous voulez pour les caractéristiques que vous souhaitez (ou ne souhaitez pas) à chaque envolée. C'est pourquoi un consommateur averti est un voyageur avisé.

TANGO

Des bas tarifs de tous les jours sans fla-fla

- Frais fixes pour modifications le jour même : frais fixes de 150 $ pour des modifications à l'aéroport le jour du départ, sans supplément pour la différence de prix
- Modifications illimitées en tout temps : 30 $, plus toute différence de prix
- Obtenez 50 % des milles Aéroplan[MD] (ces milles Aéroplan ne permettent pas d'accéder à un statut supérieur)
- Obtenez un mille Aéroplan pour chaque tranche de trois dollars dépensés lorsque vous réservez en ligne
- Présélection de place : 15 $
- Non remboursable

TANGO PLUS

Tout Tango, avec un petit plus

- Seulement 50 $ de frais fixes pour des modifications à l'aéroport le jour du départ, sans supplément pour la différence de prix
- Présélection gratuite de place
- Plus de milles Aéroplan : 100 % des milles-privilèges Aéroplan
- Obtenez un mille Aéroplan pour chaque tranche de deux dollars dépensés lorsque vous réservez en ligne

LATITUDE

Un maximum de flexibilité

- Modifications illimitées sans frais en tout temps
- Entièrement remboursable
- Obtenez 100 % des milles-privilèges Aéroplan
- Obtenez un mille Aéroplan pour chaque dollar dépensé lorsque vous réservez en ligne
- Présélection gratuite de place
- Admissible à un surclassement en classe Affaires avec certificat

LATITUDE PLUS

Tous les avantages des tarifs Latitude, *plus* :

- Accès gratuit aux salons Feuille d'érable[MC] (au Canada)
- Enregistrement et traitement des bagages prioritaires (au Canada)
- Obtenez 125 % des milles-privilèges Aéroplan

CLASSE AFFAIRES

Confort et service inégalés

- Place en classe Affaires
- Accès gratuit aux salons Feuille d'érable
- Modifications illimitées sans frais en tout temps
- Enregistrement, embarquement et traitement des bagages prioritaires
- Entièrement remboursable
- Présélection gratuite de place
- Obtenez 150 % des milles-privilèges Aéroplan (classe de réservation J)
- Obtenez 125 % des milles-privilèges Aéroplan (classe de réservation C)
- Obtenez un mille Aéroplan pour chaque dollar dépensé lorsque vous réservez en ligne

aircanada.com est maintenant votre boutique d'achats centralisés ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, offrant une gamme de tarifs pour toute l'Amérique du Nord. Vous y trouverez le plus grand choix de vols • L'affichage simplifié de tarifs, tous aller simple • Aucun séjour minimal ou samedi obligatoire requis • L'enregistrement en ligne • Les modifications simplifiées • Le choix des places • Des offres spéciales, des promotions et beaucoup plus !

Merci de magasiner sur aircanada.com

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

Vous pouvez téléphoner à Air Canada au 1 888 247-2262 ou demander à votre agent de voyages de réserver pour vous.

3306293A

POLITIQUE

Des élections pourraient avoir lieu le 27 juin...

... si la motion de Stephen Harper est adoptée le 18 mai

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Faisant la sourde oreille à l'appel lancé la veille par le premier ministre Paul Martin, le chef conservateur Stephen Harper a durci le ton hier et déposé lui-même une motion à la Chambre des communes pour exiger la démission immédiate du gouvernement libéral.

Cette motion, qui sera mise aux voix au plus tard le 18 mai, constitue la troisième démarche entreprise par le Parti conservateur cette semaine dans le but renverser le gouvernement minoritaire de Paul Martin, élu il y a 10 mois.

M. Harper a déposé sa motion au moment même où le premier ministre se lançait dans une campagne médiatique intensive. Il espérait ainsi renverser la tendance dont font état les sondages qui prédisent une défaite des libéraux, au pouvoir depuis 1993, si des élections ont lieu en juin.

Si la motion est adoptée comme prévu le 18 mai, les Canadiens seront convoqués aux urnes le 27 juin. Cette motion est en fait un amendement au rapport du comité des finances déjà à l'étude.

« Le premier ministre a dans les faits réquisitionné les ondes (jeudi soir) pour prononcer un discours partisan et donner le coup d'envoi de la prochaine campagne électorale », a déclaré hier M. Harper pour expliquer sa décision de déposer cette motion.

« Le gouvernement libéral est corrompu et il doit être puni », a ajouté M. Harper, qui, à l'instar de Paul Martin, a accordé plusieurs entrevues aux réseaux de télévision du pays hier afin de convaincre les Canadiens que l'heure du jugement a sonné.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a immédiatement donné son appui à l'initiative du chef conservateur, annoncée moins de 24 heures après que Paul Martin eut pressé ses adversaires d'attendre la publication du rapport de la commission Gomery avant de tenir des élections générales.

M. Martin, qui a reconnu ses torts dans le dossier du scandale des commandites dans son discours télévisé, a aussi promis de déclencher des élections dans les 30 jours suivant le dépôt de ce rapport, attendu en décembre, ce qui signifierait la tenue d'un scrutin en janvier ou en février.

« Le gouvernement libéral est corrompu et il doit être puni », a lancé M. Harper.

« C'est simplement logique que nous appuyions cette motion », a affirmé Gilles Duceppe, qui a rappelé au passage que ses troupes avaient déjà exprimé le souhait de renverser le gouvernement Martin en votant contre le budget déposé en février.

Plus tôt cette semaine, le Parti conservateur a déposé au comité des comptes publics une autre motion exigeant la démission du gouvernement Martin. Comme la Chambre ne siège pas la semaine prochaine, le comité se penchera sur cette motion le lundi 2 mai. S'il l'adopte, elle sera soumise à l'examen des Communes dans un délai de 10 jours ouvrables.

Enfin, le Parti conservateur a déposé une troisième motion au comité de la procédure pour forcer le gouvernement Martin à lui accorder une journée d'opposition, qui lui revient au plus tard le 19 mai. Les conservateurs pourraient utiliser cette journée pour déposer une motion de défiance envers les libéraux.

Le lieutenant politique de Paul Martin au Québec et ministre des Transports, Jean Lapierre, a indiqué que le moment de vérité arrivait à grand pas pour tout le monde à la suite du dépôt de la motion de M. Harper. Dans sa tournée médiatique d'hier, le premier ministre Martin a repris plusieurs aspects de son discours à la nation de la veille. Il a affirmé qu'il était essentiel d'attendre la fin des travaux de la commission Gomery afin de permettre aux Canadiens de prendre une décision éclairée sur ce qu'il a fait pour aller au fond de ce scandale. « Il y a tellement de témoignages contradictoires que seulement le juge Gomery peut déchiffrer la vérité. On veut la vérité et je pense que les Canadiens et les Québécois veulent avoir cette vérité avant l'élection », a déclaré M. Martin à TVA. Il s'est défendu au passage d'être déjà en campagne électorale.

Dans une autre entrevue, au réseau CTV, M. Martin a affirmé que son gouvernement défendrait bec et ongles le commissaire John Gomery le 6 juin devant la Cour fédérale. C'est alors que la demande de récusation formulée par l'ancien premier ministre Jean Chrétien sera entendue. M. Chrétien accuse le juge Gomery d'être partial et d'avoir déjà tiré des conclusions. Conscients du fait que les élections seront bientôt déclenchées, tous les chefs profiteront du congé parlementaire de la semaine prochaine pour peaufiner leur message. Ce sont toutefois les électeurs de l'Ontario qui seront le plus courtisés. Paul Martin, Stephen Harper et Jack Layton, du NPD, passeront en effet une bonne partie de la semaine prochaine dans la province la plus populeuse, qui compte le tiers (106) des sièges aux Communes.

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE À LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE AU MONDE

Égayez votre printemps KIA

2 VERSEMENTS GRATUITS
À LA LOCATION D'UN NOUVEAU MODÈLE SÉLECTIONNÉ 2005✧

OU

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT§

LOCATION À PARTIR DE 159 $* PAR MOIS 60 MOIS
FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS
0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Modèle EX illustré†

PDSF : 15 995 $**

SPECTRA 2005

• Moteur de 2,0 L, DACT • AM/FM/CD/MP3 stéréo • Six haut-parleurs • Roues de 15 po • Banquette arrière rabattable, partagée 60/40 • Système anti-démarrage • Suspensions avant et arrière indépendantes

6 COUSSINS GONFLABLES

ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

LOCATION À PARTIR DE 189 $* PAR MOIS 60 MOIS
FRAIS DE LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS
0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Modèle Spectra5 illustré†

PDSF : 17 395 $**

LA SPECTRA5 2005

• Moteur de 2,0 L, DACT • Suspensions indépendantes sport • AM/FM/CD/MP3 stéréo • 6 haut-parleurs • Volant et pommeau du levier de vitesse gainés de cuir • Phares anti-brouillard • Jupes latérales • Sièges recouverts de tissu sport • Accents métalliques

6 COUSSINS GONFLABLES

Programme Protection Totale 5·5·5

PLUS QU'UNE GARANTIE
GARANTIE SANS SOUCI DE 5 ANS/100 000 KMΔ
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

3306338A

KIA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE WWW.KIA.CA OU COMPOSEZ LE 1 877 542-2886.

VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC

PROGRAMME «PRÊT-À-PARTIR» POUR DIPLÔMÉS

* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Spectra LX 2005 (ST5455) et Spectra5 2005 (ST5515). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0 % et 0 %; versement initial ou équivalent d'échange de 1 995 $ et 2 819 $. Versement du premier mois de 159 $ et 189 $ plus frais de livraison et destination de 0 $, et frais d'acquisition de 350 $ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 15 995 $ et 17 395 $, et se chiffre respectivement à 11 535 $ et 14 159 $; l'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 248 $ et 4 230 $ taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 $ par kilomètre excédentaire. ✧ 2 versements gratuits à la location auprès de KCFS d'un modèle Rio, Spectra, Sedona ou Sorento 2005 sélectionné. Versements mensuels maximums respectifs, incluant les taxes applicables : 250 $, 350 $, 475 $ et 500 $. ** PDSF : Spectra5 2005 à partir de 17 395 $ et Spectra LX 2005 à partir de 15 995 $. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. § Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 48 mois, en fonction du modèle du véhicule. Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 $, à un taux de financement à l'achat de 0,0 %, donne des versements mensuels de 208,33 $ pour une durée de 48 mois; le coût d'emprunt est de 0 $ pour un engagement de 10 000 $. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. D'autres options de location et de financement sont offertes. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation. Δ La Garantie sans souci couvre la plupart des composants du véhicule contre les défectuosités, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Prix, disponibilité et caractéristiques sous réserve de modifications sans préavis. Les renseignements contenus dans cette annonce publicitaire sont supposés être exacts au moment de l'impression.

3307947

Super Blitz de Meubles de Jardin

Jusqu'au 24 avril,

Obtenez 20% de rabais

sur plus d'une centaine de modèles d'ensembles de meubles de jardin!*

Ensemble Portofino 4 chaises et 1 table 42 x 72 po
régulier 1199$
Prix Blitz 959$

Gazebo Romain 10 x 10 pieds
Prix Blitz 369$

Ensemble Bordeaux 4 chaises et 1 table 38 x 60 po
régulier 599$
Prix Blitz 479$

Ensemble Salisbury 4 fauteuils et 1 table 57 x 36 po
régulier 699$
Prix Blitz 559$

Ensemble Mississippi 4 chaises et 1 table ovale 42 x 72 po
régulier 1199$
Prix Blitz 959$

Piscine Hors-terre

À l'achat d'une piscine hors-terre, vous obtenez jusqu'à
300$ de rabais**
piscine équipée à partir de
28,99$/mois**
FINANCEMENT accord D Desjardins

De plus, vous obtenez
50% de rabais sur les accessoires sélectionnés lorsque vous achetez une piscine équipée.**

Spa

Un choix de 120 spas à partir de
3999$

Courez la chance de gagner votre spa+ avec la Banque Laurentienne
FINANCEMENT EN MAGASIN BANQUE LAURENTIENNE

De plus, vous obtenez
50% de rabais sur les accessoires sélectionnés lorsque vous achetez un spa.***

CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À
www.clubpiscine.ca

FINANCEMENT EN MAGASIN
BANQUE LAURENTIENNE

Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. Applicable dans les magasins participants seulement. Cette promotion n'est pas applicable dans les centres de liquidation. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. *Applicable sur les ensembles de meubles d'une valeur supérieure ou égale à 599$ au prix régulier avant taxes. ** Le rabais varie selon le modèle de piscine sélectionné. Sujet à l'approbation de crédit. Le prix par mois indiqué se rapporte au modèle Delta 12 pieds de Cornelius et n'inclut pas l'installation. Voir détails en magasin. Lorsque vous achetez une piscine équipée, vous obtenez 50% de rabais sur les accessoires sélectionnés seulement. *** Le prix indiqué se rapporte au modèle Riviera. À l'achat d'un spa, vous obtenez 50% de rabais sur les accessoires sélectionnés seulement.+ Règlements disponibles chez les détaillants Club Piscine Super Fitness. Aucun achat requis. Certaines conditions s'appliquent. Voir tous les détails en magasin.

3296576A

3296580

C'est un grand pas vers votre nouvelle maison avec un prêt hypothécaire à

2,75 % **

C'est aussi un grand besoin de conseils avisés selon votre profil d'emprunteur. Car devenir propriétaire implique de faire les meilleurs choix. Voilà pourquoi, chez Desjardins, vous profitez d'un taux avantageux sur votre prêt hypothécaire. Et avec l'Assurance prêt, vous bénéficiez d'une couverture fiable qui vous aidera, vous et vos proches, à acquitter vos obligations financières liées à votre prêt hypothécaire en cas d'épreuves. Parlez-en avec votre conseiller. Vous verrez, faire le grand saut n'aura jamais été aussi facile.

Concours* GAGNEZ VOTRE MAISON ! avec l'Assurance prêt

5 MAISONS À GAGNER

L'Assurance prêt, ça protège et ça rapporte !

Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

www.desjardins.com/habitation

* Produit d'assurance et concours offerts par Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie. Concours destiné aux résidents du Québec seulement. Certaines conditions s'appliquent. Détails disponibles dans les caisses participantes du Québec et sur desjardins.com/habitation. ** Taux actuellement en vigueur pour le prêt hypothécaire à taux variable réduit en raison d'un rabais de 1,2 % l'an durant la première année du terme. Certaines conditions s'appliquent.

3304002A

3304002

POLITIQUE

L'ADQ plutôt mal connue

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC – L'Action démocratique du Québec (ADQ) a encore du pain sur la planche pour faire connaître son orientation sur la question nationale. Plus de la moitié des Québécois ignorent sa position constitutionnelle autonomiste, révèle un sondage de la firme Scor Recherche Marketing, commandé par l'ADQ et dont *La Presse* a obtenu les résultats.

Quelque 59 % des 600 Québécois interrogés affirment n'avoir jamais entendu parler de la position autonomiste de l'ADQ. À l'inverse, 41 % disent la connaître. Ironiquement, la moitié des répondants qui se disent adéquistes ne connaissent pas, même de nom, la politique constitutionnelle de leur parti.

Des signes sont cependant encourageants pour le parti de Mario Dumont alors que s'ouvre aujourd'hui, à Saint-Georges-de-Beauce, son conseil général sur le thème du développement économique et de la sécurité publique. Trois personnes sondées sur quatre se disent en faveur de l'accroissement de l'autonomie du Québec dans la fédération canadienne, comme le préconise l'ADQ. Et tandis que 27 % des répondants se disent « surtout fédéralistes » et 23 % « surtout souverainistes », 38 % préfèrent l'étiquette « autonomiste ».

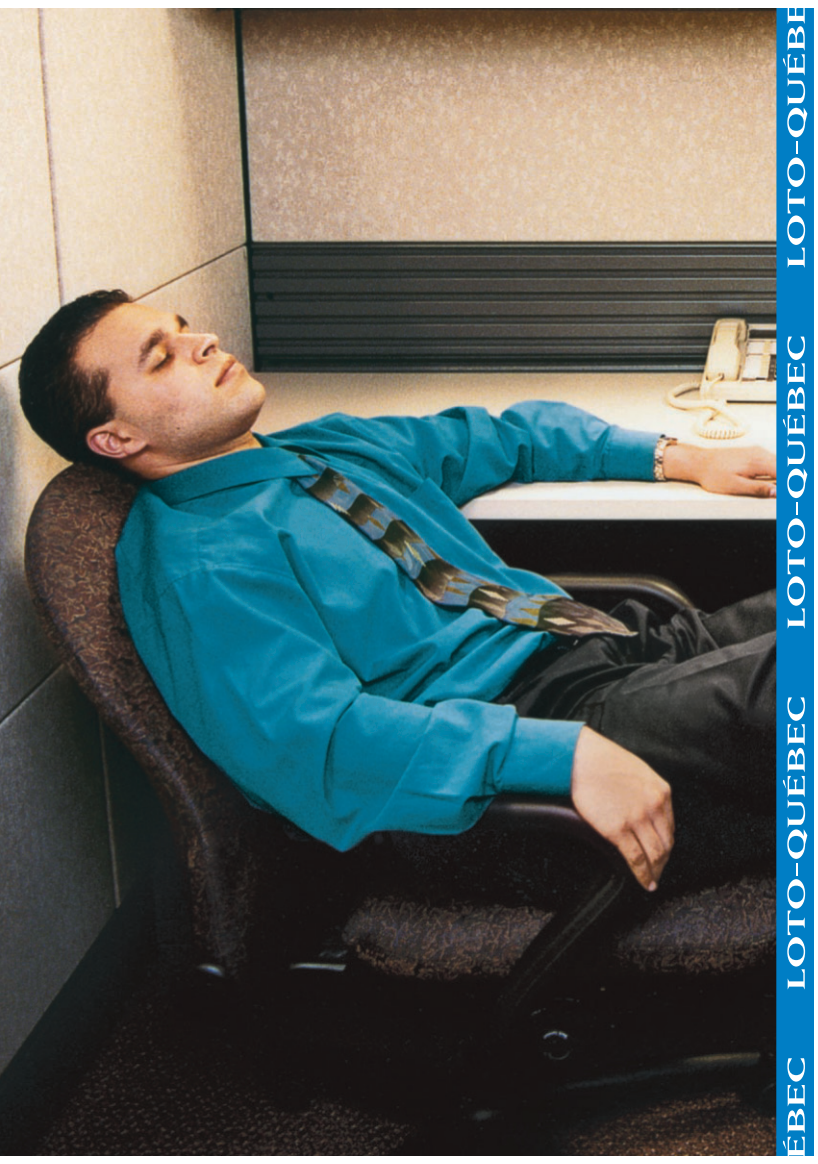
Selon Simon Corneille, de Scor, une « troisième voie s'ouvre au Québec ». Il se demande même si les sondeurs ne devraient pas ajouter l'étiquette autonomiste dans leurs sondages pour refléter davantage cette nouvelle réalité.

« Le potentiel est grand »

Joint par téléphone hier, le chef Mario Dumont s'est dit satisfait des résultats : « On est plutôt contents de voir que notre option s'est installée. Pour nous, les résultats du sondage ne sont quand même pas mauvais compte tenu de la grosseur du haut-parleur qu'on a au quotidien. Le potentiel est grand. »

Selon le sondage, 74 % des personnes interrogées se disent en accord avec une position constitutionnelle qui vise à accroître l'autonomie du Québec au sein du Canada, alors que le quart est en désaccord. « Il reste à l'ADQ à faire le plein de ça », a lancé M. Dumont. L'appui à une autonomie accrue du Québec est plus élevé chez les adéquistes (90 %) et les péquistes (82 %) que chez les libéraux (47 %). Il est également plus important chez les francophones (81 %) que chez les anglophones (44 %).

Environ les trois quarts des personnes sondées se disent favorables à trois mesures contenues dans la politique constitutionnelle de l'ADQ : l'envoi d'une seule déclaration fiscale à Québec (qui doit ensuite verser au fédéral la part qui lui revient), l'exercice de la pleine compétence du Québec en matière de santé et la décentralisation « importante » des pouvoirs fédéraux vers le gouvernement québécois.



* approximatif

18 ans +

www.loto-quebec.com

LOTO QUÉBEC

3312238A

POLITIQUE

Le PLQ paiera les coûts du procès de Thomas Mulcair

C'est finalement le Parti libéral du Québec, et non les contribuables, qui supportera les coûts inhérents au procès en diffamation intenté par le lobbyiste Yves Duhaime contre Thomas Mulcair, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ce dernier avait été condamné à payer 95 000 $ en dommages.

Dans son jugement, le juge André Denis de la Cour supérieure, avait stipulé que cette somme, de même que les frais d'avocats de quelque 60 000 $, devraient être déboursés par l'Assemblée nationale. Au jour limite pour décider s'il allait porter cette décision en appel, le député de Chomedey y a renoncé.

C'est le PLQ qui a décidé de payer la somme de 155 000 $ pour M. Mulcair, comme il l'avait fait antérieurement pour le député Robert Thérien.

Celui-ci avait été réélu, en 1994, contre son adversaire péquiste Monique Simard, mais son élection avait été annulée le 3 mars 1997 pour manoeuvres frauduleuses.

Gilles Normand

N O E S
Croix-Rouge canadienne
Division du Québec
En tout lieu. En tout temps.
1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

ACTUEL TENDANCES

Tous les jours dans LA PRESSE

Dion juge Corbeil peu crédible

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Le ministre fédéral Stéphane Dion balaie du revers de la main les allégations de l'ancien directeur général du Parti libéral du Canada au Québec, Benoît Corbeil, sur les manoeuvres frauduleuses des fédéralistes au référendum de 1995.

« Vous le trouvez crédible, vous ? » a lancé M. Dion, hier, au sujet de Benoît Corbeil, lors d'un point de presse tenu à Québec. M. Corbeil, qui doit bientôt témoigner devant la commission Gomery sur le scandale des commandites, a confié à certains médias plus tôt cette semaine que la stratégie du camp du Non en 1995 visait à prendre tous les moyens pour gagner le référendum, quitte à violer la Loi électorale du Québec.

En outre, l'ancien mandarin du PLC a convenu que la grande manifestation fédéraliste « d'amour », tenue à Montréal quelques jours avant le référendum, avaient coûté très cher et contrevenue à la loi sur les référendums au Québec.

M. Corbeil a même donné raison à l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, à l'effet que des efforts exceptionnels avaient été investis pour s'assurer de « faire sortir le vote ethnique », en accélérant le processus d'attribution de la citoyenneté.

« C'est une version des faits. Il ne confirme rien, il affirme sa version. Il dit que c'est son opinion », a dit M. Dion, en haussant les épaules. « Est-ce que le premier ministre peut nous affirmer qu'il n'était pas au courant de ces stratégies-là basées sur de multiples violations de la Loi électorale du Québec, a lancé le député de Joliette, Jonathan Valois. Optant pour l'esquive, le premier ministre Jean Charest a répliqué que le taux élevé de participation au vote de 1995 (95 %) conférait à l'exercice une légitimité sans faille.

ARTS SPECTACLES
AU-DELÀ DE LA SCÈNE

Tous les jours dans LA PRESSE

PAIEMENT COMPTANT
Nous achetons les bijoux, diamants, montres et tableaux de qualité.
La demande internationale très forte nous permet d'acheter au prix le plus élevé et de payer sur-le-champ. Toutes les transactions sont strictement confidentielles.
Bijoux
Victoriens, Tiffany, Cartier, Van Cleef & Arpels, or, monnaie et platine sous toutes les formes.
Diamants
Toutes les formes et toutes les tailles.
Montres
Rolex, Patek Philippe, Vacheron & Constantin, Cartier, Omega, Le Coultre, etc.
Tableaux
Oeuvres européennes et canadiennes des 19e et 20e siècles, aquarelles, fleurs, paysages, enfants, animaux, scènes arabes, Louis Icart.
3303016
3303018
VENDÔME ARTGOLD 4937, rue Sherbrooke Ouest (514) 484-3515

MONTRÉAL 2005
Fina FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE NATATION
XI CHAMPIONNATS DU MONDE FINA
DU 16 AU 31 JUILLET 2005
Parc Jean-Drapeau
LA PLUS GRANDE COMPÉTITION DE SPORTS AQUATIQUES DE L'ANNÉE SUR LA PLANÈTE.
NATATION | PLONGEON | NAGE SYNCHRONISÉE | WATER-POLO | NAGE EN EAU LIBRE

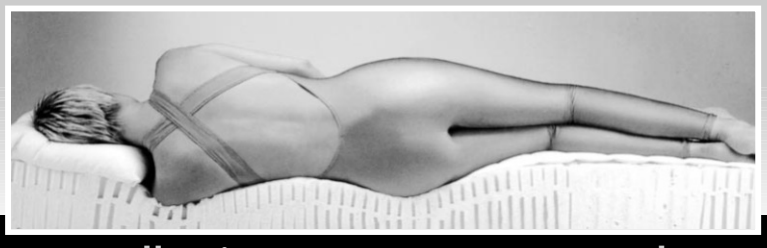
BILLETS À PARTIR DE 20 $*
EN VENTE DÈS MAINTENANT
*Nage en eau libre en admission générale au coût de 10$. Frais de service en sus.
MONTRÉAL 514 790-1245 | AILLEURS 1 800 361-4595 | WWW.MONTREAL2005.ORG
PARTENAIRES OFFICIELS
Yakult Bell OMEGA speedo
PARTENAIRES INSTITUTIONNELS
Montréal Québec Canada
3312186A

« Lignes racées et performances énergiques »
Sylvain Raymond, *Autonet.ca*
PONTIAC WAVE
Moteur 1,6 L DAC, 4 cyl. de 103 HP • Habitacle pour 5 passagers • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 et rabattable • Direction et freins assistés • Chauffe-moteur • Roues de 14 po • Phares antibrouillard • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise
139 $/mois*
Avec comptant de 2 263 $
0 $ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
159 $	1 131 $	0 $
179 $	0 $	0 $

Terme de 60 mois à la location.
Transport de 960 $ et préparation inclus.
OU
0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR 60 MOIS†
PONTIAC BUICK GMC
PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE
3307069A
3311373
GM Canada GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE 5 ANS 100 000 KM SANS FRANCHISE
La Carte GM TD VISA
L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs Wave 2005 (2TD48/R7A). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 60 mois avec ou sans versement initial ou échange équivalent (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 100 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0 % pour un terme de 60 mois sur approbation de crédit de GMAC. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, du mérite étudiant et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.**

UNE OFFRE QUI N'A PAS DE RESSORT.



Collection LATEX 100 % naturel

TAXES INCLUSES • LIVRAISON INCLUSE

Rabais de 300 $*	Rabais de 400 $*	Rabais de 500 $*	Rabais de 600 $*
Format simple	Format double	Format queen	Format king

LA SOLUTION LATEX 100 % NATUREL. Voici enfin un matelas qui épouse compètement les formes du corps, minimise les points de pression et favorise l'alignement naturel du dormeur. En vente maintenant.

NOUVEAUTÉ **LIT ALIZÉ**

Un lit simple qui se transforme en lit king. En vente maintenant

Les meilleurs prix

AU MONDE DU MATELAS

Fabricant détaillant no.1 au Québec

Une entreprise de LITERIE LAURIER Maître Matelassier depuis 1938

MONTRÉAL
375, rue Crémazie Ouest
(Coin avenue Du Parc)
(514) 381-1260

WESTMOUNT
5338, rue Sherbrooke Ouest
(Est autoroute Décarie)
(514) 483-0040

SAINT-LÉONARD
6711, rue Jean-Talon Est
(Près de Corbeil électro.)
(514) 254-2922

LAVAL
1950, boul. Saint-Martin Ouest
(Coin Le Corbusier)
(450) 688-6111

www.aumondedumatelas.com

1 888 MATELAS

Financement disponible
Commandes téléphoniques acceptées

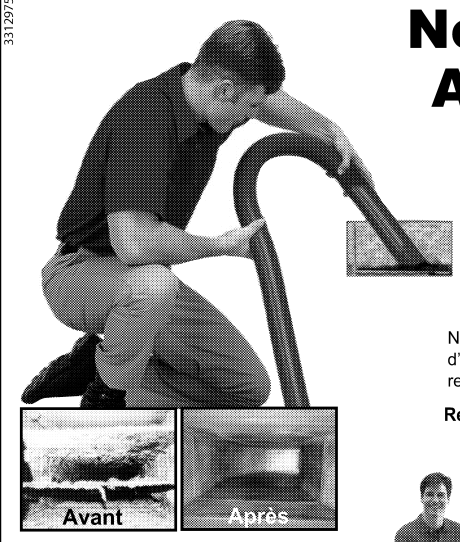
* sur modèle 8 pouces d'épaisseur, 3 zones de confort.

3310952

Hbc SERVICES À DOMICILE @ la Baie

3312975A

Nettoyage de conduits Aucuns frais cachés!



Un seul prix*

Pour système de chauffage simple et système monozone.

189$

- **AUCUNS frais de départ**
- **AUCUNS frais par conduit**
- **AUCUNS frais d'accès**

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie par aspiration les conduits d'aération et de ventilation. Il est muni de filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97 % des irritants en suspension dans l'air

Renseignez-vous au sujet de notre désinfection entièrement naturelle et de notre nettoyage des serpentins et de la soufflerie

Offre valide jusqu'au 30 avril 2005.

Nettoyage de moquettes

15$ par pièce — minimum de 4 pièces*

Rabais de 45 %

Rabais de .: 56$ Notre prix ord.: 116$

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc

514 420-0080

ou

1 800 818-7779

Hbc SERVICES À DOMICILE @ la Baie

- NÉTTOYAGE RESIDENTIAL
- DÉCORATION

QUALITÉ • FIABILITÉ • COMMODITÉ

*Minimum de 4 pièces. Vestibules jusqu'à 10 pi. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix fixé séparément pour les escaliers. Moquette fixe seulement. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé. Frais additionnels pour moquette en laine. Services résidentiels seulement. Services non offerts dans toutes les régions. © 2004. Tous droits réservés. Compagnie de la Baie d'Hudson

www.hbc.com

LE SOLDE

SIGNEZ NISSAN

JUSQU'À 4 MOIS DE CONGÉ*

SENTRA

LOUEZ À PARTIR DE

189$/MOIS†

0$ **DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

X-TRAIL

LOUEZ À PARTIR DE

269$/MOIS†

QUEST

LOUEZ À PARTIR DE

359$/MOIS†

3307990A

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE‡

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS NISSAN ‡‡

*De 1 à 4 mensualités, toutes taxes incluses, sont acquittés pour vous par Nissan Canada et/ou le concessionnaire à la location de certains modèles neufs et de démonstration de voiture Nissan soit a) les 4 premières mensualités d'un terme de 60 mois sont acquittés pour la Quest et le X-Trail 2005. Le premier versement client est exigible a) 120 jours b) 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Un rabais équivalent au coût d'une mensualité basée sur les termes ci-dessus mentionnés (taxes incluses) sera accordé au client désirant un terme moindre. †Location de 60 mois à 189 $ par mois pour la Sentra 1.8 2005 avec boîte de vitesses manuelle (C4UG55 AA00) ou à 209 $ par mois pour la Sentra édition spéciale avec boîte de vitesses manuelle (C4CG55 AA00) avec acompte ou échange équivalent de 4495 $. Location de 48 mois pour la Quest S 2005 (V6RG75 AA00) / Quest 3.5 SE (V6SG75 AA00) telle qu'illustrée mensualité de 359 $ / 579 $ avec acompte ou échange équivalent de 4495 $. Location de 48 mois pour le X-Trail 2005 (T6RG55 AA00) mensualité de 269 $ avec acompte ou échange équivalent de 4595 $. Frais de transport et de pré-livraison compris. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Sur approbation du crédit. ', † **Assistance routière 24 h.** Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger une voiture. Les offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. ‡Chez les concessionnaires participants. ‡‡Seuls les modèles Xterra 2004 et Sentra, Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd. et/ou ses filiales nord-américaines.

3308013

POLITIQUE

CONGÉS PARENTAUX

Patronat et syndicats invités à collaborer

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne, demande au patronat et aux syndicats de faire preuve d'un « bon sens de la collaboration » et de consentir à payer eux-mêmes la facture du régime québécois d'assurance parentale, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2006.

« Les membres des syndicats veulent ce congé parental. Les employés des entreprises québécoises veulent le congé parental. Alors ceux qui parlent en leur nom ne doivent pas perdre de vue la volonté de leurs employés et de leurs membres », a-t-elle affirmé dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Lors de la présentation du budget 2005-2006, jeudi, les syndicats et les entreprises ont vivement réagi au refus du gouvernement Charest de débourser un seul sou pour assurer le financement du régime québécois. Les employés et les employeurs devront subir une hausse de leurs cotisations.

Laministre Courchesne défend le choix de son gouvernement. « Le nouveau régime n'est pas un programme social. C'est une caisse d'assurance autonome. On veut absolument que ce soit la responsabilité des cotisants », a-t-elle expliqué.

Selon la ministre, les coûts supplémentaires que devront supporter les employés et les employeurs « ne seront pas énormes ». En moyenne, un travailleur et son employeur devront débourser chacun 75 cents de plus par semaine qu'à l'heure actuelle.

Les syndicats et les entreprises ne doivent pas, selon elle, contrecarrer la mise en oeuvre du régime québécois. « Je fais appel à leur bon sens de la collaboration pour faire en sorte de bien démarrer ce régime d'assurance », a-t-elle affirmé.

Michelle Courchesne assure que son gouvernement a « tout le contrôle » sur les coûts du régime. Comme le nouveau régime sera plus généreux et plus dispendieux que le programme fédéral actuel, Michelle Courchesne estime qu'il y a un manque à gagner de 183 millions de dollars. Depuis janvier 2005, la facture n'a pas grimpé, a-t-elle martelé. Or, des sources proches du dossier ont affirmé à *La Presse* plus tôt cette semaine que le manque à gagner atteignait maintenant 300 millions de dollars.

Le coût total du régime s'élèvera à 1,79 milliard de dollars en 2006, a confié Michelle Courchesne. En vertu de l'accord final intervenu entre les gouvernements Martin et Charest en mars, Ottawa versera à Québec 737 millions par année. À cette somme s'ajoutent 44 millions qui proviendront des cotisations des travailleurs autonomes, actuellement exclus du programme fédéral. Quelque 115 autres millions seront dégagés par la hausse du revenu maximum assurable, qui passe de 39 000 $ à 57 500 $. Le manque à gagner se chiffre donc à 183 millions, a indiqué la ministre, en précisant qu'aucune variation importante n'était à prévoir. « On utilise des formules scientifiques reconnues », a-t-elle noté.

Avec la création du nouveau régime, Québec réalisera toutefois des économies, plaident les entreprises et les syndicats. Par exemple, le gouvernement verse actuellement 7 millions dans le Programme d'allocation de maternité (PRALMA), qui rembourse aux Québécoises les deux semaines de carence imposées par le fédéral. Pour Michelle Courchesne, il n'est cependant pas question que cette somme serve à financer les congés parentaux. « C'est une économie gouvernementale. Ça va entrer dans les coffres de l'État », a-t-elle dit.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

La ministre Michelle Courchesne espère que le patronat et les syndicats vont consentir à payer eux-mêmes la facture du régime québécois d'assurance parentale, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2006.

LE PROGRAMME

> Le régime québécois d'assurance parentale permettra aux mères de bénéficier d'un congé de 40 semaines, tout en recevant 75 % de leur salaire, ou d'un congé de 50 semaines, à 70 % du salaire pendant les 25 premières semaines et à 55% du salaire pour les 25 semaines suivantes. Les mères pourront partager ce congé avec leur conjoint.

> Les pères disposeront de leur côté d'un congé de paternité non transférable de trois semaines à 75 % de leur salaire ou de cinq semaines à 70 %.

> À l'heure actuelle, Ottawa accorde un congé parental de 50 semaines à 55 % du revenu.

> Le plafond salarial admissible du régime québécois s'élèvera à 53 500 $. Le revenu minimum assurable sera quant à lui de 2000 $.

> Ces dispositions correspondent au contenu de la loi 140, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en mai 2001.

MONDE

Élection et risque de guerre civile au Togo

AGENCE FRANCE-PRESSE

LOMÉ – Le président togolais par intérim Abass Bonfoh a assuré hier que l'élection présidentielle aura bien lieu demain et a limogé son ministre de l'Intérieur, qui avait réclamé, en pleine nuit, la suspension du scrutin face aux risques, selon lui, de « guerre civile ».

« Les forces de l'ordre et de sécurité ont pris les mesures nécessaires pour que l'élection présidentielle se déroule dans le calme et la sérénité. L'ordre public sera maintenu », a affirmé le ministre de la Communication Pitang Tchalla, quelques heures à peine après une conférence de presse impromptue du ministre de l'Intérieur François Esso Boko.

« Le président de la République s'étonne d'une telle déclaration personnelle après toutes les garanties données par le ministre de l'Intérieur sur les préparatifs du scrutin », a encore dit M. Tchalla.

M. Esso Boko, a provoqué un coup de théâtre en convoquant au milieu de la nuit le corps diplomatique et la presse pour demander, outre la suspension de l'élection présidentielle, la mise en place d'une transition avec un premier ministre issu de l'opposition pour apaiser la tension dans le pays à 48 heures du scrutin présidentiel de dimanche.

Il avait justifié cette demande en évoquant, selon des « sources concordantes », des « risques de dérapages sanglants » pendant le scrutin, soulignant que le Togo risquait de « sombrer dans la guerre civile ».

« Pour éviter le pire et le chaos » la classe politique doit « se retrouver » autour de M. Bonfoh « pour envisager une transition politique d'un à deux ans afin de réconcilier le pays », avait-il dit.

Des heurts entre militants du Rassemblement du peuple togolais (RPT, au pouvoir) et de l'opposition ont fait une cinquantaine de blessés, selon les autorités, à Lomé. L'opposition a indiqué qu'un jeune de 18 ans avait été tué.

« Nous ne comprenons pas »

D'autres heurts avaient éclaté mardi à Sokodé, deuxième ville du pays, faisant de nouveaux blessés.

La réaction des autorités togolaises ne s'est pas fait attendre et M. Esso Boko a été destitué dans la matinée, remplacé « provisoirement » par le ministre de la Justice, Katari Foli-Bazi. Le ministre destitué a assuré qu'il avait démissionné aussitôt de son poste après sa conférence de presse.

M. Bonfoh a souligné que M. Esso Boko, officier de gendarmerie, avait fait ces déclarations sans le consulter.

Interrogé hier matin sur une possible arrestation de M. Esso Boko, M. Bonfoh a répondu : « Non, même pas. Nous ne comprenons pas. Nous ne lui avons pas encore parlé. »

Une source proche du gouvernement a toutefois affirmé que M. Esso Boko, qui se déclare tout même proche de Faure Gnassingbé, candidat du pouvoir à l'élection présidentielle, avait « agi en son nom propre ». « Il a voulu faire un coup d'État », a assuré cette source.

L'opposition réclame depuis des semaines le report du scrutin et crie à la fraude dans la révision des listes électorales, effectuée, selon elle, « à la va-vite » sans contrôle véritable.

Harry Olympio, candidat modéré à ce scrutin, a estimé que l'élection ne pouvait plus se tenir.

« C'est une bombe. Le pays est au bord de l'explosion c'est vrai », a déclaré M. Olympio, président du Rassemblement pour le soutien de la démocratie et du développement (RSDD), observant qu'il connaissait M. Esso Boko « comme un démocrate et un homme responsable ».

« C'est un pavé dans la mare. Cette prise de position est très courageuse », a déclaré pour sa part Me Yawovi Agboyibo, le coordinateur de la coalition de l'opposition dont le candidat est Emmanuel Akitani Bob, principal adversaire de Faure Gnassingbé, candidat du pouvoir.

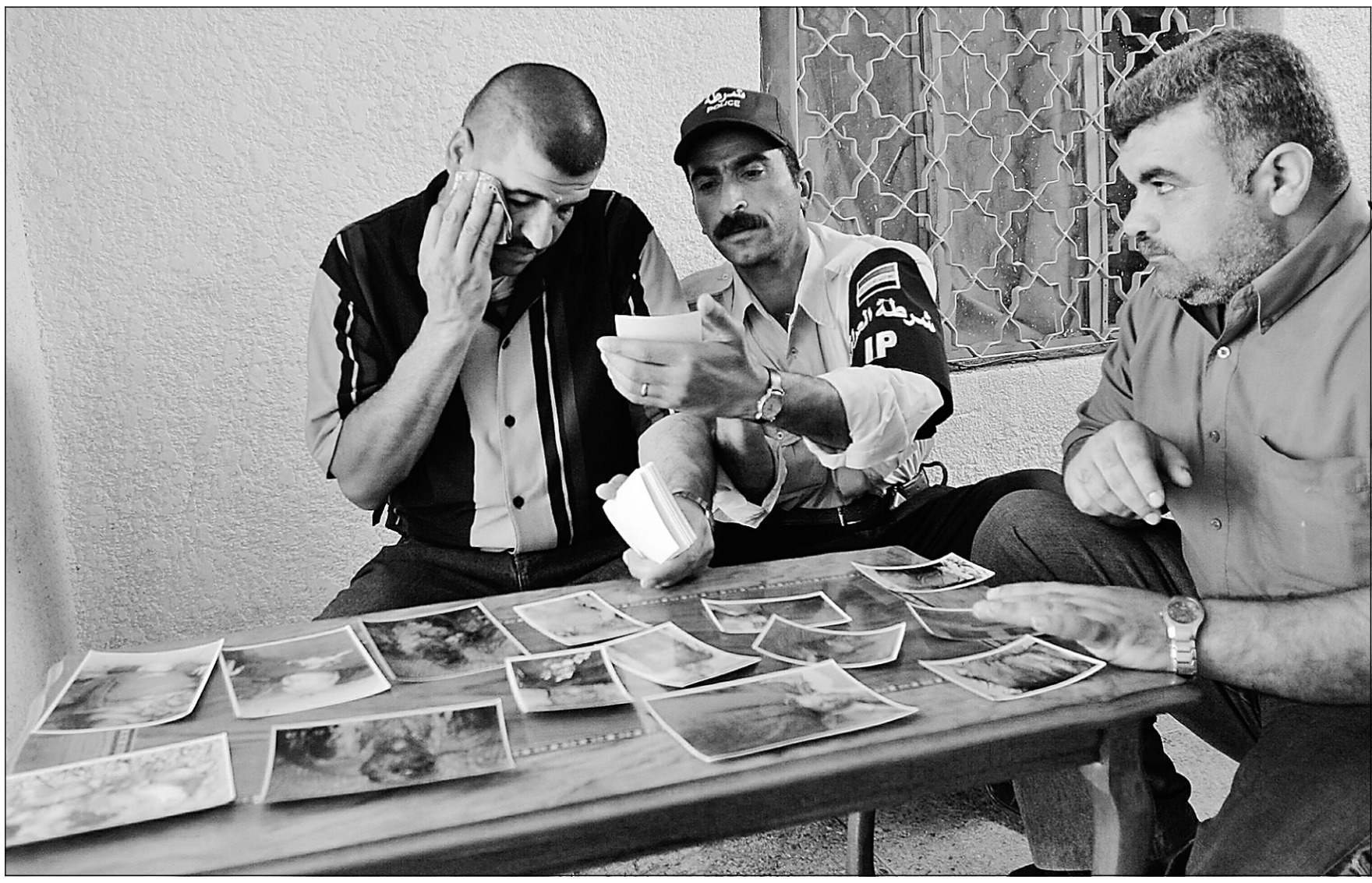


PHOTO KHALID MOHAMMED, AP

Un Irakien cherchait hier à identifier, parmi les photos de cadavres repêchés cette semaine dans le Tigre, près de Madaïen, la dépouille de son frère manquant. Le président irakien, Jalal Talabani, affirme qu'il s'agit des cadavres d'otages exécutés au début de semaine dans la ville, située à une vingtaine de kilomètres au sud de Bagdad.

Attentat meurtrier contre une mosquée chiite à Bagdad

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Un attentat anti-chiite contre une mosquée en pleine prière a fait au moins neuf tués hier en Irak. La mosquée de Bagdad et deux maisons ont été endommagées. « Selon des témoins, un kamikaze était à bord de la voiture, une BMW blanche, mais nous vérifions ces informations », a indiqué le ministère de l'Intérieur.

L'attentat survient alors que les tensions entre chiites et sunnites ont été au centre de prêches dans les mosquées des deux communautés, tempérés par de discrets appels à la concorde.

Ces tensions ont été avivées par l'affaire d'otages chiites à Madaïen au sud de Bagdad, qui auraient été détenus par des insurgés sunnites. Les forces irakiennes sont entrées lundi à Madaïen sans trouver d'otages, mais M. Talabani a relancé l'affaire en affirmant que plus de 50 corps repêchés dans le Tigre étaient ceux d'otages exécutés dans cette ville. D'autres corps ont été découverts depuis, portant le total à 60. Près de Baïji, à 200 km au nord de la capitale, la police irakienne a annoncé une nouvelle découverte macabre, indiquant être tombée sur les corps de 19 soldats criblés de balles abandonnés dans une zone désertique.

« Je suis frustré par le retard pris dans la formation du gouvernement », a déclaré le président kurde Talabani.

« Ils ont été enlevés il y a trois ou quatre jours » à un faux barrage dressé par des rebelles qui ont intercepté leurs minibus, a indiqué le chef de la police locale, Saad Nafous. Deux autres soldats ont été tués pendant l'opération.

Mercredi, 19 soldats avaient été exécutés par des rebelles dans un stade de Haditha, à 260 km au nord-est de Bagdad.

En outre, un directeur de prison a été abattu par des hommes armés à Mossoul, dans le nord du pays, deux soldats irakiens ont été tués par l'explosion d'une bombe au sud de Bagdad et un conseiller du ministère de l'Intérieur, le général Sami Anbaki, a échappé à un attentat dans la capitale, selon des sources sécuritaires.

L'armée américaine a annoncé de son côté qu'un de ses soldats avait été tué par une bombe à Tall Afar, à l'ouest de Mossoul, ce qui porte à 1556 le nombre de GI's morts en Irak depuis l'invasion de 2003.

Cette violence déferle sur un Irak toujours privé de gouvernement.

« Je suis frustré par le retard pris dans la formation du gouvernement », a déclaré le président kurde Talabani après avoir rencontré un groupe de personnalités sunnites arabes réunies au sein du Conseil de dialogue national.

« Il y a des différends concernant l'attribution des postes ministériels et je ne peux pas fixer de date à la formation du cabinet », a-t-il confié, défendant l'idée d'« un gouvernement d'union nationale, comme convenu avec la l'Alliance irakienne unifiée », soutenue par le clergé chiite et majoritaire au Parlement.

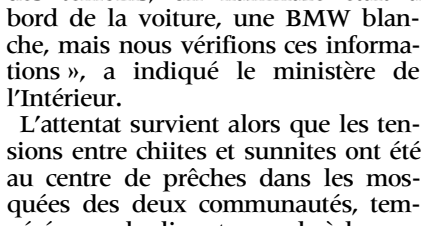
M. Talabani a annoncé son intention de rencontrer un autre groupe sunnite, celui du Nouveau front national, estimant que « si les Arabes sunnites ont des garanties concernant leurs droits, ils ne boycotteront pas le gouvernement ».

Un négociateur de la liste chiite du premier ministre sortant Iyad Allaoui a annoncé que son bloc ne participerait pas au gouvernement à moins d'avoir un poste de vice-premier ministre et quatre portefeuilles ministériels.

Dans le nord kurde, la cession inaugurale du Parlement de la région autonome, élu le 30 janvier, prévue pour demain à Erbil, a été reportée pour des « raisons techniques », a annoncé un membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Talabani). Selon lui, le Parlement se réunira à la fin avril.

Poste d'ambassadeur à l'ONU

Powell montre les dents face à John Bolton



ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

Colin Powell a quitté le département d'État la queue entre les jambes, mais il est loin d'avoir dit son dernier mot. Il vient de rendre la monnaie de sa pièce à l'un des faucons qui lui faisaient la vie dure dans la garde rapprochée de George W. Bush : John Bolton.

On a appris hier que le populaire Powell est intervenu auprès d'au moins deux sénateurs républicains entre les mains de qui repose le sort de la candidature de Bolton au poste d'ambassadeur des États-Unis à l'ONU. Les propos de l'ancien secrétaire d'État n'ont pas été des plus flatteurs. Bolton, qui était l'un de ses subordonnés, a été un employé « brillant, mais très problématique », a-t-il indiqué. Si Powell n'a pas suggéré aux sénateurs de s'opposer à la nomination de Bolton, il leur a cependant fait part de ses préoccupations en long et en large. Il a notamment dit que travailler avec Bolton représentait un défi sur le plan personnel mais aussi pour ce qui est de la politique.

Ce sont des collaborateurs de Powell qui ont révélé ces commentaires à certains quotidiens américains. Il n'aurait offert son avis, a-t-on précisé, qu'après avoir été sollicité par les sénateurs républicains Lincoln Chafee et Chuck Hagel, respectivement du Rhode Island et du Nebraska.

« La bonne personne »

Les propos troublants de Powell ont été diffusés au lendemain d'une sortie du président américain visant à exhorter le Sénat américain à confirmer Bolton au plus vite dans ses fonctions.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, a refusé hier de réagir aux déclarations du prédécesseur de Condoleezza Rice. « Le président a clairement indiqué que John Bolton était la bonne personne au bon moment pour ce poste important, a-t-il déclaré lors d'une rencontre de presse. Le Sénat doit cesser ses jeux politiques et le confirmer. »

Les sénateurs qui ont téléphoné à Powell avaient tous deux déjà émis des doutes quant à la candidature de Bolton. Hier, un porte-parole de Chafee a déclaré que le soutien de ce sénateur modéré à la nomination est « moins probable ». Cela pourrait empêcher le candidat d'accéder à l'ONU.

Rappelons que la commission sénatoriale des Affaires étrangères, dont font partie Hagel et Chafee, doit décider si elle donne le feu vert à la nomination de Bolton. Le Sénat en entier peut ensuite être invité à donner son avis.

Le vote en commission devait avoir lieu cette semaine mais a été repoussé au mois prochain à la suite des tergiversations d'un troisième sénateur républicain qui en fait partie. George Voinovich, de l'Ohio, a dit avoir besoin de plus de temps pour se pencher sur le cas.

Ce revirement inattendu a pris de court la Maison-Blanche et irrité de nombreux républicains. Un groupe conservateur a même commencé à diffuser des pubs radiophoniques en Ohio dans lesquelles on traite Voinovich de « traître ».

Les doutes d'une poignée de sénateurs républicains ont été suscités par les rudes critiques de Bolton à l'égard de l'ONU mais aussi par plusieurs allégations concernant son comportement fort peu diplomate envers ses subalternes. Il a par exemple été accusé d'avoir tenté de se débarrasser de deux analystes du département d'État qui refusaient de cautionner un de ses discours au sujet de l'existence d'un programme d'armes biologiques à Cuba.

Ces derniers jours, l'ancien ambassadeur américain en Corée du Sud, Thomas Hubbard, a aussi communiqué avec la commission sénatoriale des Affaires étrangères. Il dit avoir désapprouvé un discours prononcé par Bolton en Corée du Sud en 2003. Dans cette allocution, le controversé faucon avait traité le leader de la Corée du Nord de « dictateur tyrannique ». Le hic, c'est que, la semaine dernière, Bolton a dit aux sénateurs que Hubbard l'avait remercié pour ce discours ayant soulevé la polémique.

À Washington, le fait que Bolton ait été expédié au département d'État en 2001 pour tenir Powell en bride est un secret de Polichinelle. La tactique a porté ses fruits : le secrétaire d'État, au cours de son mandat, a été supplanté par les faucons. Ces jours-ci, la vengeance est probablement douce au coeur de la colombe.

Corruption «pandémique» au Cambodge

L'ONU a parlé hier de gouvernement autocratique, de démocratie de façade

SYLVIE DUGAS
COLLABORATION SPÉCIALE

PHNOM PENH — La splendeur des temples khmers d'Angkor, au Cambodge, a attiré un million de touristes en 2004, ce qui aurait pu rapporter au Trésor public une somme minimale de 20 millions de dollars américains. Pourtant, le gouvernement cambodgien a déclaré n'avoir collecté que 1,7 million.

« Les sommes manquantes ont été partagées entre les fonctionnaires, le premier ministre Hun Sen et ses amis », affirme Shea Vhannat, présidente du Centre de développement social, ONG cambodgienne vouée à la lutte contre la corruption et la pauvreté.

Le Cambodge se relève difficilement des années de guerre civile et d'instabilité politique qui ont miné son développement. Et pour cause. Son taux de croissance économique est en régression depuis 10 ans en raison notamment d'une corruption endémique, voire « pandémique », selon un récent rapport de l'USAid au Cambodge, corroboré par la Banque mondiale et l'ONG internationale Global Witness. L'ONU a qualifié hier le gouvernement Hun Sen d'autocratique, l'accusant de pratiquer une « démocratie de façade » et d'encourager la corruption qui pénalise particulièrement les ressources forestières du pays. « L'impunité est une gangrène qui défait le tissu social cambodgien et fait le lit de la corruption, endémique dans cette société », a déploré Peter Leuprecht, représentant spécial de l'ONU pour les droits de l'homme au Cambodge, lors de la session annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU tenue à Genève.

Les sommes détournées des coffres de l'État varient entre 300 et 500 millions de dollars américains par année, d'après USAid/Cambodge.

Les sommes détournées des coffres de l'État varient entre 300 et 500 millions de dollars américains par année, d'après USAid/Cambodge. Même les fonds servant à la construction d'infrastructures et les aliments provenant d'institutions internationales font l'objet de subtils détournements. « Malgré l'opacité des comptes publics, la richesse ostentatoire des dirigeants est une preuve flagrante de la corruption », affirme Kek Galabru, présidente de LICADHO, ONG locale vouée à la défense des droits de l'homme. Les chefs d'entreprises locales et étrangères sont régulièrement sollicités, ce qui nuit à la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. Le secteur de la confection vestimentaire, qui génère 80 % des exportations et emploie 220 000 personnes, est particulièrement touché.

« Le montant des taxes est arbitrairement décrété par un collecteur qui se garde un pourcentage, puis en donne à son supérieur et ainsi de suite », raconte un homme d'affaires québécois. Comme c'est la coutume au Cambodge, les personnes occupant des postes rémunérateurs doivent au préalable débourser une rondelette somme pour être promus à leur fonction, laquelle leur donne le droit de s'enrichir à leur tour.

Du simple agent de police jusqu'au premier ministre lui-même, tous les employés de l'appareil d'État sont impliqués dans ces manigances mafieuses. Comme les salaires des fonctionnaires ne dépassent pas 30 $US par mois, l'extorsion devient pour eux un mode de vie.

La corruption étant érigée en système dans ce pays, il existe toutefois une hiérarchie des ministères les plus enclins aux malversations : en haut de la pyramide, on retrouve le ministère des Finances, qui autorise les transferts d'argent aux autres ministères, contrôle les douanes et la taxation, de même que le ministère de l'Agriculture, qui octroie les concessions agricoles et forestières. « Dans ce secteur, il y a apparemment beaucoup de paiements sous la table et je pense que les plus hautes sphères de l'État sont impliqués », a indiqué M. Leuprecht.

Non seulement ces actes de corruption font-ils fuir les investisseurs et sapent les possibilités de développement du pays, mais ils portent préjudice à toute la population. Le pillage des ressources naturelles découlant de l'octroi de concessions forestières à des amis du régime a privé des milliers de paysans de leurs sources de subsistance. « Afin de survivre, des familles vont jusqu'à vendre la virginité de leurs enfants pour 200 $US ! » atteste le député de l'opposition Son Chhay. Conséquence du manque à gagner gouvernemental, les dépenses sociales sont minimes. Les Cambodgiens, dont 40 % vivent avec moins de 1 $ US par jour, doivent ouvrir leurs goussets pour se procurer tous les services dispensés par le secteur public, de la collecte des déchets à la délivrance d'un certificat de naissance, qui peut coûter jusqu'à 50 $US !

Sous les pressions des donateurs internationaux, le premier ministre Hun Sen a promis de limoger les collecteurs de taxe corrompus.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

ITALIE

Nouveau gouvernement

Silvio Berlusconi a été chargé hier soir de former un nouveau gouvernement par le chef de l'État italien Carlo Azeglio Ciampi, au terme d'une semaine de crise politique. Quelques instants après la fin de sa rencontre avec M. Ciampi, M. Berlusconi, au pouvoir depuis sa victoire électorale de 2001, a annoncé qu'il acceptait cette tâche. Il avait démissionné jeudi pour se plier aux exigences de deux partis de sa coalition qui réclamaient une nouvelle équipe et un programme politique remanié pour tirer les conséquences de la déroute des élections régionales des 3 et 4 avril.
d'après AFP

ESPAGNE

Al-Qaeda en procès

Le plus grand procès contre Al-Qaeda jamais tenu en Europe s'est ouvert hier à Madrid, avec la comparution de 24 hommes accusés d'avoir constitué une cellule terroriste active en Espagne, et pour certains d'avoir collaboré aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. La première audience a été consacrée à l'interrogatoire d'un Espagnol converti à l'islam, Luis José Galan, qui s'est déclaré « musulman non violent » et a nié toute appartenance au réseau terroriste d'Oussama ben Laden. Plusieurs accusés sont soupçonnés de liens avec des suspects dans les attentats du 11 mars 2004, les plus meurtriers jamais survenus en Espagne avec 191 morts et 1 900 blessés.
d'après AFP

JAPON

Junichiro Koizumi s'excuse

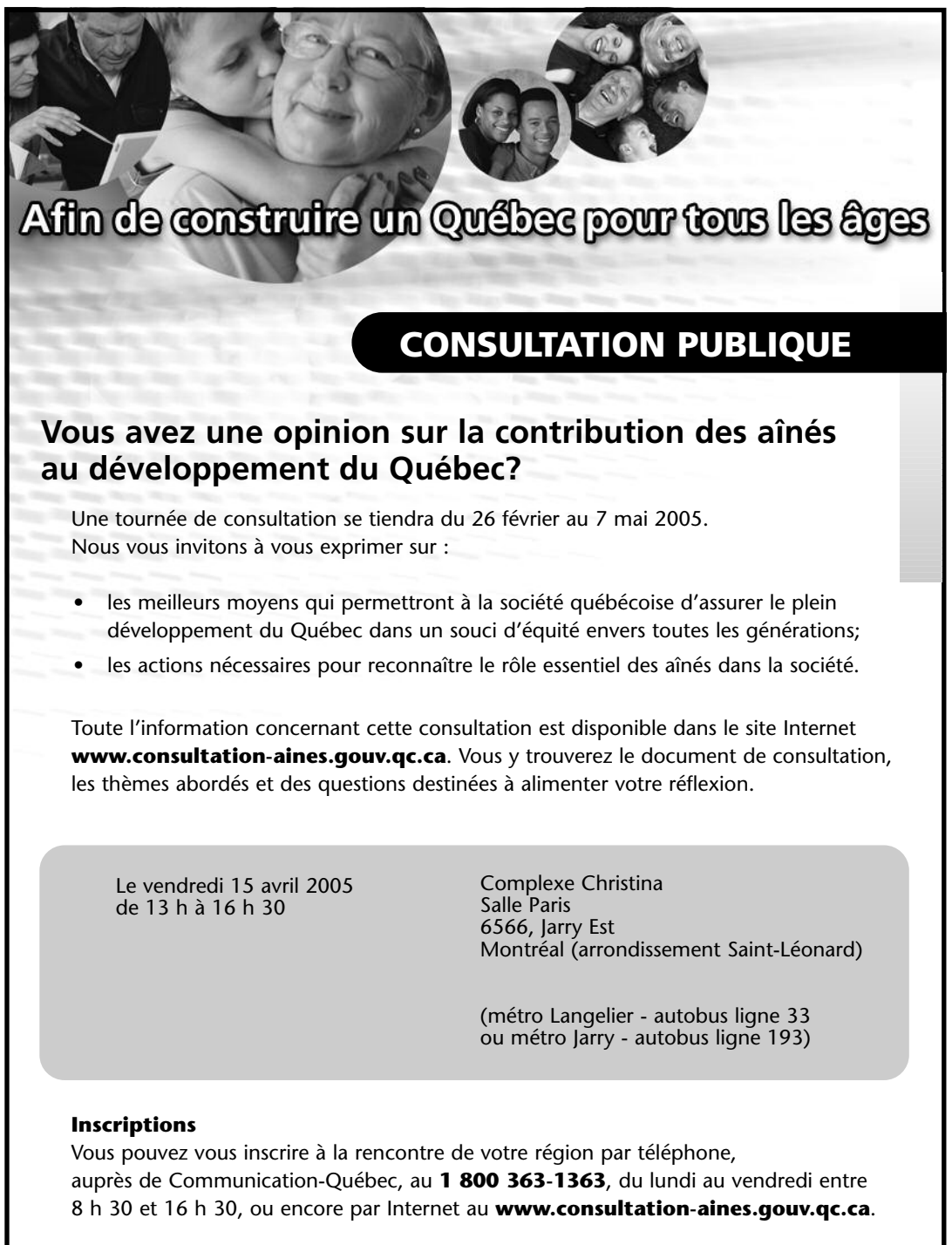
Le premier ministre japonais Junichiro Koizumi a évoqué hier à Jakarta, en Indonésie, le « profond remords » et les « excuses sincères » liées au « souffrances » infligées par le Japon sous l'Empire, sans mentionner explicitement la crise aiguë opposant Tokyo à Pékin. Le dirigeant nippon s'exprimait en face d'une cinquantaine de chefs d'État asiatiques ou africains et du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. De violentes manifestations antijaponaises ont éclaté ces dernières semaines en Chine, après que Pékin eut accusé son voisin de minimiser les atrocités commises par les troupes japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale.
d'après AFP

11 septembre: Moussaoui plaide coupable

AGENCE FRANCE-PRESSE

ALEXANDRIA — Le Français Zacarias Moussaoui, 36 ans, a plaidé coupable hier aux États-Unis à des accusations de complicité dans les attentats du 11 septembre 2001, au risque de précipiter sa condamnation à la peine capitale.

Le détenu a plaidé coupable aux six chefs d'inculpation retenus contre lui, dont quatre sont passibles de la mort : accusations de complot pour commettre un attentat, détourner un avion, détruire un avion et utiliser des armes de destruction massive. Il est aussi accusé de complot pour meurtre et destruction d'une propriété. Tout en reconnaissant être membre d'Al-Qaeda, Moussaoui avait nié jusqu'à présent son implication dans les attentats qui ont fait près de 3000 morts.



CONSULTATION PUBLIQUE

Vous avez une opinion sur la contribution des aînés au développement du Québec?

Une tournée de consultation se tiendra du 26 février au 7 mai 2005.
Nous vous invitons à vous exprimer sur :

- les meilleurs moyens qui permettront à la société québécoise d'assurer le plein développement du Québec dans un souci d'équité envers toutes les générations;
- les actions nécessaires pour reconnaître le rôle essentiel des aînés dans la société.

Toute l'information concernant cette consultation est disponible dans le site Internet **www.consultation-aines.gouv.qc.ca**. Vous y trouverez le document de consultation, les thèmes abordés et des questions destinées à alimenter votre réflexion.

Le vendredi 15 avril 2005
de 13 h à 16 h 30

Complexe Christina
Salle Paris
6566, Jarry Est
Montréal (arrondissement Saint-Léonard)

(métro Langelier - autobus ligne 33
ou métro Jarry - autobus ligne 193)

Inscriptions
Vous pouvez vous inscrire à la rencontre de votre région par téléphone, auprès de Communication-Québec, au **1 800 363-1363**, du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30, ou encore par Internet au **www.consultation-aines.gouv.qc.ca**.

Une sélection aléatoire de 40 personnes sera effectuée parmi toutes les inscriptions reçues pour une même région. Nous communiquerons avec ces personnes.

Dépôt de document
Les personnes qui désirent déposer un document exposant leur point de vue peuvent le faire :
- sur place, juste avant le début des rencontres;
- par Internet, avant le 13 mai 2005, à l'adresse **www.consultation-aines.gouv.qc.ca**, en remplissant le formulaire prévu à cette fin;
- par courrier, avant le 13 mai 2005, à l'adresse :

Secrétariat aux aînés
425, rue Saint-Amable, 6e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1
Téléphone : 1 877 502-4127

Famille, Aînés et Condition féminine
Québec

3306739A 3306741

WWW.GABRIEL.CA

HYUNDAI GABRIEL

ACCENT GS 2005
Y'A DE QUOI aimer Solde printanier
LOUEZ À PARTIR DE 139$*
0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉP. INCLUS.
FINANCEMENT À 0% JUSQU'À 72 MOIS DISPONIBLE **
PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

TIBURON 2005
LOUEZ À PARTIR DE 239$*
0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉP. INCLUS
3 000$ DE RABAIS† avec achat comptant.*

XG350 2005
LOUEZ À PARTIR DE 369$*
0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉP. EN SUS
4 000$ DE RABAIS† avec achat comptant.*

TUCSON
GL 2005 à traction avant
LOUEZ À PARTIR DE 189$*
0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉP. EN SUS.

GARANTIE 5-5-5 5 ans / 100 000 km Globale limitée◊ Assistance routière** Groupe motopropulseur
HYUNDAI Va de l'avant

HYUNDAI GABRIEL
7020, Henri-Bourassa Est
(514) 329.7777

3310175A

*Location 60 mois, 20 000 km / année. Taxes en sus. (Accent, comptant 1595$) et (Elantra, comptant 2295$) transport et préparation inclus. (Sonata, 3595 $), (Tucson, comptant de 2995$), (Tiburon, comptant 2995$), (XG350, comptant 3995$) et (Santa Fe, 2995 $) transport et préparation en sus. Les photos peuvent différer. Frais de location de 350 $ sur tous les modèles en location. 0 $ dépôt de sécurité sur tous les modèles. Voir détails sur place. Sujet à l'approbation de crédit. (1) T.T.P. en sus. † Sur certains modèles à l'achat. ** Financement à 0% jusqu'à 72 mois disponible sur certains modèles. Détails chez le concessionnaire. Offre valide jusqu'au 30 avril 2005.

« La BMW de Série 3 brille au palmarès des 10 meilleures voitures pour une 14e année consécutive. » Car and Driver, janvier 2005

Voici la **BMW 325i édition Exécutive**

À partir de seulement
395$* /mois pendant 39 mois
3,5% Taux de location

Toit ouvrant vitré • Roues en alliage de 17 po
Chaîne audio haute fidélité incluant 10 haut-parleurs
Volant sport en cuir • Sièges chauffants

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, autoroute Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662
(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212
(514) 990-2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

BMW 325i édition Exécutive
www.bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MC

3305510

3303743A

Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW 325i 2005 en inventaire. Le PDSF pour le modèle 325i 2005 BMW de base est de 43 100 $. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de : (i) 395 $, un montant de 6 606 $ est exigé à la signature du contrat de location, (ii) 449 $, un montant de 4 723 $ est exigé à la signature du contrat de location, (ii) 499 $, un montant de 2 886 $ est exigé à la signature du contrat de location (ces montants incluent le dépôt requis, les frais de transport et de préparation, un dépôt de sécurité, l'enregistrement d'une hypothèque mobilière ainsi que la première mensualité). Le taux de location applicable est de 3,5 %. Les frais d'administration du concessionnaire sont facturés selon le concessionnaire et s'ajoutent aux sommes dues à la signature du contrat. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance, les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 26 722 $. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt/la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2005.

Le principe de réalité

ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Dans notre tradition parlementaire, c'est le premier ministre qui décide, seul, du moment du déclenchement des élections. C'est là un pouvoir considérable. Et nous n'exigeons pas de nos premiers ministres que leur choix soit dicté par l'intérêt public.

C'est une évidence qu'à Ottawa, à Québec ou à Toronto, le choix de la date des élections sera fait au terme d'un calcul politique et électoral, essentiellement partisan, pour choisir le moment où le parti au pouvoir aura les meilleures chances de remporter les élections ou de faire des gains électoraux.

Le choix de la date des élections du printemps dernier, par le premier ministre Paul Martin, n'a pas échappé à cette règle. Il était clair qu'on a voulu profiter de l'état d'impréparation du Parti conservateur, avec son nouveau leader, sa fusion mal digérée, son programme encore informe. Cette stratégie, en soi, ne servait pas l'intérêt public puisqu'elle privait les électeurs d'un réel choix démocratique.

Nous sommes maintenant dans une situation unique où ce privilège échappe au premier ministre. C'est le chef conservateur Stephen Harper qui choisira le moment des élections. Peut-on exiger de lui un souci de l'intérêt public que l'on n'exige pas des premiers ministres ?

Il est clair que la décision de renverser bientôt le gouvernement Martin reposera sur des calculs politiques purs. La lecture des sondages montre que les révélations de la commission Gomery ont provoqué un vent de colère qui fournit aux conservateurs l'occasion unique de remporter des élections. Et qu'il n'est pas évident que les chances seront aussi bonnes dans six mois, au moment du dépôt du rapport du juge Gomery, parce que ses conclusions risquent d'être moins dévastatrices pour M. Martin que les rumeurs, les demi-vérités et les règlements de compte qui nourrissent actuellement le débat public. Le Bloc québécois, dont le scandale des commandites est le seul fonds de commerce, fait le même calcul.

Je ne dis pas cela par cynisme, mais pour rappeler la logique même de nos traditions parlementaires. Pour Stephen Harper, l'enjeu le plus important, à l'heure actuelle, ce n'est pas la commission Gomery et la recherche de la vérité, c'est le changement de garde à Ottawa.

Voilà pourquoi l'appel du premier ministre Martin à la télévision jeudi soir avait quelque chose d'illusoire, parce qu'il portait sur un choix qui ne lui appartient plus et qu'il évoquait des arguments, l'intérêt public, qui ne s'appliquent hélas pas en la matière. Et son discours, en ce sens, avait sans doute moins pour objectif de renverser une tendance lourde sur laquelle il a peu de contrôle que de mettre la table pour une campagne électorale sans doute inévitable.

Car sur le fond, le premier ministre a parfaitement raison. Le scandale des commandites est plus qu'un problème libéral, c'est une crise nationale qui ébranle nos valeurs et nos institutions publiques. La meilleure façon de connaître la vérité et d'identifier les responsables, c'est de laisser la commission Gomery terminer ses travaux et de faire ensuite les choix qui s'imposent.

Et il est faux de prétendre, comme le fait l'opposition, que le premier ministre n'a pas l'autorité morale pour mener cette tâche à bien et pour diriger le gouvernement. Paul Martin, dans toute cette affaire, a été parfaitement honorable, il a eu le courage de déclencher cette commission et déployé des efforts convaincants pour que la vérité soit connue, malgré le coût politique, et rien ne permet de douter de son intégrité dans toute cette affaire.

Mais puisque le déclenchement des élections est le fruit d'un calcul politique, d'autres éléments doivent entrer dans l'équation de M. Harper. D'abord, les réticences de l'électorat, sur lesquelles le premier ministre Martin a habilement jouées. Les Canadiens ne sont pas chauds à l'idée d'une élection hâtive et qu'ils voudraient attendre le rapport Gomery. Et s'ils en veulent au Parti libéral, ils en veulent beaucoup moins à M. Martin.

Mais surtout, le fait que les conservateurs et les bloquistes pourront difficilement poursuivre longtemps sur leur lancée. L'indignation factice, les cris, les accusations à l'emporte-pièce ont transformé la Chambre des communes en véritable cirque. Ce ton et ces méthodes seront intolérables en campagne électorale. D'autant plus qu'on ne voit pas comment la commission Gomery pourrait poursuivre ses travaux pendant la campagne et ainsi alimenter la machine à rumeurs. Tant et si bien qu'il sera difficile pour ces partis d'étayer jour après jour l'argumentaire qui aura justifié le renversement du gouvernement, soit la responsabilité personnelle de Paul Martin.

Pour revenir à nos traditions parlementaires et électorales, une autre règle non dite veut que les premiers ministres qui abusent de leur privilège de choisir le moment des élections peuvent être punis par l'électorat. La règle s'applique aussi à M. Harper.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

PLANÈTE

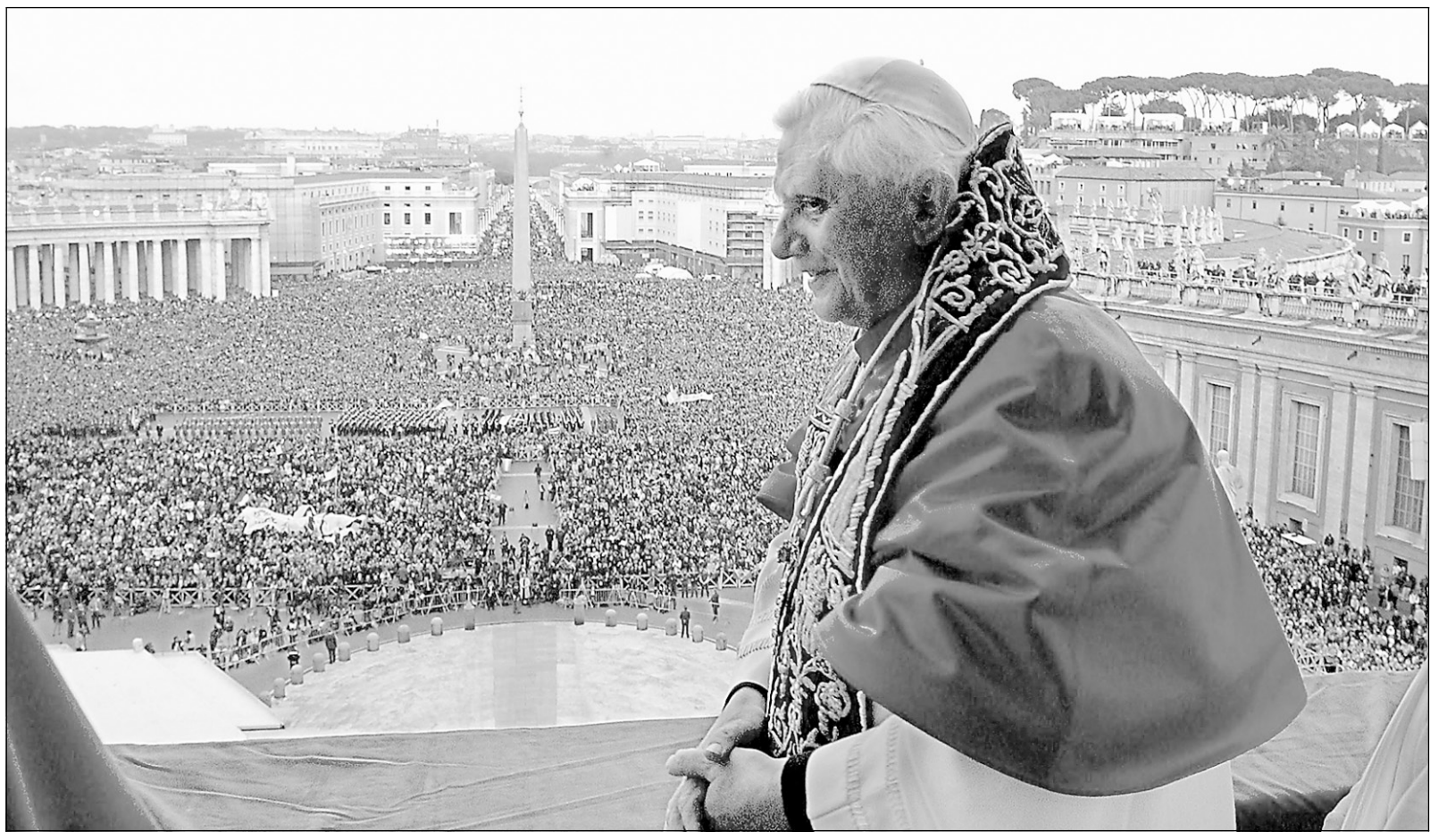


PHOTO AP©

Benoît XVI s'est adressé à la foule réunie place Saint-Pierre, à Rome, quelques minutes après son élection.

Au diable les mécontents !

« L'Église craint tellement de perdre des croyants qu'elle semble ne plus s'intéresser à ses fidèles disciples »

ROD DREHER

L'auteur est éditorialiste au Dallas Morning News.

Dimanche dernier, ma femme et moi avons eu une discussion douloureuse qui nous a gardés éveillés tard. Pour la toute première fois, nous avons envisagé la possibilité de quitter l'Église catholique romaine.

Le problème n'est pas la doctrine de Rome à laquelle nous adhérons pleinement ; le problème est que Rome est loin, très loin de Dallas. Nous affirmons notre foi catholique et elle nous tient à coeur, mais elle semble ne jamais être prêchée ou célébrée de façon dynamique et entière dans notre paroisse.

Quand on entre dans une église par ici, si ce n'était de l'enseigne à l'entrée, on aurait peine à deviner qu'on se trouve dans une église catholique. Les signes du catholicisme — les statues, l'encens, les ostensoirs — sont soit discrets soit carrément absents. L'homélie n'est rien d'autre qu'une thérapie pour la bourgeoisie égocentrique — *Sancta Oprah, ora pro nobis* — et on ne sait pas pourquoi les autres gens présents à la messe avec nous sont là ; il y a une éternité que le prêtre leur a demandé de prendre position pour quelque chose.

Ce qui a mené à cet état de crise est que ma femme et moi avons pris conscience que nous avons de jeunes enfants à élever dans la foi chrétienne et que nous en avons donc pour 20 ans à traverser le désert du catholicisme américain. L'église locale ne nous sera d'aucune aide, si elle n'est pas notre pire ennemie. Nous n'envisageons pas le protestantisme ; nous avons décidé de considérer l'Église orthodoxe.

Deux jours plus tard, Benoît XVI s'est avancé sur la loggia qui surplombe la place Saint-Pierre. Pour ma famille, c'était comme si le soleil avait finalement dissipé les nuages de l'optimisme irréaliste de Jean-Paul.

Comme Jean-Paul, Benoît croit en la vérité inébranlable et libératrice de la foi catholique. À la différence de Jean-Paul, il possède une volonté de fer et il est prêt à agir, même si cela le fait détester de certains.

Les critiques habituels se sont déjà fait entendre en Amérique du Nord et en Europe. « Comment cet ultraconservateur pourra-t-il amener l'Église dans la modernité ? demandent-ils. Que fera-t-il pour que les catholiques modernes cessent de déserter l'Église ? »

Les Églises qui progressent

Quelle bande d'enfants narcissiques ! Les Églises libérales de l'Ouest se meurent. Partout dans le monde, ce sont les Églises traditionnelles et conservatrices qui gagnent des adeptes. Si vous croyez que libéraliser l'Église catholique va ramener les catholiques à la messe, allez faire un tour aux Pays-Bas, comme je le fais souvent. On y trouve l'Église catholique la plus libérale au monde — mais pas davantage de catholiques, ce qui n'arrange pas les rêveurs modernistes. Vous avez eu votre chance, baby-boomers, et vous l'avez gâchée.

Du reste, il n'y a rien de plus réactionnaire dans notre société que le besoin incessant d'être moderne. À quoi aurait ressemblé un catholicisme « moderne » en Allemagne quand le pape Benoît était enfant et que le fascisme semblait la voie du futur ? Si vous ne croyez en rien d'autre qu'en l'air du temps, vous accepterez n'importe quelle idée bête ou même dangereuse, pourvu qu'elle soit populaire.

Je ne crois pas que Benoît pourra empêcher ceux qui ne voient plus de sens dans la foi catholique de quitter l'Église. C'est parfait : si vous doutez du catholicisme, pourquoi être catholique ? Il s'attend à ce que l'Église de l'avenir soit plus petite, mais plus engagée. Les catholiques qui ne prennent pas le catholicisme au sérieux s'en iront ; ceux qui savent ce qu'est la foi et qui veulent vraiment être des catholiques resteront.

Je trouve beaucoup de force dans cette vision intransigeante. Le nouveau pape croit qu'il est extrêmement important que l'Église offre la clarté, la cohérence et la sainteté, sans se soucier des mécontents. C'est ce que les catholiques désespérés comme ma femme et moi avons besoin d'entendre. Nous en avons soupé d'une Église dont les prêtres craignent tellement de perdre des croyants qu'ils semblent ne plus s'intéresser à leurs fidèles disciples.

Nous étions à la veille de quitter l'Église catholique avec amertume, pour le bien de la foi de nos enfants. Maintenant, nous marquons une pause ; Dieu a donné un espoir sérieux aux catholiques sérieux. Nous attendons de voir si Benoît a le courage de faire quelque chose devant la crise qui secoue l'Église. Rome est encore très loin de Dallas.

HUMEUR

ÉRIC MARTIN au sujet du climat politique au Québec

La rebuffade des adversaires du bien commun

L'auteur est étudiant à l'UQAM, membre de l'Union des forces progressistes et a été porte-parole lors de la grève étudiante.

À entendre le « fiscaliste » Yvon Cyrenne (« L'apogée de la go-gauche », *La Presse*, samedi 16 avril 2005), le Québec serait, depuis quelques semaines, sous la botte d'une invasion « socialiste à outrance » orchestrée par les étudiants, les fonctionnaires et les groupes de gauche. On pardonnerait facilement la caricature si ce n'était qu'elle procède d'une inversion totale de la réalité.

C'est, à la vérité, le cartel des idéologues néolibéraux qui occupe toutes les tribunes politiques, académiques et médiatiques d'ici. Ce n'est un secret pour personne, la tendance chez nos élites est au démantèlement de l'État. On se défait des mécanismes qui permettent la redistribution de la richesse en réduisant les impôts, on réduit les dépenses sociales et on augmente l'influence du secteur privé au seul bénéfice des mieux nantis, des propriétaires et des patrons. Faut-il s'étonner ensuite de voir la résistance s'organiser ?

Sur la première ligne de défense, les étudiants du Québec qui refusent de se voir imposer le modèle ontarien ou américain, où les études sont de moins en moins accessibles aux plus pauvres, au nom de la fatalité économique ou de l'état prétendument précaire des finances publiques.

Les étudiants du Québec ne sont pas les mieux traités du monde. Le financement de l'éducation publique ne cesse de régresser depuis 15 ans, et on a mis la hache dans le régime de prêts et bourses pour réaliser des économies de bouts de chandelles. Paradoxalement, le Québec n'a jamais été aussi riche, son PIB ayant augmenté de 34,2 % entre 1993 et 2003. Et l'on voudrait nous faire croire que nos demandes sont excessives ?

Pire encore, en voulant réduire la part du financement public en éducation pour décharger les coûts sur les individus et leur famille, on remet en question l'accessibilité à l'éducation pour tous.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE©

Éric Martin

Yvon Cyrenne ne s'en inquiète pas trop et préfère s'occuper de l'état des routes en attendant les baisses d'impôts qui viendront rogner encore les mécanismes de redistribution de la richesse qui permettaient jadis de corriger les inégalités criantes et d'assurer l'égalité des chances pour tous.

Devant la montée de la résistance populaire au gouvernement Charest, Yvon Cyrenne se questionne sur ce qu'il restera pour le contribuable « opprimé » une fois que la gauche québécoise aura fait battre en retraite les tenants du tout marché et du démantèlement de l'État. On serait tenté de lui répondre cette phrase de l'économiste italien Riccardo Petrella : « Une société qui, enfin, reconnaît l'autre »...

FORUM

Des élections hivernales ?

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Qu'est-ce qui a bien pu pousser Paul Martin à clore son petit discours à la nation par une allusion au fait que son père a « servi dans quatre gouvernements libéraux » et que lui-même a « pratiquement vécu dans ce parlement » pendant toute sa jeunesse ? On comprend que pour lui, ces souvenirs familiaux sont importants, mais enfin, qu'est-ce que cela a à voir avec la conjoncture présente ? Voulait-il dire qu'il ne faut pas le déloger du parlement et que la famille Martin aurait un droit héréditaire à un poste parlementaire ?

Mais quand on y pense, ce couplet sentimental était bien dans le ton de ce discours en forme de supplique. Comme un enseignant incapable de ramener l'ordre dans sa classe et qui en appelle désespérément au directeur, M. Martin, débordé par la cohue parlementaire et affolé à l'idée de voir son gouvernement renversé, appelait le bon peuple à l'aide.

Sa performance était, techniquement, excellente : bon débit, gestes mesurés, le regard droit vers la caméra. Ses arguments étaient parfaitement sensés. Mais il y avait quelque chose de pitoyable dans ce plaidoyer de naufragé. Or, la pitié est bien le dernier sentiment qu'un premier ministre devrait inspirer.

////////////////////////

L'argument central de M. Martin, pour retarder la tenue d'élections, est très solide — et d'ailleurs conforme à ce que souhaite la majorité de l'électorat. Avant d'aller aux urnes, il faut attendre le rapport du juge Gomery, qui seul pourra faire la part des choses et déterminer les responsabilités.

M. Martin a raison sur ce point. Ce n'est pas à partir d'une flopée de témoignages contradictoires, la plupart venant de personnages qui veulent sauver leur peau et dont la crédibilité est loin d'être assurée, que l'on devrait juger le Parti libéral. Mais deux secondes après, voilà M. Martin qui se lance dans une autre de ces promesses folichonnes qui va en quelque sorte détruire son argumentation. Il s'engage à déclencher des élections dans les 30 jours suivant la publication du rapport final de la Commission.

Soyons sérieux. Le juge Gomery a jusqu'à la fin décembre (disons, plus vraisemblablement, jusqu'à la veille du congé de Noël) pour produire son rapport, et compte tenu de la masse de documents qu'il aura devant lui, il serait étonnant qu'il n'utilise pas tout le temps qui lui est alloué. Un rapport, donc, vers le 20 décembre... et des élections à cheval sur janvier et février, alors que l'hiver menace chaque jour de bloquer les routes et les aéroports ? Allons donc !

Le danger, c'est que cet étalage de linge sale finisse par faire croire aux gens qu'il est immoral de militer pour un parti politique.

Depuis 1867, il y a eu 38 élections générales au Canada. Une seule a eu lieu en janvier (en 1874 !) et seulement deux en février : en 1887 et en 1980, après le renversement du gouvernement Clark.

On en déduit que M. Martin ne cherche qu'à gagner du temps. Les élections seraient inévitablement reportées en mars 2006, ce qui laisserait au gouvernement trois beaux mois pour se relever de l'impact du rapport Gomery.

////////////////////////

Parlant de témoignages sujets à caution, celui de l'ancien directeur général de la section québécoise du PLC, Benoît Corbeil, est un modèle du genre. Piloté par Me Guy Bertrand, un avocat brillant mais passé maître dans l'art de faire des coups d'éclat politiques, M. Corbeil a lancé au moins une accusation fantaisiste.

Des avocats ayant travaillé gratuitement pour la campagne libérale, dit-il, auraient été nommés juges en remerciement pour services rendus. Quand on a longtemps couvert la politique, il y a de quoi s'étouffer en entendant cela.

De tout temps, au provincial comme au fédéral, sous les gouvernements conservateurs, péquistes ou libéraux, des avocats bien branchés sur le parti au pouvoir ont eu une longueur d'avance quand il s'agissait de combler un poste à la magistrature. Cela n'a jamais été spécifique aux libéraux.

Il y a 40 ans, toutes les nominations étaient politiques, point à la ligne. Mais au cours des dernières décennies, tant au fédéral qu'au provincial, la part d'arbitraire a été considérablement réduite.

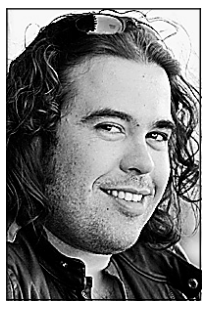
La liste des candidats éligibles est dressée par un comité qui comprend des représentants du Barreau et de la magistrature, à partir d'une série de critères objectifs. Il est donc faux de prétendre qu'il suffit d'avoir travaillé comme conseiller juridique dans une circonscription ou au siège social d'un parti politique pour accéder au banc.

Cela ne veut pas dire que le reste des allégations de M. Corbeil est faux. On verra avec le temps — en fait, c'est le rapport Gomery qui devrait départager le faux du vrai. Mais le danger, c'est que cet étalage de linge sale finisse par faire croire aux gens qu'il est en quelque sorte immoral de militer pour un parti politique.

Place à la différence !

« Y'a rien comme le dérangement pour faire avancer les choses »

MARTIN DESCHAMPS



Rockeur bien connu, l'auteur a assisté à la demande de La Presse à la première du film Le Survenant.

Je m'attendais à tout et à rien en me rendant au théâtre Maisonneuve pour la première du long métrage *Le Survenant*. Je dis à tout et à rien car c'est vrai qu'on ne sait plus trop à quoi on aura affaire lorsqu'on nous plonge dans une autre époque. C'est souvent facile de se perdre en cours de route.

Eh bien ! j'aurai assisté à un film de grande envergure ! Les images sont d'une telle force ! Les interprètes toujours à la hauteur ! Et le propos quand même bien dérangeant. En quittant mon siège après la projection, j'ai dû me rendre à l'évidence : le Québec du début du siècle venait d'essuyer un revers... Sa fermeture d'esprit m'a carrément monté au nez. J'ai beau essayer de me faire à l'idée, de me transposer un siècle en arrière, de me mettre dans la peau d'un pauvre diable qui n'a jamais rien vu d'autre que son patelin... Rien à faire : j'ai beaucoup de mal à digérer le lourd esprit de clocher qui a longtemps plané sur notre coin de pays.

Il y a ceux qui se marginalisent pour provoquer et ceux qui n'ont jamais choisi leur état. Mais que l'on se tourne vers les premiers ou vers les seconds, il y a toujours quelque chose à apprendre.

Avec beaucoup de mystère et d'inconnu dans son bagage, l'étranger représentait à l'époque une menace pour les individus. Et l'attitude à prendre semblait malheureusement la même pour tout un chacun : tourner le dos à ce qui n'était pas de coutume. En d'autres mots, fallait se tenir loin de ceux qui brisaient les conventions.

Pas de place pour la divergence, la diversité, la différence... Appelez ça comme vous voulez.

Pourtant, *Le Survenant* nous présente un « grand dieu des routes » qui a tellement à partager. Sa liberté et son audace ? — celle d'aller au bout de ses rêves, de ses pulsions ? — font de lui un être à part, un être drôlement captivant. Sa fougue et sa passion pour l'aventure devraient le rendre unique aux yeux de plusieurs. Mais ça ne suffit pas. Au contraire. Son indépendance et son vagabondage scandalisent. Feu vert à l'intolérance !

« Je pense à mon sort »

Alors c'est plus fort que moi, je me prends à imaginer mon sort dans un monde où la marginalité n'aurait pas eu sa place comme aujourd'hui — et nous savons tous qu'il y a encore du chemin à faire. Vous me voyez venir... Je pense à tous ceux qui n'auront jamais pu se faire accepter pour avoir été trop à l'écart de la norme. Des gens qui, à leurs dépens, auront tout de même brassé la cage aux frileux ; y'a rien comme le dérangement pour faire avancer les choses. Je me le suis souvent répété.

C'est pas facile quand le physique contribue à lui seul à élever des barrières. Pendant que le personnage de Jean-Nicolas Verreault dérange les conventions, la boiteuse Angelina (Anick Lemay) ne l'a également pas facile de son côté. On voit bien que la maladie l'a isolée dans son monde. Sa « différence » à elle ne lui permet pas de croire au bonheur et la fait renoncer à plaire. Elle s'accommode de sa solitude. Et moi je trouve ça triste.

Faut pas se le cacher : le refus de la différence, ça se passe dans les deux sens. En étant différent contre son gré, il y a un foutu travail intérieur à faire avant de s'accepter et de vivre pleinement. Faut se faire confiance et apprendre à s'aimer... Tout un défi ! Personnellement, mon plus grand *hit* aura été de changer le regard des gens. Fallait que ma passion pour la musique et mon côté bon vivant prennent le dessus sur la pitié. Après tout, je suis un rockeur en plein contrôle de mes moyens !

Anick Lemay

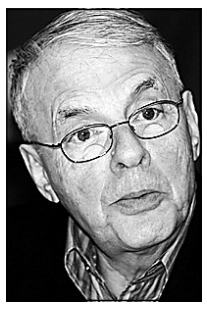
Autant il y a ceux qui se marginalisent pour provoquer, autant il y a ceux qui n'ont jamais choisi leur état. Mais que l'on se tourne vers les premiers ou vers les seconds, il y a toujours quelque chose à aller chercher, quelque chose à apprendre. Pas de doute que nous aurions tous avantage à accepter de côtoyer de plus près cette marginalité qui fait peur. Faut arrêter de se complaire dans notre fermeture d'esprit !

Ma fille Lou va avoir deux ans très bientôt. Y'a pas longtemps, elle a saisi que son papa était différent des autres. Une jambe au lieu de deux, ça se voit ! N'empêche, j'espère qu'elle me regardera toujours de la même façon, qu'elle saura toujours me « défendre » vis-à-vis des regards insistants de ses amis ? tout comme je la défendrai aussi. Mais le plus beau, c'est qu'elle aura la chance de grandir dans un monde où le refus laisse de plus en plus la place à l'acceptation. Et ça me rend heureux.

Deux destins tragiques

Jacques Voyer et sa femme Francyne étaient des êtres d'exception

GUY FOURNIER



L'auteur est écrivain.

Lundi, 18 avril, vers 9 h, ma femme Maryse, qui franchit le pont Champlain tous les matins pour aller au travail, me téléphone pour pester contre l'embouteillage qui la fera se pointer très tard au travail. En fin de journée, nous apprenons, consternés, que la cause de cet interminable bouchon est un accident dans lequel notre ami, le psychiatre Jacques Voyer, a perdu la vie et sa femme Francyne a été grièvement blessée. Mais on ne craignait pas pour sa vie, précisaient les dernières nouvelles.

C'est à peine si j'ai fermé l'oeil durant la nuit qui suivit. Je revivais l'un après l'autre les moments passés avec Jacques et Francyne, mais, surtout, je n'arrivais pas à croire que des destins puissent être aussi tragiques que les leurs.

En 1969, alors que Francyne voyageait en France avec son mari et ses deux fillettes, celui-ci perdit le contrôle de la voiture qui s'écrasa contre un platane. Il fut tué sur le coup, les filles furent blessées et Francyne s'en sortit affreusement mutilée, tous les os broyés. Après un long séjour à l'hôpital, elle fut rapatriée à Montréal pour entrer à l'Institut de réadaptation. C'est là qu'elle rencontra pour la première fois Jacques Voyer, laissé tétraplégique à la suite d'un malheureux plongeon dans une piscine. Il devait, des années plus tard et après d'étonnants détours de la vie, devenir son amoureux.

Comment Francyne pourrait-elle survivre encore une fois à la mort violente de son homme ? Comment, surtout, trouverait-elle le courage de remettre en mouvement un corps qui n'avait jamais cessé de la faire souffrir depuis son premier accident ? Je sais que c'est indécent de l'écrire, que c'est très inconvenant pour Nathalie et Pascale qui n'ont plus leur mère, mais quand on m'a téléphoné très tôt mardi matin pour m'apprendre que Francyne avait succombé à ses blessures, j'étais soulagé.

Un inestimable cadeau

Jamais je n'ai invité Jacques et Francyne à la maison sans convier aussi d'autres amis. En général, des amis qui les rencontraient pour la première fois. Quel inestimable cadeau je leur faisais de les mettre en présence de ces êtres d'exception ! Tous téléphonaient dès le lendemain ou le surlendemain pour dire qu'ils avaient reçu par la seule et brève compagnie de Jacques et de Francyne une leçon de vie et de courage qu'ils n'oublieraient pas de sitôt.

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Le Dr Jacques Voyer

Même s'il était gourmand, Jacques avait tout le mal du monde à manger et à boire. Il fallait lui découper ses aliments en petites bouchées, lui attacher littéralement une cuillère à la main et installer un verre entre son pouce et ses doigts quasi inertes. Malgré cela, presque jamais de mouvement d'impatience ou de saute d'humeur devant son impuissance. Jacques se faisait attentif à tous, plus pressé de connaître l'opinion des autres que de donner la sienne, observant tout un chacun avec acuité mais ne portant pas de jugement. Pour juger, il avait toujours besoin d'en savoir plus. Ah si tous les psychiatres avaient sa perception et son écoute !

Un soir de confidence, en août dernier, après un long dîner où nous avions beaucoup ri, pendant que Jacques s'installait dans sa fourgonnette comme un cosmonaute dans une capsule spatiale, je lui redisais pour la nième fois à quel point je trouvais exemplaire qu'il ait, malgré sa tétraplégie, fait médecine et psychiatrie et, surtout, qu'il exerce sa profession avec la même discipline et la même ardeur que s'il était comme vous et moi. Ceux qui ont lu son autobiographie (*Que Freud me pardonne...*) savent qu'après un abattement profond durant lequel il a appelé la mort de toutes les forces qui lui restaient, Jacques avait choisi de vivre et de ne plus jamais regarder en arrière. Le courage de vivre lui était redevenu tout naturel.

« Si toutes les routes sont fermées, me dit-il ce soir-là, et qu'il ne te reste qu'un sentier, si impraticable soit-il, que te reste-t-il à faire, sinon l'emprunter ! »

Nous savons tous qu'il y a une autre hypothèse : passer le reste de sa vie d'une manière végétative aux crochets des siens et de la société.

Avant de partir avec Francyne, il me raconta l'histoire de Franz Rosenzweig, écrivain et ami de Freud. Par suite d'une blessure de guerre, Rosenzweig avait été victime de la sclérose latérale amyotrophique. Il passa les huit dernières années de sa vie étendu dans un grand fauteuil, la tête accrochée à des courroies de cuir. Le seul muscle qu'il pouvait activer était celui d'un oeil. On lui construisit exprès une machine à écrire munie d'un clavier immense, et pour « dicter », de son seul oeil vivant, il fixait l'une après l'autre les lettres du clavier dont sa femme pressait les touches. Il « écrivit » ainsi une traduction de la Bible et entretint une abondante correspondance. C'est en pensant à Rosenzweig que dans une lettre à un neurologue de Harvard, Freud écrivit : « Le moral m'a toujours semblé aller de soi ! »

Quelques jours ont passé depuis cet épouvantable accident sur le pont Champlain et je me demande aujourd'hui si j'ai eu raison d'espérer que Francyne n'en réchappe pas. N'avait-elle pas, comme Jacques, démontré que nous trouvons toujours devant les pires malheurs des ressources que nous ne soupçonnons même pas, que seule la mort est irréparable ?

Que Freud, Jacques et Francyne me pardonnent...

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAL

À l'école des fous

kgagnon@lapresse.ca
KATIA GAGNON

Le film commence. On est à la polyvalente St-Henri. En guise d'introduction au visionnement d'un film d'archives sur leur quartier, une enseignante demande aux élèves de sa classe de parler de l'image de Saint-Henri et de leur école. La réponse vient net, fret, sec. « Ici, c'est l'école des fous », lance l'un d'eux. Ces « fous », ce sont les élèves en difficulté. Ils sont au coeur de l'actuelle négociation avec les enseignants. Et ce n'est pas pour rien : ils représentent un enjeu crucial pour l'avenir de l'école québécoise.

Les deux films tournés par l'ONF dans des écoles particulièrement dures de Montréal nous montrent crûment la face la plus sombre du problème. Un laboratoire de misère, où être prof est soit une vocation, soit un enfer quotidien. Bien évidemment, les écoles Pierre-Dupuy et Saint-Henri ne ressemblent pas à l'école montréalaise moyenne. Mais même l'école moyenne a amorcé, depuis un certain temps, une glissade vers le bas.

Récemment, un enseignant qui a travaillé toute sa vie au secteur public nous faisait part de son déchirant dilemme personnel. Par principe, il a toujours refusé d'envoyer ses enfants à l'école privée. Or, lorsque son fils a fait le saut au secondaire, il s'est retrouvé dans une classe hors de contrôle, où un « régime disciplinaire spécial » a dû être instauré pour 20 élèves sur 31, une façon polie de dire que les deux-tiers de la classe étaient des élèves qui présentaient des problèmes. De gros problèmes.

« Dès mon arrivée, le premier jour, un élève a crié : wow ! Elle a un ostie de beau cul celle-là », raconte une enseignante dans un ouvrage à paraître du psychologue Égide Royer.

////////////////////////

Pour toutes sortes de raisons, les élèves en difficulté sont de plus en plus nombreux dans les classes. Le privé attire les élèves doués mais laisse de côté ces cas difficiles. La société a changé : les parents ont relâché leur discipline, de plus en plus de familles sont dirigées par une seule personne — une femme, le plus souvent débordée. Sans redoublement, plusieurs élèves accumulent d'importants retards scolaires. Et surtout, depuis plus de 20 ans, le Québec a voulu intégrer ces enfants dans les écoles pour tous. Aujourd'hui, les deux tiers d'entre eux évoluent dans des classes ordinaires. Qui sont-ils ? Des handicapés physiques. Des déficients mentaux. Des élèves dysphasiques. Des élèves affligés de troubles de comportement : certains d'entre eux sont irascibles et explosent à la moindre frustration. D'autres sont apathiques, dépressifs, suicidaires.

En 1994, 11 % des enfants étaient classés « en difficulté », le terme générique qui recoupe toutes ces réalités. Dix ans plus tard, ils forment 15 % des effectifs scolaires. Mais, dans la réalité, les directions d'école, les commissions scolaires et les enseignants s'entendent pour dire qu'ils sont encore plus nombreux. Des spécialistes chevronnés évoquent sans broncher le chiffre de 20 %. Il y a donc plus d'enfants en difficulté et ils constituent également des cas plus lourds : parlez-en à n'importe quel psychologue scolaire d'expérience. Hospitalisations psychiatriques. Drogues de synthèse. Des jeunes durs, très durs avec leurs profs. « Dès mon arrivée, le premier jour, un élève a crié : wow ! Elle a un *ostie* de beau cul celle-là », raconte une enseignante dans un ouvrage à paraître du psychologue Égide Royer.

Donc, il y a un problème. Tout le monde le reconnaît. Même le ministère de l'Éducation, qui plaide qu'il a réinvesti d'importantes sommes dans ce secteur depuis cinq ans. C'est vrai. Mais le nouveau personnel — souvent précaire — n'est venu que compenser les importantes diminutions de la fin des années 90, conséquences de l'atteinte déficit zéro. Le résultat, c'est que malgré le demi-milliard qu'on consacre annuellement aux élèves en difficulté, on manque encore cruellement de ressources professionnelles dans les écoles. À la Commission scolaire de Montréal, par exemple, une école de 1000 élèves ne peut compter sur les services d'un psychologue qu'une journée par semaine.

////////////////////////

Que faire ? C'est là que les avis divergent. Et que ce problème bien concret est soudainement vicié par l'atmosphère de profonde méfiance qui empoisonne les relations entre les syndicats d'enseignants et leurs employeurs, une suspicion qui va bien au-delà du traditionnel jeu de chat et de souris patronal-syndical.

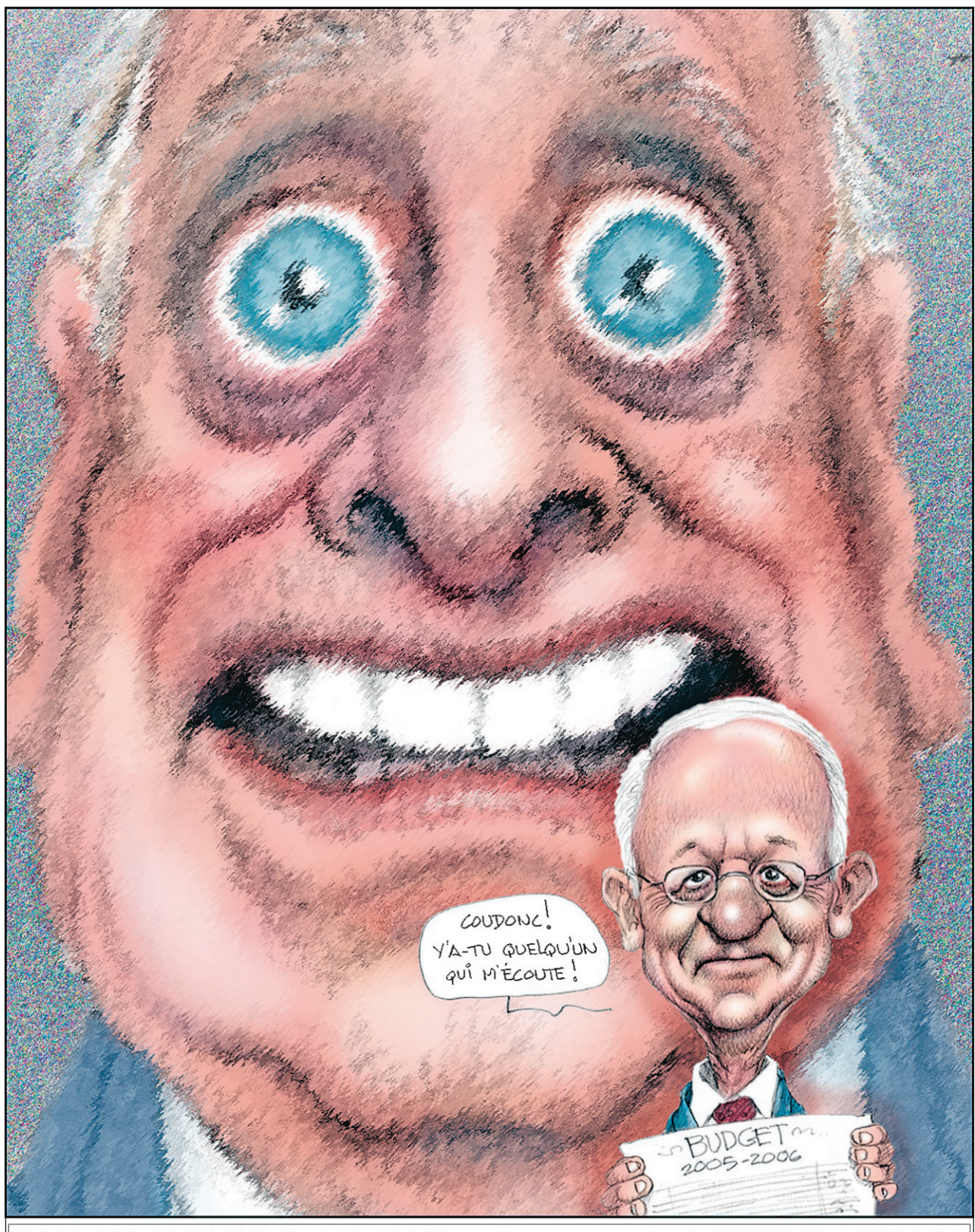
Examinons le portrait. Dans les dernières années, les profs ont été ballottés de tout bord tout côté. Ils ont vu débarquer ces élèves en difficulté dans leurs classes. On leur a imposé une réforme à laquelle ils ne croient pas nécessairement, sans les former adéquatement. Résultat : le personnel scolaire est excédé et réclame maintenant que la question des élèves en difficulté fasse l'objet d'importants amendements aux conventions collectives, qui coûteraient environ un demi-milliard. Pour eux, le recours à la convention est une façon de garantir des services aux enfants en difficulté.

Les commissions scolaires, de leur côté, reconnaissent le problème, mais ne veulent pas s'enchaîner à la convention. Chaque école doit pouvoir aborder la question des élèves en difficulté de façon autonome, en respectant les besoins de son milieu, disent-elles. Dans certaines écoles, comme Pierre-Dupuy, on a tenté d'aider certains élèves durs en les impliquant dans des activités parascolaires. À d'autres endroits, ce sont des « agents de milieu », qui font le lien entre la famille et l'école. En théorie, les commissions scolaires ont raison : à plusieurs égards, la convention collective est un outil beaucoup trop lourd car le problème des élèves en difficulté n'a pas de solution uniforme.

En pratique, compte tenu du climat qui règne dans plusieurs écoles, on ne peut pas simplement s'en remettre à la collaboration de tous. Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les négos, il faut une solution de compromis. Le ministère de l'Éducation pourrait s'engager à augmenter de façon substantielle les budgets dévolus aux élèves en difficulté. Les commissions scolaires, quant à elle, devraient créer une enveloppe fermée, consacrée exclusivement à ce poste budgétaire, sur laquelle elles s'engageraient à rendre des comptes année après année.

Ce problème bien concret est vicié par l'atmosphère de profonde méfiance qui empoisonne les relations entre les syndicats d'enseignants et leurs employeurs.

Et une partie de ces budgets devrait servir à aider les enseignants eux-mêmes. Quand vient le temps d'affronter des élèves difficiles, les professeurs sont très mal préparés et adoptent souvent des comportements très autoritaires qui amplifient la situation. Une bonne partie des problèmes posés par les élèves en difficulté ne se réglera pas nécessairement dans le bureau du psychologue, mais dans la classe même, avec un prof plus solide et mieux armé. « Ce n'est pas de l'enseignement, c'est de la survie », lance une jeune prof dans un des films tournés par l'ONF. C'est à ce cercle vicieux, épuisant pour le prof et stérile pour les élèves, qu'il faut mettre fin.



LES GRANDS PORTRAITS — MICHEL AUDET

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Machiavel et les commandites

En 1513, accusé d'avoir comploté contre les Medicis, Machiavel est exilé de Florence. Il commence alors la rédaction du *Prince* et le soir, pour se délasser, il se promène dans la campagne toscane avec l'aîné de ses fils.

Le fils : « Si j'étais le prince d'une ville imaginaire et que le peuple murmurait contre le détournement de fonds au profit de mon entourage, je confierais à une assemblée de sages la mission de faire la lumière. »

Machiavel : « Dites-moi mon fils comment vous est venue une si folle idée ? »

Le fils : « Depuis les temps les plus reculés, le peuple se méfie de son prince et le prince de son peuple. Le prince briserait un peu cette méfiance séculaire s'il accordait foi aux murmures du peuple et était prêt à examiner si désordre il y a, dans quelque recoin de son vaste palais. Le peuple alors lui vouerait une grande reconnaissance. »

Machiavel : « C'est là un raisonnement qui vous honore mon fils, mais qui doit davantage à votre éducation religieuse qu'à votre connaissance de la réalité politique. Dans l'église, on honore un Saint-Martin qui a partagé son manteau avec plus pauvre que lui. En politique, on renie le prince qui a soulevé un pan de son manteau et laissé apercevoir une plaie à vif. La plaie qu'on soupçonne sous le manteau du Prince est chose bénigne ; la même plaie, si le manteau s'entrouvre, devient mortelle. Le Prince qui veut durer prend soin de se vêtir d'un ample manteau de mensonges et jamais il ne demande à une assemblée de sages d'en examiner les coutures. Le prince avisé sait que faire la lumière sur les fautes de son entourage pour calmer les murmures du peuple ne sert qu'à changer ces murmures en vociférations et à fournir à ses ennemis des armes pour le renverser.

Rentrons mon fils et allons retrouver votre mère si candide qui ne pense qu'à son jardin depuis que les complots politiques nous ont chassés de Florence. »

Chantal Perrault
Frelighsburg

Le jupon dépasse

Alors selon André Pratte (re. éditorial du 22 avril), il faudrait laisser les libéraux au pouvoir quelques mois de plus car il reste encore une petite chance pour qu'on ne prouve pas hors de tout doute la culpabilité de Paul Martin ! C'est un comble ! Bon sang, que vous faut-il pour admettre qu'un changement de régime à Ottawa serait une bonne chose ? Ne voyez-vous pas que tout ce que cherchent les libéraux, c'est de gagner du temps ? Et Paul Martin s'était montré bien pressé de déclencher des élections en juin 2004 avant que la commission Gomery n'entende ses premiers témoins. Vous ne trouvez pas que votre jupon dépasse un peu trop, M Pratte ?

Jean-Pierre Deslandes

La magouille

Ce qui me choque le plus, c'est le fait que le Parti conservateur profite de la situation pour aller chercher le pouvoir et qu'il critique ce qui arrive avec la commission Gomery. Mais, je suis convaincu que si nous faisions des recherches au niveau du financement du Parti conservateur au cours des années Mulroney, nous y trouverions des gestes semblables à ceux révélés devant la commission. La magouille existe depuis que l'homme existe.

Christian Poirier

APPEL À TOUS

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Un appel aux Shriners

Le conseil d'administration des Shriners a recommandé mercredi le déménagement de l'hôpital de cette organisation de Montréal à London. Pour les jeunes patients québécois de cet hôpital spécialisé en soins orthopédiques, pour le système de santé du Québec et pour Montréal, ce déménagement constituerait une perte inestimable.

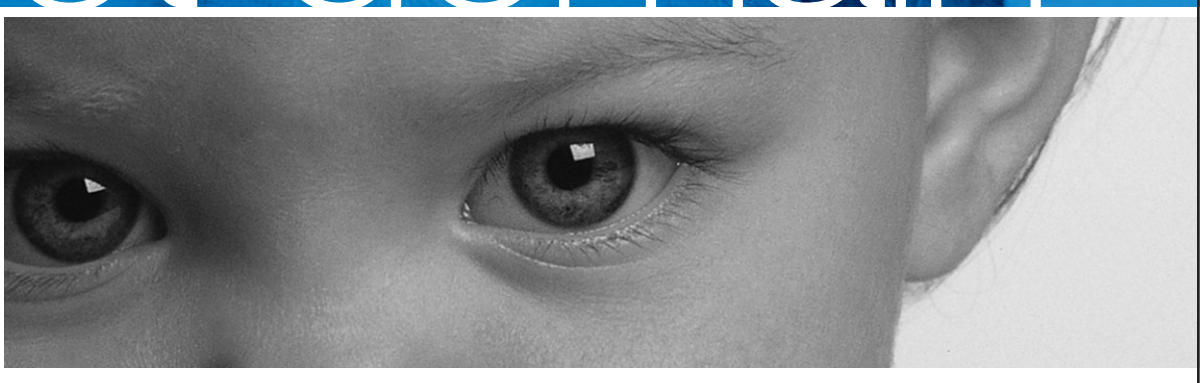
Les Québécois doivent se mobilier pour garder l'hôpital des Shriners à Montréal. C'est pourquoi nous vous invitons à nous faire parvenir une courte lettre adressée aux Shriners les invitant à reconsidérer leur décision.

Nous publierons ces lettres au cours des prochains jours.

Notre adresse : forum@lapresse.ca .

André Pratte
Éditorialiste en chef

Parce qu'il faut concilier aujourd'hui et demain



Tout en maintenant le cap sur les priorités des Québécois, par un soutien renouvelé à la santé, à l'éducation et à la famille, le Budget 2005-2006 encourage aussi la création de la richesse par une série de nouvelles mesures.

- Nouvelle déduction de 500 $ pour les travailleuses et les travailleurs
- Jusqu'à 1 000 $ de plus par année pour les aidants naturels qui prennent soin d'un proche handicapé
- Gratuité complète des médicaments pour les personnes de 65 ans et plus recevant la prestation maximale du supplément de revenu garanti

---

- 1,3 milliard de dollars investis annuellement dans la réfection et le renouvellement du réseau routier d'ici 2007-2008
- Taux d'imposition des PME réduit à 8,5 %
- Baisse de plus de 50 % de la taxe sur le capital, d'ici 2009, pour soutenir l'emploi et l'investissement
- Maintien du déficit zéro

Pour une prospérité durable

C'est votre budget. Consultez-le.
www.gouv.qc.ca

Québec

3312203A

Lock-out au collège Notre-Dame-de-Lourdes

CAROLINE TOUZIN

À deux mois de la fin de l'année scolaire, la direction de l'école secondaire privée Notre-Dame-de-Lourdes a imposé un lock-out, hier à la fin des cours, aux 49 enseignants de l'établissement de Longueuil. C'est 800 élèves qui ont dû rentrer à la maison sans savoir quand ils pourront regagner leur salle de classe.

À 13h15, cinq minutes avant que la cloche annonçant la fin des cours ne retentisse, un message diffusé à l'interphone avisait tout le personnel et les élèves de la décision de la direction. « Plusieurs enfants se sont mis à pleurer. Ils aiment leur école et leurs enseignants, raconte l'enseignante de français en deuxième secondaire Maryse Girard. Moi, j'ai été escortée par des gardiens de sécurité embauchés par la direction jusqu'à la salle des professeurs. Ils étaient là pour me faire sortir de la classe. »

Sur le site Internet de l'école, un message de la direction adressé aux parents est apparu en après-midi. « Nous sommes dans une impasse, nous devons régler le problème. Après avoir exploré toutes les avenues possibles, nous avons dû prendre une décision. C'est donc sans gaieté de coeur que nous devons vous informer d'un arrêt de nos services d'enseignement à compter de ce vendredi 22 avril à 13h30 pour une période indéterminée. » La direction n'a pas rappelé *La Presse*, en fin de journée hier, pour donner davantage de précisions.

La direction et les enseignants négocient une nouvelle convention collective depuis deux ans. Depuis septembre, un conciliateur a été nommé dans le dossier. Les 49 enseignants, dont le syndicat est affilié à la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec (CSN), refusent d'augmenter leurs heures de travail (53 heures par cycle de 15 jours, actuellement). Mercredi dernier, la direction a fait une « offre finale » qui comprend une augmentation de sept heures de travail par cycle. De plus, selon cette offre, l'accès à un poste permanent devient plus difficile. Jeudi soir, les enseignants ont rejeté cette proposition à l'unanimité.

« On est très surpris d'être mis en lock-out. On n'a jamais voulu affecter les enfants », a affirmé à *La Presse* Maryse Girard, aussi porte-parole du syndicat.

La surprise est d'autant plus grande chez les parents. « J'espère être tenue informée. J'ai sorti ma fille de l'école publique pour qu'elle soit mieux encadrée au privé », a expliqué à *La Presse* Patricia Keroack, mère d'une adolescente en deuxième secondaire.

Au début de l'année scolaire, Mme Keroack a déboursé quelque 3500 $ en droits de scolarité, livres et uniforme pour que sa fille puisse étudier à Notre-Dame-de-Lourdes.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, on dit suivre la situation de près. « Si cela menace l'année scolaire des élèves, on va intervenir », explique son attaché de presse, Stéphane Gosselin. Contrairement aux écoles publiques, les écoles privées négocient elles-mêmes la convention collective avec leurs employés. En mai 1999, les élèves de l'école secondaire privée Saint-Sacrement de Terrebonne ont manqué leurs cours durant trois semaines en raison d'un lock-out.

Bell Mobilité

Auteuil
Entreprise Yaco enrg.
5330, boul. des Laurentides
(450) 628-9366

Dorval
J.D. Mobilité
10925, chemin
Côte-de-Liesse
(514) 422-0511

Granby
Bell Mobilité
590, boul. Boivin
(450) 378-3618

Hull
Action Solutions
Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
(819) 777-0999

Joliette
Boutique du téléphone
127, boul. St-Charles-Borromée N.
(450) 752-5030

Lachine
CBCI Telecom inc.
2409, 46e Avenue
(514) 422-3334

Lafontaine
Cosat
2121, boul. Labelle
(450) 431-5122

Laval
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey (120)
(450) 687-4000

Longueuil
Cellcom
650, place Trans-Canada
(450) 463-7777

Triacom
2771, boul.
Jacques-Cartier Est
(450) 928-2244

Montréal
ABCO Telecom inc.
8900, rue Lajeunesse
(514) 389-8900

CelluMTL
Complexe Desjardins
(514) 282-3388

Citécell
5450, rue Saint-Patrick Suite 101
(514) 762-2000

Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
(514) 485-5222

Salaberry-de-Valleyfield
Librairies Boyer ltée
10, rue Nicholson
(450) 373-6211

Sherbrooke
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
(819) 563-0406

St-Eustache
Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
(450) 974-7444

Terrebonne
Her-Comm
1729, chemin Gascon
(450) 964-7777

Aussi offert dans les magasins Espace Bell et détaillants autorisés:

FUTURE SHOP · LA CENTRALE TELEPHONIQUE · Dumoulin · STÉRÉO PLUS · SONXPLUS

Une question, plusieurs réponses.

Le service 10-4 est un cellulaire avec fonction *walkie-talkie*, qui vous permet de parler simultanément avec plusieurs personnes, sans aucuns frais d'interurbain au Canada(1).
À l'achat de chaque appareil, vous en recevez un autre gratuitement(2).
Avec le forfait Famille, partagez votre forfait mobilité et obtenez :

- Service 10-4 illimité, messages textes illimités et appels locaux illimités entre les membres(3)
- Pas de frais cachés

20 $ par mois par membre additionnel les 3 premiers mois(4)

L'offre prend fin le 30 juin 2005; réservée aux nouvelles activations du service 10-4 sur un forfait Tout-en-un. Services et options offerts sur certains appareils dans la zone de couverture 1X de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Prix/offre sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Frais d'itinérance et taxes en sus. Des frais pour l'Internet Mobile peuvent s'appliquer afin d'activer l'option 10-4. Photos à titre indicatif. Jusqu'à épuisement des stocks. D'autres conditions s'appliquent. (1) Entre abonnés à l'option 10-4 de Bell Mobilité. (2) Sujet à un engagement de 3 ans pour chaque membre (max. 5) sur le même compte forfait Famille avec un forfait Tout-en-un, et option 10-4 sur le compte principal. (3) S'applique aux appels locaux faits entre les membres durant le terme de l'engagement, dans la zone de couverture de Bell Mobilité, sinon des frais d'interurbain et d'itinérance peuvent s'appliquer. (4) Le tarif alors courant (maintenant 30 $ par mois par membre additionnel) s'applique par la suite.

www.bell.ca/10-4 **1 866 371-9749** Magasins **Espace Bell** et **Bell Mobilité**.

Bell

Et bien simple.MC

3303770

3303764A

ACTUALITÉS

La peine capitale est maintenue contre le tireur embusqué

ASSOCIATED PRESS

RICHMOND, Virginie — La Cour suprême de la Virginie a confirmé hier les verdicts de culpabilité pour meurtre prononcés contre John Allen Muhammad, le tireur embusqué qui, avec un complice, a terrorisé la région de Washington en octobre 2002. La Cour a aussi maintenu la peine capitale qui a été requise à son endroit.

Ce qui a été décrit par la Cour comme un « stratagème cruel de terreur » avait coûté la vie à 10 personnes dans les environs de la capitale américaine à l'automne de 2002. Le tribunal a rejeté les arguments voulant que Muhammad ne puisse pas être condamné à mort parce qu'il n'est pas celui qui a pressé la détente. Le tribunal a également rejeté les allégations selon lesquelles la loi antiterrorisme jugée est inconstitutionnelle parce que trop vague.

BEAUTÉ
à la baie
LANCÔME
PARIS

Mon cadeau
AVEC ACHAT

Avec tout achat de 35 $* ou plus de produits Lancôme, recevez ce fantastique cadeau dans votre choix de couleurs préférées.

ROUGE SENSATION
rouge à lèvres multisensations

COLOUR DOSE
base et ombre crème

HYPNÔSE
mascara volume sur mesure

BODY DÉLISSE
lait corps hydratant, toucher sublime immédiat, 60 ml

PRIMORDIALE OPTIMUM
soin correcteur performance visible, 15 ml

TROUSSE POUR SOURCILS
jeu de trois accessoires avec miroir

POCHETTE À COSMÉTIQUES

* Avant les taxes. En vigueur jusqu'au 8 mai 2005 ou tant qu'il y en aura. Un cadeau par personne. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale.

NOUVEAU

RÉNERGIE MICROLIFT^MC
SOIN ACTIF REMODELANT

Le visage est remodelé...
Défiez les lois de la gravité! Fort d'une technologie exclusive, Rénérgie MicroLift renferme des milliers de microlifteurs qui forment un réseau redresseur et tenseur. En quatre semaines, les rides sont lissées et les contours du visage semblent visiblement plus jeunes.

50 g, 90 $

lancôme

la Baie
encore plus

10 % de rabais sur vos achats* de la journée dans les magasins de la famille Hbc, à l'ouverture d'un compte Hbc.
*Sur approbation de crédit seulement. Des exceptions s'appliquent. Précisions auprès d'un associé.

3308888A 3312307

EN BREF

Lajeunesse introuvable

La Sûreté du Québec est toujours sans nouvelle de Sébastien Lajeunesse, 22 ans, disparu mercredi soir lors d'une excursion en canot sur le lac des Deux-Montagnes, à l'ouest de Montréal. Les recherches entreprises jusqu'à maintenant n'ont rien donné. Il a notamment été impossible aux plongeurs de la SQ d'entreprendre un travail de ratissage dans les eaux du lac, la visibilité étant nulle partout. De plus aucun indice n'a pu être fourni quant à l'endroit où le jeune homme aurait sombré, après qu'eut chaviré l'embarcation dans laquelle il se trouvait en compagnie d'un ami. Âgé de 21 ans, le compagnon d'infortune du disparu a été retrouvé jeudi matin et conduit à l'hôpital, souffrant d'hypothermie. Presse Canadienne

13 ans de prison pour un conjuré

Un Britannique complice de Richard Reid a été condamné vendredi à Londres à 13 ans de prison pour avoir projeté de faire exploser un avion de ligne dans ce qui aurait été une double attaque simultanée, trois mois après les attentats du 11 septembre 2001. En prononçant la peine, le juge Adrian Bruce Fulford a souligné qu'il avait pris en compte le fait que Saajid Badat, 25 ans, avait finalement changé d'avis et fait savoir en décembre 2001 à ses commanditaires qu'il se retirait du projet. « En décembre 2001, vous présentiez un très grand danger pour le public. En avril 2005, ce n'est plus le cas », a déclaré le juge. « Le complot (de Reid et Badat) visait à faire exploser deux avions de ligne au dessus de l'Atlantique. S'ils avaient réussi, les pertes en vie humaines auraient été considérables, quelques mois seulement après les attentats sur New York » et Washington le 11 septembre 2001, a souligné hier le procureur Richard Horwell.
Agence France-Presse

Nouveau système d'énergie propre

L'Île-du-Prince-Édouard testera un nouveau système d'énergie propre qui utilise la puissance éolienne pour produire du carburant à hydrogène. La province, avec Ottawa et au moins un autre partenaire, annoncera la création d'un village à hydrogène près de la communauté de Tignish, à l'extrême est de l'île. Pusieurs tests seront effectués pour déterminer si l'hydrogène peut être utilisé comme combustible et comme source d'électricité. On tentera, en outre, de faire fonctionner avec ce nouveau carburant des voitures et des bateaux de pêche. L'objectif final est de concevoir des maisons alimentées uniquement à l'hydrogène. Presse Canadienne

Condamnés à 10 ans et libérés deux ans après

Meir Mariani et Lee Cochrane, deux individus condamnés à 10 ans de prison pour leur implication dans le meurtre d'un adolescent de 15 ans, ont été libérés après avoir purgé moins de deux années de leur peine, a indiqué une porte-parole du gouvernement ontarien. Les deux hommes, tous les deux âgés de 22 ans, sont sortis de prison plus tôt cette semaine après avoir purgé les deux tiers de leur peine, a laissé savoir Julia Noonan, du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. Leur victime, Matti Baranovski, était dans un parc du nord de Toronto en novembre 1999 lorsqu'elle a été agressée par une douzaine de jeunes. Certains d'entre eux ont commencé à lui donner des coups de pied à la tête pour lui voler son argent, des médicaments et un paquet de cigarettes. L'adolescent est mort plus tard à l'hôpital des suites d'une rupture d'artère. Mariani et Cochrane ont été reconnus coupables d'homicide involontaire en juillet 2003 et condamnés à 10 ans d'emprisonnement en décembre de la même année.
Presse Canadienne

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

LOTTO 649 — PROCHAIN GROS LOT CE SOIR : 14 000 000 $

LOTTO SUPER 7 — Tirage du 2005-04-22
13 16 18 22 26 40 43
Complémentaire : (39)

BANCO — Tirage du 2005-04-22
04 05 06 08 15 18 21 23 24 25
27 32 33 36 40 42 49 50 56 69

LA QUOTIDIENNE — Tirage du 2005-04-22
3 : 431 — 4 : 5080

EXTRA — Tirage du 2005-04-22

Numéros	Lots
392886	100 000 $
92886	1 000 $
2886	250 $
886	50 $
86	10 $
6	2 $

LA MINI — Tirage du 2005-04-22

Numéros	Lots
515477	50 000 $
15477	5 000 $
5477	250 $
477	25 $
77	5 $
51547	1 000 $
5154	100 $
515	10 $

SÉRIE NAISSANCE D'UNE GRANDE BIBLIOTHÈQUE

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

LA DÉVOREUSE DE LIVRES

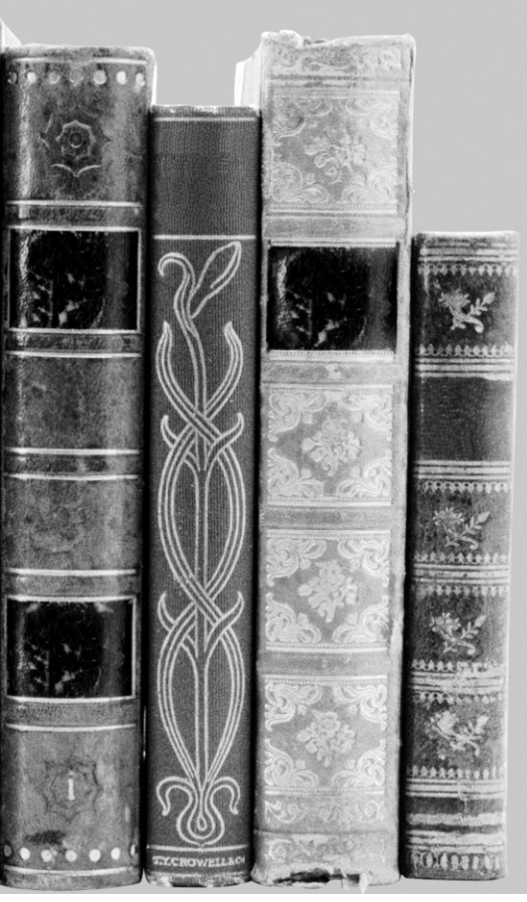
On a d'abord parlé de la Très Grande Bibliothèque. Puis de la Grande Bibliothèque. Qui est aussi la **Bibliothèque nationale du Québec**. Qu'importe son nom, le nouveau temple du livre ouvre ses portes le week-end prochain dans le Quartier latin. **On attend de 20 000 à 30 000 personnes en deux jours** dans cet édifice de près de **100 millions**, **dont l'architecture et la décoration font jaser.** La Grande Bibliothèque cannibalisera-t-elle les bibliothèques de quartier ? Et si tout cet argent avait été consacré aux indigentes bibliothèques scolaires ?

Une série dans *La Presse* aujourd'hui et demain.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

SÉRIE NAISSANCE D'UNE GRANDE BIBLIOTHÈQUE



ABONNÉS DES BIBLIOTHÈQUES MONTRÉALAISES

Moyenne par point de service : **12 686**

Total pour le réseau : **685 022**

LE PERSONNEL DANS LES BIBLIOTHÈQUES DE MONTRÉAL

Bibliothécaires dans les arrondissements : **163**

Employés d'autres catégories : **785**

NOMBRE DE LIVRES DU RÉSEAU MONTRÉALAIS

En moyenne par arrondissement : **155 401**

En moyenne par bibliothèque : **79 167**

Mirou au pays de la littérature

SARA CHAMPAGNE

Personne ne peut vraiment expliquer comment Mirou est parvenu à se nicher au sous-sol de la Bibliothèque centrale-jeunes de la Ville de Montréal. Il est là, c'est tout. La tourterelle triste — un mâle — roucoule depuis 19 ans au rythme de la lecture des enfants.

Les plus anciens de l'immeuble de la rue Sherbrooke se rappellent vaguement son arrivée. Il s'agirait d'un don d'un usager de la bibliothèque, un inconnu. Ses mouvements de tête saccadés, son plumage beige, son regard bien particulier et surtout son chant mélancolique font de lui une vedette auprès des enfants, voire une partie de l'âme de la bibliothèque.

« Quand il n'y a pas trop d'enfants, nous la laissons voler dans la bibliothèque. Elle aime notre présence, se faire flatter et elle adore les crayons », raconte la bibliothécaire, Marie Désilets, un sourire dans la voix. Évidemment, Mirou n'est pas inclus dans le budget de fonctionnement de la bibliothèque. Les employés se cotisent donc pour couvrir les coûts de sa nourriture. Assez minimes, tient à préciser la bibliothécaire.

Les abonnés de la bibliothèque, environ 3000 jeunes âgés entre 0 et 13 ans, étaient soulagés en apprenant que la tourterelle ne déménagerait pas avec l'ouverture de la Grande Bibliothèque, (GB). Si la tourterelle est épargnée, c'est que la bibliothèque des jeunes reste ouverte. Elle est même appelée à s'agrandir. Sauf que pour l'instant, elle bénéficie d'un statut particulier, puisqu'elle ne relève pas de l'arrondissement de Ville-Marie, explique Mme Désilets.

« Nous sommes à la merci des instances politiques, explique la bibliothécaire. Nous aimerions être en mesure de doubler notre superficie. C'est notre souhait depuis longtemps. L'entrepôt est rempli de livres à cause du manque d'espace. Des livres qui ne sont malheureusement pas accessibles aux enfants. »

« Un déménagement aurait été une erreur. Les jeunes n'auraient pas fait le chemin jusqu'à la Grande Bibliothèque. Et nous avons la chance ici de toucher à une clientèle d'enfants défavorisés ou immigrés, qui, autrement, n'iraient peut-être pas à la bibliothèque », ajoute Mme Désilets.

45 000 livres d'enfants

En fait, la demande est telle à la Bibliothèque centrale-jeunes que le personnel doit refuser l'accès à certains groupes. Chaque semaine, des bambins des garderies environnantes, de même que des élèves du primaire, se rendent en face du parc La Fontaine pour lire, participer à l'heure du conte ou encore à des ateliers d'éveil à la lecture financés par Les Amis de la bibliothèque, un organisme à but non lucratif qui organise une campagne annuelle de financement pour le réseau des bibliothèques publiques de Montréal.

De la mystérieuse Mademoiselle C. de Dominique Demers, en passant par Harry Potter ou les bandes dessinées, il y a environ 45 000 ouvrages sur les tablettes de cette bibliothèque des jeunes. Chaque année, plus de 2000 titres québécois de littérature jeunesse sont achetés pour les jeunes abonnés.

Selon la bibliothécaire, les jeunes lisent plus qu'auparavant et certainement plus que la génération des 35-40 ans. Il faut savoir leur présenter une lecture variée et vivante, intéressante pour leur génération, explique-t-elle.

PHOTO PIERRE McCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

En 19 ans, Mirou, la tourterelle triste de la bibliothèque jeunesse de Montréal, a vu plusieurs générations de petits lecteurs défiler devant ses yeux.

BIBLIOBUS

Après une année d'absence en 2002-2003, le Bibliobus a repris du service en décembre dernier dans les rues de Montréal. Destinée aux jeunes de 14 ans et moins, cette bibliothèque publique sur roues transporte 5500 livres — puisés dans une collection de 20 000 documents — principalement près des zones scolaires. Le Bibliobus dessert sept arrêts sur le territoire de quatre arrondissements de l'ancienne Ville de Montréal : Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, Ahuntsic-Cartierville, Mercier—Hochelaga-Maisonneuve et Rosemont—Petite-Patrie. Il s'adresse tout particulièrement aux jeunes défavorisés pour qui la distance entre le domicile et la bibliothèque est un obstacle difficile à franchir.

Les jeunes et la lecture

Les élèves francophones du Québec ont moins de livres, d'argent et d'ambition que leurs vis-à-vis anglophones, ce qui ne les empêche pas d'avoir des résultats semblables en lecture. C'est ce que révèle une analyse de Statistique Canada, publiée en 2004 dans la *Revue trimestrielle de l'éducation*. Selon les données recueillies, à peine 39 % des élèves inscrits dans les écoles françaises ont 100 livres et plus à la maison, alors que c'est le cas de 62,6 % de leurs camarades anglo-québécois. Un écart qui pourrait s'expliquer par le coût élevé des bouquins en français, avance Statistique Canada.

Cette enquête est basée sur les résultats obtenus par les jeunes de 15 ans au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Au printemps 2000, 30 000 Canadiens — dont 3150 francophones et 1347 anglophones du Québec — y ont participé. Les deux groupes linguistiques ont obtenu un rendement de lecture supérieur à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, (OCDE), qui est de 500 points. Ainsi, les anglophones du Québec ont obtenu 543 points et les francophones 535, un écart qui n'est pas statistiquement significatif.

Sara Champagne

Les Québécois lisent peu

HUGO MEUNIER

Même si les Montréalais sont les plus fervents lecteurs au Québec, ils accusent toujours un retard par rapport aux autres grandes villes canadiennes.

L'an dernier, quelque 13 millions de documents (incluant les livres, périodiques, disques compacts et jeux de société) ont été prêtés aux Montréalais. L'année précédente, 12 273 492 personnes ont emprunté des documents, tandis que 11 863 654 l'ont fait en 2002. Une progression constante donc, mais est-ce assez pour les considérer comme des rats de bibliothèque ? Pas vraiment.

À Toronto, plus de 60 % des gens fréquentent le réseau des bibliothèques. À Vancouver, ce taux oscille autour de 65 %. Malgré d'importantes coupes dans le secteur culturel sous l'ancien premier ministre Mike Harris, l'Ontario prête 65 % plus de documents que le Québec.

La province fait aussi piètre figure sur la scène canadienne en matière de bibliothèques publiques. Ici, on investit seulement 25 dollars par habitant dans ce secteur. Le Québec est à la queue du peloton, derrière l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

Plusieurs pays européens dont la population se compare à la nôtre, comme la Finlande, font des bibliothèques publiques le pilier de leur stratégie d'accès à la société d'information. Au Danemark, 64 % de la population fréquente régulièrement les bibliothèques publiques, dont la moitié sur une base mensuelle.

Une nette amélioration

Puisqu'on fréquente moins les bibliothèques, il n'est pas étonnant qu'on passe moins de temps à lire. Un sondage Léger Marketing, publié en octobre 2004, révèle que les Québécois sont les lecteurs les plus apathiques au pays.

Quelques chiffres obtenus hier du ministère de la Culture et des Communications font cependant état d'une nette amélioration depuis cinq ans. Une enquête sur les pratiques culturelles au Québec menée l'an dernier révèle que 59,2 % de la population québécoise de plus de 15 ans affirme lire régulièrement. En 1999, ce pourcentage oscillait atour de 52 %.C'est dans la région de Montréal qu'on retrouve les plus hauts pourcentages de lecteurs (66,5 %), suivie de l'Outaouais (64,6 %) et de la Montérégie (60,1 %).

Les lecteurs les moins assidus se retrouvent en Abitibi-Témiscamingue (47,6 %), dans Chaudière-Appalaches (50,4 %) et sur la Côte-Nord (51,1 %).

Les journaux populaires

Le Québec se démarque toutefois au niveau de la lecture d'un journal quotidien. Alors que les ventes s'essoufflent ailleurs au pays, la tendance se maintient en effet depuis cinq ans ici. En 2003, environ 6 766 000 exemplaires de quotidiens anglophones et francophones se sont vendus chaque semaine au Québec.

Entre 1998 et 2003, le Québec fut la seule province à enregistrer une hausse de tirage pour ses quotidiens, avec 1,7 %. Ailleurs au pays, les provinces ont essuyé des baisses d'en moyenne 7,5 %.

1. La dévoreuse de livres

LES SECTEURS LES PLUS POPULAIRES

JOURNAUX ET MAGAZINES	45 %
ROMANS DE FICTION, SOCIAUX OU À CARACTÈRE HISTORIQUE	35 %
BIOGRAPHIES ET HISTOIRES VÉCUES	31 %
OUVRAGES DOCUMENTAIRES OU D'ACTUALITÉ	30 %

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

La bibliothèque de Westmount est ouverte sept jours sur sept. Ce n'est pas le cas dans les établissements de l'est de Montréal, dont l'accès est plus restreint faute de financement.

Des bibliothèques parsemées de nids-de-poule

SARA CHAMPAGNE

Alors que l'UNESCO consacrait Montréal « capitale mondiale du livre », deux pétitions totalisant 4500 noms atterrissaient sur le bureau des élus de l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve à la fin du mois dernier. Les signataires voulaient protester contre la suppression de deux postes de bibliothécaire dans leur quartier.

Dans cet arrondissement de 130 000 résidants qui compte quatre bibliothèques, il n'y aurait plus que deux bibliothécaires pour desservir les abonnés. C'est peu comparativement aux normes qui stipulent qu'il doit y avoir au moins un bibliothécaire par 10 000 habitants.

Professeur en bibliothéconomie à l'Université de Montréal, Réjean Savard a participé à de nombreuses études sur les bibliothèques publiques. Il ne comprend pas comment l'arrondissement a pu en venir là. Le syndicat non plus, qui a porté la cause devant la Commission des relations de travail.

« C'est complètement ridicule d'avoir aboli deux postes de bibliothécaire, et ce presque au moment où on annonçait la programmation des festivités de Montréal, capitale mondiale du livre. Les bibliothécaires sont essentiels, ce sont eux qui choisissent les livres, qui valident l'information — c'est primordial à l'ère d'Internet — et il ne faut pas oublier qu'une bibliothèque, c'est une collection vivante, en constante évolution », tranche-t-il.

Selon M. Savard, la Politique de la lecture, instaurée en 1998 sous le gouvernement péquiste, a permis d'augmenter de 22 % les acquisitions de livres dans les bibliothèques du Québec, faisant ainsi passer le rapport de 1,86 à 2,28 livres par habitant. En contrepartie, le nombre de bibliothécaires n'a augmenté que de 3,8 % durant ces années.

« C'est une aberration de vouloir supprimer des postes, d'autant plus que la Ville économise des millions en déléguant les services de la Bibliothèque centrale à la Grande Bibliothèque. Et ça, c'est sans compter la riche collection de la Bibliothèque centrale qui a été vendue à la GB pour 35 millions de dollars », ajoute-t-il.

« Il y a de moins en moins d'argent pour les bibliothèques de quartier. (...) C'est dommage parce qu'il y a une vie autour d'une bibliothèque de quartier. »

La Ville se veut rassurante

Depuis janvier 2002, les 57 bibliothèques de l'île de Montréal relèvent des conseils d'arrondissement. En clair, cela signifie que les élus locaux décident des sommes à verser aux bibliothèques.

Dans le cas de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, ces élus ont fait le pari que ces coupes de postes n'affecteraient pas les services à la population. L'administration municipale désire remplacer les deux bibliothécaires par un poste de cadre.

Quand la directrice du service de la culture, des loisirs et du développement social de l'arrondissement, Josée Guy, a écouté les doléances des signataires de la pétition, elle a expliqué que « s'il y avait une baisse de la qualité des services après l'implantation des nouvelles façons de faire, on serait prêt à reconsidérer le tout, quitte à revenir à l'ancienne formule ».

Se voulant rassurante, la vice-présidente au comité exécutif de la Ville de Montréal, Francine Sénécal, a expliqué à *La Presse* que le ministère de la Culture travaille présentement « à poser un diagnostic sur l'état des bibliothèques publiques de Montréal ». Les détails d'un plan de redressement nécessitant 200 millions sur 10 ans seront dévoilés d'ici quelques jours.

Sauvons les bibliothèques

Sauf que le message de l'arrondissement n'a pas rassuré le président des Bibliomanes Langelier, Jacques Tricot. Il y a deux ans, une poignée d'abonnés et lui ont mis sur pied cet organisme à but non lucratif pour rehausser la bibliothèque publique Langelier. Il constate que les bibliothèques sont les enfants pauvres des arrondissements.

« Il y a de moins en moins d'argent pour les bibliothèques de quartier. À preuve, les activités d'écriture ont été abolies sur tout le territoire. C'est dommage parce qu'il y a une vie autour d'une bibliothèque de quartier, explique M. Tricot. C'est à un coin de rue de chez moi, je peux y aller en marchant. Et il y a un sentiment d'appartenance. »

M. Tricot craint un peu l'arrivée de la Grande Bibliothèque. « Les gens en ont parlé quand nous avons fait circuler la pétition. Ils ont peur que les bibliothèques de quartier deviennent de simples comptoirs de prêt, sans aucune activité de lecture, et que d'autres postes de bibliothécaires soient supprimés », explique-t-il.

Les Amis de la bibliothèque — organisme à but non lucratif actif sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal pour offrir des activités aux usagers — constatent que la survie de certaines bibliothèques de Montréal ne tient qu'à un fil.

« Les bibliothèques sont comme les routes au printemps. Certaines sont bien pourvues, mais d'autres sont parsemées de nids-de-poule géants. Dans certains cas, c'est de la misère documentaire. Les responsables des bibliothèques sont dynamiques, mais ça nous jette à terre de voir qu'on supprime des postes », explique le président de l'organisme qui compte 500 membres, Claude Lemire.

M. Lemire ajoute que la gestion des bibliothèques est placée loin dans les priorités de certains arrondissements. Comment voulez-vous qu'un responsable des sports ou de la réfection des routes comprenne les besoins des usagers d'une bibliothèque, demande-t-il sur un ton ironique.

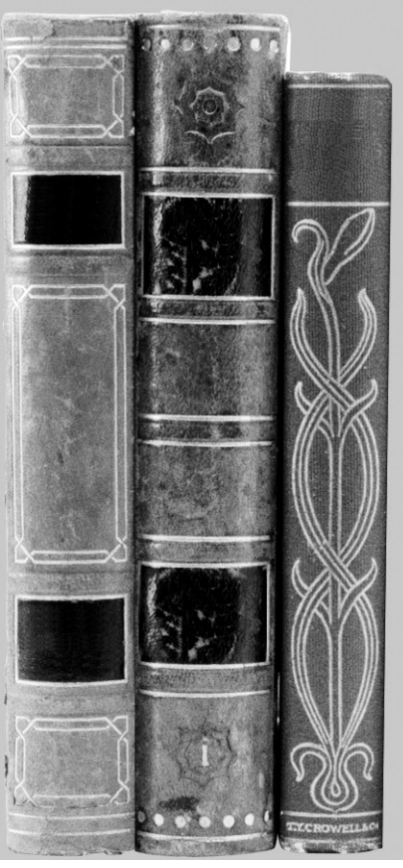
Quant au président des Bibliomanes Langelier, Jacques Tricot, il souligne qu'il y a également beaucoup d'amélioration à apporter du côté des heures d'ouverture de certaines bibliothèques. À Westmount par exemple, elles sont ouvertes sept jours sur sept, et en semaine dès 10 h. À l'opposé la plupart des établissements de l'est de la ville n'ouvrent leurs portes qu'à partir de 13 h, et sont fermés le lundi.

Trouvez l'erreur, demande M. Tricot. « C'est une inégalité étrange entre les bibliothèques publiques de Montréal. L'ouverture de la Grande Bibliothèque n'a rien pour nous rassurer à ce chapitre-là. On se demande s'il y aura un impact sur les heures d'ouverture des bibliothèques, qui ne sont déjà pas très avantageuses en ce moment », souligne-t-il.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste
sara.champagne@lapresse.ca

SÉRIE NAISSANCE D'UNE GRANDE BIBLIOTHÈQUE



BUDGET INITIAL

90,6 millions

58 millions pour la construction du bâtiment

32 millions pour les équipements et l'ameublement.

Ce budget ne comprenait pas la construction du stationnement souterrain ni les honoraires professionnels.

BUDGET AU FIL D'ARRIVÉE

La Grande Bibliothèque aura coûté **97,6 millions.**

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

La bibliothèque sera équipée de 400 postes Internet à écran plat et d'autant d'aires sans fil.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Les concepteurs de la Grande Bibliothèque ont créé un intérieur sobre capable de résister aux modes. Ce sont les livres qui viennent donner de la couleur à l'ensemble.

Le chaud et le froid

LOUISE LEDUC

Un extérieur de style « palais de glace » qui évoque le Grand Nord, un intérieur de bois, chaleureux, qui incite à la lecture. C'est sur ce contraste que la Grande Bibliothèque s'est construite.

Depuis 2001, les Montréalais ont vu s'édifier la future Grande Bibliothèque sur le terrain de l'ancien Palais du commerce, boulevard de Maisonneuve Est. En 2004 est apparue une pancarte. Non, l'édifice n'est pas terminé, nous assurait-on : 6000 lames de verre dépoli, trempé et enduit d'un revêtement céramique vert allaient recouvrir les murs.

On pénètre dans la Grande Bibliothèque par un hall plutôt dénudé, jalonné de hautes colonnes de béton. On fait quelques pas et on se voit enveloppés par la lumière qui entre de partout et par la chaleur du bouleau jaune, l'un des trois emblèmes du Québec.

Les étagères des bibliothèques sont noires pour la plupart, tout comme les murs autres que ceux des chambres de bois. Beaucoup de bouleau blond donc, et beaucoup de noir. Un intérieur sobre capable de résister aux modes sans que l'ensemble ne soit terne, les livres donnant de la couleur à la toile de fond.

La bibliothèque est divisée en deux parties : l'une est réservée à la Collection nationale (à laquelle tout éditeur est tenu de remettre un exemplaire de ses parutions) et l'autre consacrée à la Collection universelle de prêt et de référence.

Ces deux collections ont chacune leur « chambre de bois » ou coffre de bois, c'est-à-dire un immense espace fermé par des lattes de bouleau jaune. La chambre de bois abritant les ouvrages de la Bibliothèque nationale est, à dessein, plus sombre, histoire de bien préserver les trésors qui s'y trouvent.

Pour une petite pause santé, montez au dernier étage et vous verrez une vue sans pareille de Montréal.

Au centre de l'édifice se trouvent les escaliers et trois ascenseurs panoramiques. Du dernier étage, on peut donc voir en plongée les six étages que compte la Grande Bibliothèque. Vertigineux.

Bientôt les bouquinistes

Quatre cents ordinateurs à écran plat sont branchés sur Internet et autant d'aires sans fil sont mises à la disposition des usagers. Que les rats de bibliothèque plus traditionnels se rassurent : ils pourront tout aussi bien feuilleter tranquillement les volumes, bien calés dans l'un ou l'autre des 1300 fauteuils de lecture conçus par le désigner industriel Michel Dallaire. Ceux-ci sont dispersés de façon à donner à chacun son petit coin tranquille.

Pour une petite pause santé, montez au dernier étage et vous verrez une vue sans pareille de Montréal. Au premier plan, le Montréal de Michel Tremblay, avec ses petites maisons, et la façade originale du Théâtre Saint-Denis que l'on ne voit jamais tant le regard se pose automatiquement sur la plus clinquante affiche de néons annonçant les spectacles à venir.

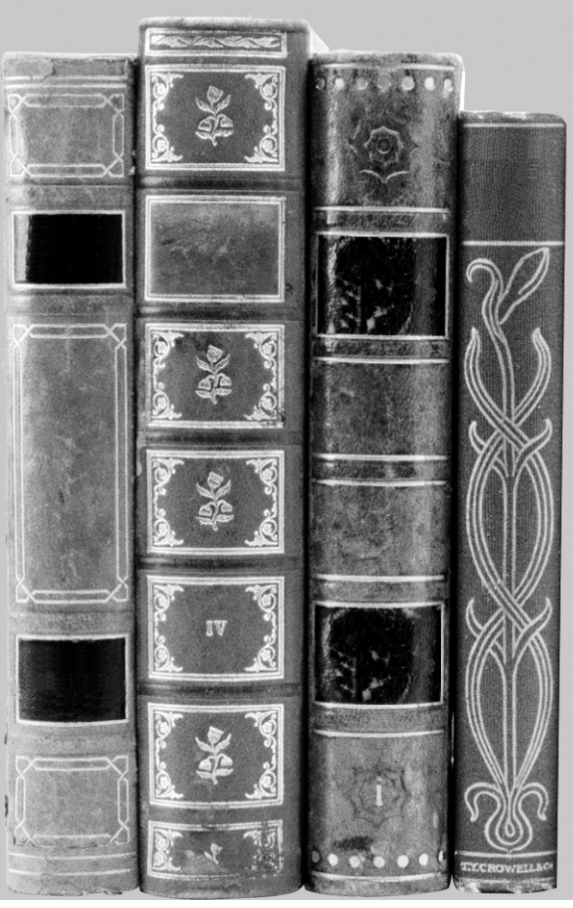
Puis, à l'arrière-plan, le mont Royal sur la droite et, sur la gauche, les hauts édifices du centre-ville.

Deux auditoriums, l'un de 80 places destiné aux enfants, l'autre de 300 places à vocation culturelle, complètent le tableau.

Beaucoup reste encore à faire. Un café sera bientôt ouvert dans le hall d'entrée — pour l'instant, il n'y a absolument rien à manger dans la Grande Bibliothèque, ce qui fera sans doute faire de bonnes affaires aux restaurateurs du coin.

Reste aussi à rafraîchir la ruelle Savoie, attenante à l'édifice. Au cours des prochains mois, la Grande Bibliothèque veut d'ailleurs y installer des bouquinistes, qui y resteraient jusqu'à la fin de l'été.

1. La dévoreuse de livres



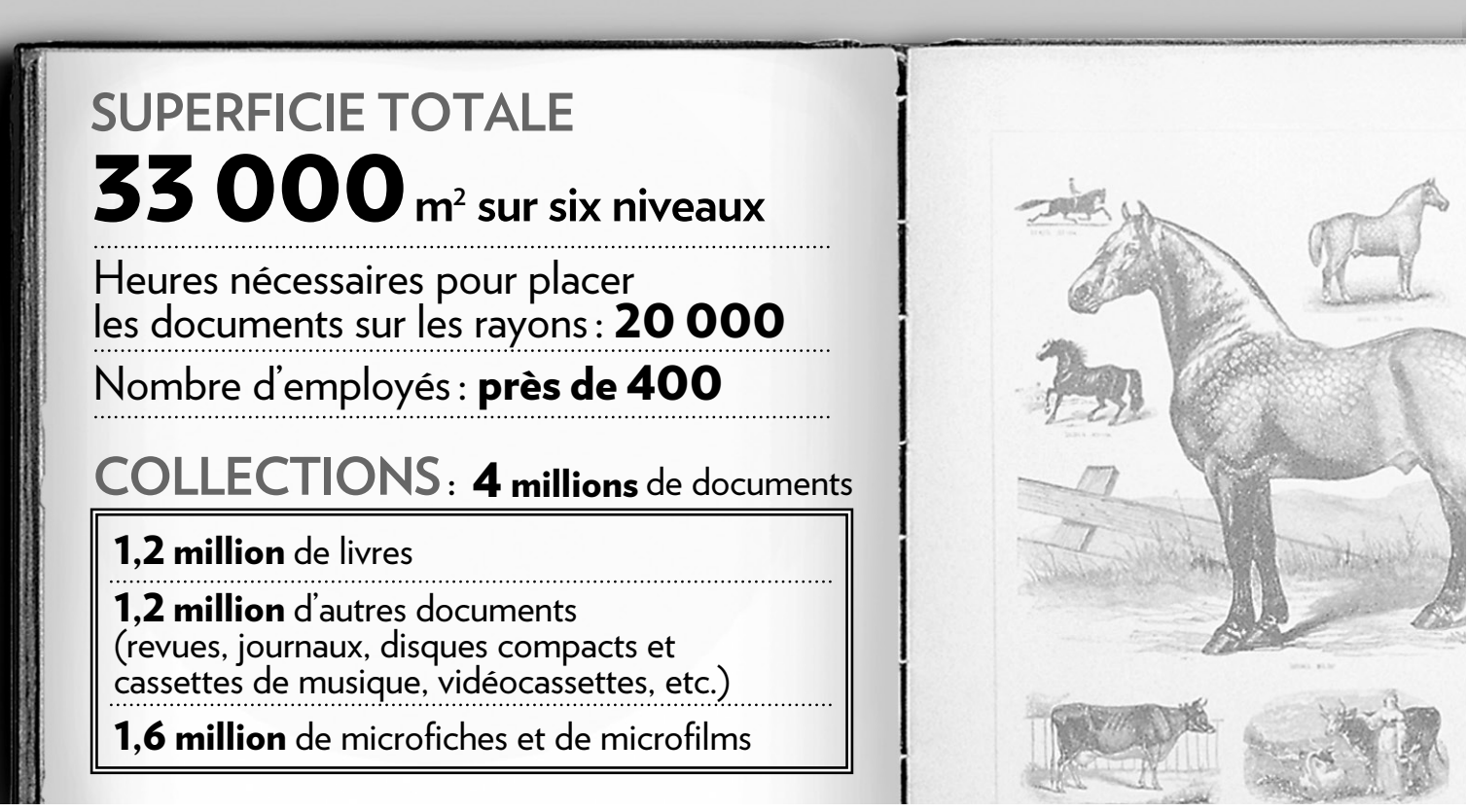


PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Au centre de l'édifice se trouve un grand espace pour les escaliers et les ascenseurs. Vertigineux !

« C'est très, très vert »

La Grande Bibliothèque est-elle belle? Des passants commentent

LOUISE LEDUC

Laissons aux architectes le soin de causer volumétrie et posons la question aux passants en toute simplicité : cette Grande Bibliothèque vous plaît-elle ?

Évidemment, rien de scientifique ici. Que les commentaires des 11 premières personnes croisées aux abords de la nouvelle institution. Comme celle-ci n'était pas encore ouverte au grand public, elles n'ont commenté que l'aspect extérieur de l'édifice nouvellement inscrit dans le paysage montréalais.

« C'est pas laid, mais ça ne restera pas neuf longtemps, estime Guy Parizeau. C'est tout en verre, et dès qu'une manifestation va péter en ville, les vitres vont revoler. »

Nathalie Beaucoup opine : « Dans ce bout-ci, le monde est sauvage. »

Claude Ouelette, lui, ne trouve pas ça « laid », mais ne donne spontanément à l'édifice qu'un 6 sur 10. « J'aimais mieux les vieux édifices, avec de vieilles pierres. » Puis M. Ouelette regarde autour, voit les bâtiments de l'UQAM et monte sa note... surtout quand on lui demande son nom pour le journal. « Écrivez donc 8 sur 10. Dans le fond, c'est beaucoup moins laid que l'UQAM. »

LA GB EN BREF

Adresse : 475, boulevard de Maisonneuve Est, Montréal
Transport : station de métro Berri-UQAM à la porte ; stationnement intérieur payant
Heures d'ouverture :
Mardi au vendredi : 10 h à 22 h
Samedi et dimanche : 10 h à 17 h
Lundi : fermé, sauf la section actualités et nouveautés, ouverte tous les jours de 10 h à minuit
www.bnquebec.ca

« Ce n'est pas beau, on dirait que ce n'est pas fini. »

Le verdict d'Edmond Farhat, résidant du quartier, est plus tranché. « Ce n'est pas beau, on dirait que ce n'est pas fini. »

« Je n'adore pas ça, répond pour sa part Émilie Rabaraona, dans la vingtaine. Ça a l'air d'une usine. Ça fait moderne manqué. J'aime mieux les immeubles vieillots, comme la faculté de musique de l'Université McGill. »

Déjà démodé ?

« C'est vraiment très, très vert, se désole Violaine Boisclair, qui travaille tout à côté, à la Place Dupuis. Il me semble que ce *look*-là, ça fait 1970. »

L'édifice a beaucoup de rythme, et on sent que c'est un truc du Quartier latin.

Marjolène Turcotte, étudiante à l'UQAM en littérature, trouve l'édifice « très laid » et se demande si la façade « ne va pas jaunir dans 10 ans ». « Si j'étais touriste et que je ne savais rien de cet édifice, je croirais qu'il a été bâti il y a longtemps. C'est démodé. » Le problème, à son avis, vient surtout de sa couleur verte. Sa couleur verte, dans la masse brune de l'UQAM.

Benjamin Mayo, lui aussi étudiant en littérature, se montre moins sévère. « Moi, j'aime ça, et les lames de verre doivent faire de beaux effets de lumière à l'intérieur. »

« On sent que ce n'est pas un truc qui a coûté des milliards, note pour sa part Martin Lalonde, étudiant en arts visuels. On n'est pas allé dans des trucs vertigineux, mais dans le modeste. L'édifice a beaucoup de rythme, et on sent que c'est un truc du Quartier latin, et non de l'ouest de Montréal. »

Un avocat de formation, qui préférait rester anonyme, était pour sa part tout à fait consterné. « Ce n'est pas possible ! Ce vert, c'est la couleur du fédéral ! Tous leurs édifices récents sont de cette couleur ! En plus, ça fait froid, et ça ajoute encore à l'absence totale d'unité dans le quartier où tout est bigarré. On est loin de la belle bibliothèque de Westmount. »

Pour entendre une appréciation très positive de la Grande Bibliothèque, il aura fallu tomber sur deux résidants de Québec de passage à Montréal qui, ayant aperçu l'édifice depuis la rue Sainte-Catherine, ont voulu le voir de plus près. « C'est bien la Grande Bibliothèque, non ? » ont-ils demandé.

« En tout cas, ça *flashe* ! lance Danielle Gladu, dans la cinquantaine. J'aime la couleur, je trouve la forme intéressante. Ce n'est pas trop *carré* et les lignes ne se démoderont pas. »

Un nuage passe, Claude Grégoire enlève ses verres fumés. « Tiens, c'est plus vert que je le croyais, mais j'aime bien ! »

UNE PREMIÈRE QUÉBÉCOISE

L'aventure de la Grande Bibliothèque a commencé par un concours international d'architecture, le premier du genre pour un édifice public au Québec.
Lancé en janvier 2000, le concours s'est déroulé sur invitation. Cinq équipes (deux québécoises, une canadienne, une française et une britannique) ont été retenues dans le cadre de ce processus fréquemment utilisé en Europe, et invitées à soumettre une esquisse.
Bien que certains déplorent le choix du jury (quelques projets étaient plus ambitieux et originaux que celui de l'équipe lauréate qui, en plus, n'est pas internationale, mais bien nationale) et que le bâtiment qui s'élève aujourd'hui rue Berri soit différent de la proposition originale (on a complètement changé le matériau de parement extérieur), on a néanmoins construit l'immeuble dans des délais raisonnables.

Catherine Szacka
collaboration spéciale

NAISSANCE D'UNE GRANDE BIBLIOTHÈQUE

1› La dévoreuse de livres
2› Une longue gestation

FORUM à lire demain
L'éditorial de François Cardinal

Retrouvez notre dossier sur la Grande Bibliothèque sur **www.cyberpresse.ca/bibliotheque**

Faites-nous part de vos réactions à **commentaires@lapresse.ca**

ACTUALITÉS

La NASA est incapable de respecter ses standards

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – La NASA pourrait décider d'être moins exigeante sur la définition des risques pour le lancement des navettes, affirmait hier le *New York Times*, citant des documents internes de l'agence spatiale.

Après l'accident de *Columbia* en février 2003, les contraintes techniques ont été nettement revues à la hausse mais la NASA se serait rendu compte qu'il serait impossible de les respecter, explique le quotidien new-yorkais.

Interrogée, la NASA s'est refusée hier à tout commentaire.

Un document cité par le journal précise que les critères d'évaluation des dangers pour les vols de la navette devraient être revus à la baisse car « il est impossible de s'y conformer ».

Ces documents rédigés par les ingénieurs et des responsables de l'agence font apparaître au moins trois modifications dans les méthodes statistiques pour calculer les risques représentés par l'impact de morceaux de glace ou de mousse isolante qui se détacheraient du réservoir extérieur et heurteraient la protection thermique de la navette au moment de son lancement.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

APPEL D'OFFRES: # 05-16

PROJET: COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
RÉFECTION DE LA FENESTRATION/PHASE II
ÉCOLE SECONDAIRE DANIEL-JOHNSON
1200, BOULEVARD DU TRICENTENAIRE, MONTRÉAL (PAT).

Les documents contractuels et conditions de soumission seront disponibles à partir du **25 avril 2005** à compter de **14 h** au bureau des Architectes Bergeron • Thouin situé au 275B, rue Paradis, bureau 200, à Repentigny, téléphone (450) 585-7150 contre un chèque visé émis au nom des Architectes ou argent comptant au montant de **cinquante dollars (50 $)** non remboursable.

Visite des lieux des soumissionnaires le **2 mai 2005 à 15 h.**

Ouverture des soumissions le **9 mai 2005 à 14 h**, au Centre administratif de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, 550, 53e Avenue, Montréal.

Le Propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Christiane St-Onge
Secrétaire générale
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

3311455

Commission scolaire de Montréal

L'école publique, une école équitable

APPEL D'OFFRES 23-036P

La Commission scolaire de Montréal demande des propositions pour la vente de onze immeubles résidentiels de son parc immobilier. La date d'ouverture des soumissions est prévue pour le 16 mai 2005 à 14 h.

Les soumissionnaires pourront se procurer le document pour la somme non remboursable de 20 $ ou le consulter à l'adresse suivante du **lundi au vendredi entre 8 h 30 et 12 h et entre 13 h et 16 h** :

Bureau des approvisionnements 1er étage Nord,
3737, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1X 3B3

Pour tout renseignement, vous pouvez communiquer au (514) 596-6418, poste 6672.

La CSDM se réserve le droit de n'accepter aucune des offres reçues.

3310603A 050049

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

Appels de soumissions

Corporation d'hébergement du Québec

RÉHABILITATION DU CENTRE HOSPITALIER HONORÉ-MERCIER
PROJET Nº : 00391

La Corporation d'hébergement du Québec, agissant à titre de mandataire pour le CSSSRY, demande des soumissions pour les travaux suivants :

- **Lot : 22.172 Pédiatrie, niveau 4 de la Tour**
- **Lot : 22.211 Services alimentaires**
- **Lot : 22.251 Protection incendie Basilaire**
- **Lot : 22.252 Gaz médicaux Basilaire**
- **Lot : 22.253 Plomberie, chauffage, refroidissement Basilaire**
- **Lot : 22.254 Ventilation Basilaire**
- **Lot : 22.261 Électricité Basilaire**
- **Lot : 22.270 Architecture, structure Basilaire**

à Saint-Hyacinthe.

Les personnes intéressées doivent consulter les avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire du babillard électronique sur le site SEAO :

Courriel : www.seao.ca

Date de réception et ouverture des soumissions : 20 MAI 2005 À 13 H 30

La Corporation ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

Les appels d'offres de la CHQ peuvent être consultés sur notre site Internet :

www.chq.gouv.qc.ca

Québec

3311731A

Parc Jean-Drapeau

Appel d'offres

Location de véhicules

La Société du parc des Îles désire obtenir des soumissions pour la location d'automobiles et de camionnettes, pour l'année 2005, avec option de trois ans.

Les documents pourront être obtenus, gratuitement, à compter du **lundi 25 avril 2005**, de 9 h à 16 h, en s'adressant à l'entrée principale du pavillon du Canada, 1, Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal.

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc des Îles, **via le pont de la Concorde**, pavillon du Canada, 1, Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9, seront reçues jusqu'à **11 h**, le **lundi 9 mai 2005**. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc des Îles ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Le directeur général,

Marcel Caron

3312376A

CASILOC INC.

APPEL DE PROPOSITIONS NO 05-512

SYSTÈME DE COMMUNICATION SANS FIL POUR LE CASINO DU LAC-LEAMY

CLÔTURE : LE 17 MAI 2005
11 H, HEURE LOCALE

Casiloc inc., filiale de Loto-Québec, désire recevoir des offres relativement à la fourniture et à l'installation d'un système de communication sans fil pour le Casino du Lac-Leamy.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec
500, rue Sherbrooke Ouest, 18e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6

Ou

Direction de l'administration
Casino du Lac-Leamy
1, boulevard du Casino
Gatineau (Québec) J8M 6W3

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h
et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 23 avril 2005

3312403A

« L'intérieur d'un VUS combiné avec un style de conduite se rapprochant de celui d'une berline. »
Automag

LA NOUVELLE CHEVROLET UPLANDER

19 998 $
à l'achat*

Système de communication et d'assistance OnStar** • Moteur V6 3,5 L à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Lecteur CD et MP3 • Télédéverrouillage des portes • Glaces avant et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Roues de 16 po • Climatisation • Espace pour 7 passagers • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise • Et beaucoup plus...

Renseignez-vous sur notre promotion de DVD sans frais.

CHEVROLET Choisis ta route.

3309904A

CHEVROLET GM

3309905

GM Canada BROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE 5 ANS 100 000 KM SANS FRANCHISE

La Carte GM TD VISA

*L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2005 Uplander (CU11416/R7B). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *À l'achat, préparation incluse. Transport (1 120 $), immatriculation, assurance et taxes en sus. **Incluant un abonnement d'un an gratuit au plan Sain et sauf. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et les modalités liés au système OnStar, appelez au 1 800 667-8277, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site www.onstar.ca. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis.*

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.